

Les exportations
d'armes
françaises
ont chuté en 1994

POINTS

M. Chirac rencontrera à New York le président algérien

JACQUES CHIRAC devrait rencontrer son homologue algérien, le général Liamine Zeroual, à la demande de ce dernier, autour du 22 octobre à New York, à l'occasion des cérémonies du cinquantième anniversaire de la fondation des Nations unies, à l'ONU, dans l'entourage du président français qui achèvera une visite officielle. Ce tête-à-tête est jugé par certains comme inopportuniste, car il aura lieu au moment même où s'ouvrira la campagne pour l'élection présidentielle algérienne, dont le premier tour est prévu le 16 novembre et pour laquelle l'actuel chef de l'Etat est grand favori. Les milieux officiels français n'en soulignent pas moins leur souci de ne pas se mêler de cette consultation.

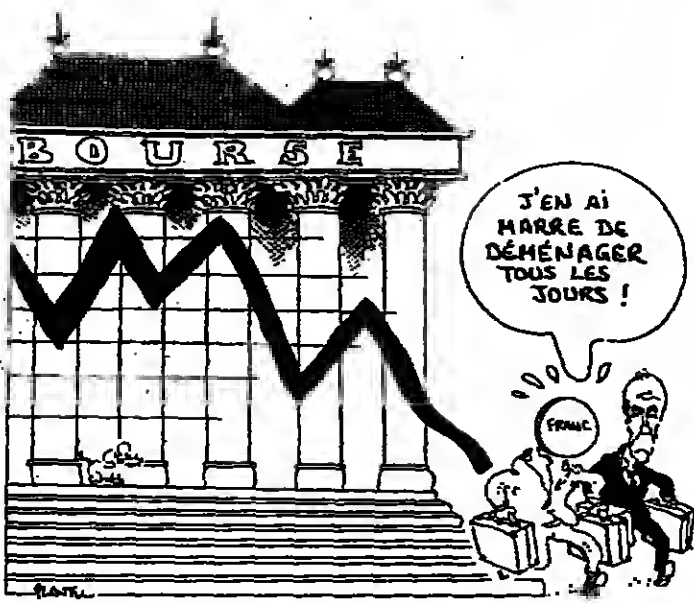
Lire page 5 et notre éditorial page 13

Face aux doutes des marchés et de l'opinion M. Juppé réaffirme ses engagements européens

En quittant son appartement parisien, le premier ministre ne se met pas à l'abri d'éventuelles poursuites

LE PREMIER MINISTRE tente d'opposer un contre-feu à la crise monétaire - qui s'est traduite par une forte chute du franc vendredi 6 octobre - et à la dégradation du climat politique et social en annonçant que la France entend rester dans l'axe de la monnaie unique européenne. M. Juppé devait indiquer, samedi 7 octobre, aux parlementaires du RPR réunis à Avignon, que sa politique des mois à venir sera fondée sur la réduction des déficits tant budgétaires que sociaux, la libération de l'initiative individuelle, la réforme de l'Etat et la sécurité et devait insister sur l'engagement européen du gouvernement et l'objectif de l'Union économique et monétaire en 1999.

Devant des militants du RPR, vendredi soir, à Sorgues, le premier ministre et futur président du parti néogaulliste a affirmé que « la France n'est pas gravement malade », alors qu'il évoquait, il y a une semaine, un « péri national ». « Nous sommes attaqués par des problèmes graves, qui empêchent la France de donner tout ce qu'elle peut



donner, mais ne nous laissons pas gagner par la monnaie étrangère ! », a-t-il déclaré. Il a expliqué à son auditoire sa décision, annoncée en fin

d'après-midi sur France-Culture, de quitter son appartement du « domaine privé » de la Ville de Paris, et ajouté que ses enfants « ont déménagé ou vont déménager » des logements qu'ils occupent.

M. Juppé s'est néanmoins engagé « personnellement » à ne pas contrarier l'artio de la justice si celle-ci « estime qu'il y a matière » à poursuites. Le procureur de Paris, Bruno Cotte, doit décider dans les prochains jours d'ouvrir une information judiciaire ou de classer sans suite la plainte de l'Association de défense des contribuables parisiens. Après la baisse du franc, vendredi, la Banque de France a mis en place un premier dispositif de défense. Samedi, à Washington, les ministres des finances des sept grands pays industriels devaient s'engager en faveur d'un soutien du dollar et du franc français. Dimanche, les ministres français et allemand s'entretenaient pour tenter de dissiper les doutes qui existent, sur les marchés financiers internationaux, quant à la détermination des deux pays à parvenir à la monnaie unique.

Lire pages 6 et 7 et notre éditorial page 13

M. Clinton dénonce l'isolationnisme

Le président Clinton a exalté, vendredi 6 octobre, le rôle joué par les États-Unis sur la scène mondiale et dénoncé les tendances isolationnistes au Congrès. p. 2

Le nouvel attentat terroriste à Paris

L'attentat à la bonbonne de gaz qui a fait treize blessés légers, vendredi 6 octobre, dans le 13^e arrondissement de Paris, rappelle ceux qui ont été commis précédemment dans la capitale. p. 22

Deux alpinistes en perdition

On était sans nouvelles, samedi matin 7 octobre, des alpinistes français qui avaient renoncé, l'avant-veille, à la conquête du Kangchenjunga, dans l'Himalaya. p. 22

Xavier Emmanelli présente son plan

Le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence détaille pour Le Monde le plan gouvernemental d'accès aux soins pour les plus défavorisés. p. 10

Jacques Bouveresse au Collège de France

Spécialiste de Wittgenstein, le philosophe Jacques Bouveresse a prononcé vendredi 6 octobre sa leçon inaugurale au Collège de France. p. 12

François Bayrou au « Grand Jury RTL-Le Monde »

François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, est l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », dimanche 8 octobre, à partir de 18 h 30. « Le grand jury RTL-Le Monde » est aussi télévisé en direct sur la chaîne câblée RTL 9.

Vente princière



MAX BADEN VON ZÄHRINGEN

LE PRINCE Max Baden von Zähringen, margrave de Bade-Wurtemberg, héritier d'une des plus anciennes familles ayant régné outre-Rhin, est contraint de disperser aux enchères le contenu de son château de Baden-Baden. La première journée a dépassé toutes les espérances.

Lire page 19

Le retour attendu du poète irlandais

DUBLIN de notre correspondant

C'était comme une surprise-partie sans l'hibe, « Hamlet sans le prince du Danemark ». Seamus Heaney non seulement n'était pas chez lui à Dublin, mais n'était même pas en Irlande. Selon ses enfants, leur père n'était sans doute pas au courant de l'honneur que l'académie suédoise venait de lui accorder en lui décernant le prix Nobel de littérature (Le Monde du 7 octobre). Il ne savait pas que toute l'Irlande - le Nord, où il a été élevé, comme le Sud, où il réside depuis plus de vingt ans - était en fête. Tout ce qu'on pouvait dire, c'est que Seamus Heaney et sa femme Marie étaient quelque part en Grèce, en vacances.

On a soupçonné Heaney, cité depuis plusieurs années comme un possible lauréat du Nobel, d'avoir, d'une façon délibérée, quitté le pays à la recherche d'isolement et de solitude. Et de rappeler ce jour de 1969 où un autre Irlandais, Samuel Beckett, avait été couronné par le prix, alors qu'il avait choisi de fuir la foule et les journalistes. Mais « Sam » avait déjà émigré, tandis que Heaney habite un

quartier de Dublin et que sa maison est toujours ouverte à ses amis comme aux journalistes.

Finalement, vendredi 6 octobre dans la soirée, Heaney a pris contact avec sa famille. Les Irlandais attendent maintenant son retour. Ce fils de paysans catholiques, né dans un village du comté de Derry en Irlande du Nord, n'est pas issu de la même tradition protestante que les trois autres Nobel irlandais : William Butler Yeats - qu'il admire tant - George Bernard Shaw et Samuel Beckett. Très aimé et déjà célébré dans son pays comme un poète national, proche du peuple et du terroir, il se sent aussi à l'aise dans un pub de Dublin ou de Bellaghey, où il a été élevé, que dans les salons des universités anglaises et américaines où il enseigne.

Simple, aimable, jamais distant, il n'a pas changé depuis la période difficile durant laquelle il enseignait dans un lycée d'un ghetto nationaliste à Belfast. Lorsqu'il déclame ses poèmes, Heaney peut captiver une salle bondée d'Irlandais qui n'ont pas besoin de comprendre le symbolisme de son œuvre. La

profondeur, l'intensité et l'intégrité de sa pensée s'expriment au travers de thèmes souvent familiers - un enterrement à la campagne, une mère qui fait du pain dans sa cuisine, un paysan qui laboure sa terre - et d'une langue qui renvoie au sol de son pays. Né et élevé dans un milieu rural composé de catholiques et de protestants, qui, en dépit des tensions politiques, vivaient côte à côte, il n'a pas voulu devenir le « poète des troubles » qu'on l'appelait à être. Il a refusé, dans la douleur, d'exprimer son dilemme à l'égard des divisions communautaires en Irlande du Nord. Il a ainsi cherché refuge dans le sud de l'Ir. Son humanité va au-delà de la politique et de la violence. Il a préféré explorer les profondeurs de l'âme d'une terre tourmentée et passionnée. Quand il rentrera dans cette Ile où règne la paix depuis plus d'un an, Seamus Heaney sera fêté, qu'il le veuille ou non, comme un champion triomphant, par une population pour qui la parole, la phrase rythmique, l'expression orale, demeurent des éléments importants de la vie quotidienne.

Joe Mulholland

Les militaires russes en campagne

MOSCOU de notre correspondant

Les militaires russes sont de nouveau en campagne, électorale cette fois. Le ministre russe de la défense, Pavel Gratchev, pilier du régime de Boris Eltsine, a annoncé fin septembre qu'il présenterait une centaine d'officiers et vingt-trois généraux aux élections législatives du 17 décembre. Chaque parti a aussi tenu à avoir sur sa liste « son » général.

Le « parti du pouvoir » du premier ministre Viktor Tchernomyrdine a octroyé la troisième place à un général « héros » de la guerre en Tchétchénie. A l'opposé, les démocrates du Choix de la Russie présentent en quatrième position un général qui avait refusé de commander les opérations militaires dans la République sécessionniste du Caucase. Les communistes, qui ont le vent en poupe, ont, eux, recruté l'un des dirigeants, acquitté, du putsch de

1991, un ancien commandant de l'armée de terre soviétique.

Alexandre Routsikoï, ex-général et ex-vice président de Boris Eltsine entré en rébellion armée en 1993, présente sa propre liste. Mais un autre général lui vole la vedette : Alexandre Lebed, du Congrès des Communautés russes, un parti « nationaliste éclairé ». Ancien commandant de la 14^e armée russe en Moldavie, le général Lebed est vu par beaucoup comme l'« homme providentiel ». Il menace même de s'emparer du Kremlin lors de la présidentielle de juin, battant dans des sondages peu fiables - tous les postulants éventuels, y compris Boris Eltsine.

En Russie, où les militaires et leurs familles représenteraient encore aujourd'hui près de 5 millions de voix, la mode du « général-candidat » n'est pas nouvelle. Aux élections présidentielles de 1991, les candidats sérieux avaient fait tandem avec un général. La multiplication actuelle des candidats de l'armée montre que celle-ci est moins que jamais un bloc monolithique, puisque les « militaires-candidats », même s'ils sont majoritairement « conservateurs » et autoritaires, se trouvent éparpillés sur toutes listes, y compris celle des « démocrates-libéraux ». Le virus démocratique travaille aussi une armée, qui, comme l'a souligné un général, « n'est pas compo-

sée de soldats de plomb », comme l'ont démontré les rébellions larvées face à l'aventure tchétchène. « Méfiez-vous plutôt des généraux qui ne se présentent pas aux élections », a résumé, dans une de ses formules lapidaires, le général-candidat Alexandre Lebed.

Le phénomène révèle aussi certaines faiblesses du système politique. En quelques années de démocratie, les hommes politiques ont perdu beaucoup de leur crédibilité. Les états-majors des partis doivent faire appel à la société civile, ou militaire, pour redorer leur liste. Le plus inquiétant reste que l'entrée des généraux en politique illustre, et risque d'accroître, la poussée de fièvre nationaliste et le désir d'ordre qui travaille la société russe après quelques années de réformes chaotiques ouvertes vers l'Occident.

Pour le quotidien pro-éltsinien Rossiiskie Vesti, l'afflux de généraux dans les formations politiques « reflète un changement de la psychologie des électeurs ». Fatigués des réformes démocratiques et libérales, la société russe « se consoliderait autour d'une certaine idéologie », formée par « la prise de conscience d'une communauté d'intérêts et la reconnaissance que la notion a un ennemi commun ». Autant dire par une montée du nationalisme en réponse aux difficultés économiques.

Fort heureusement, l'effort du

Jean-Baptiste Naudet

Burberrys
OF LONDON



Parka BURBERRYS :
le style en toute décontraction.

Parka coton et résine, coloris beige - marron : 2 195 F.

Paris : 8, bd Malesherbes, 8c, 40 07 77 77

à proximité de la Madeleine.

55, rue de Rennes, 6c. - 56, rue de Passy, 16c.

Printemps-Brummell Haussmann, 8c

BORDEAUX - LILLE - MARSEILLE - NANTES - NICE - TOULOUSE



INTERNATIONAL

LE MONDE / DIMANCHE 8 - LUNDI 9 OCTOBRE 1995

LEADERSHIP Au lendemain de l'annonce de l'accord sur un cessez-le-feu en Bosnie, le président américain Bill Clinton a exalté, dans un discours, vendredi 6 octobre, le rôle

joué par les Etats-Unis sur la scène mondiale. **DEVANT LES MINISTRES DE LA DÉFENSE DE L'OTAN**, réunis à Williamsburg le même jour, le secrétaire à la défense, William Perry, a

plaidé pour une participation américaine à la force de paix multinationale qui, sous commandement de l'OTAN, devrait être chargée de faire appliquer un futur règlement de

paix en Bosnie. M. Perry devait s'entretenir dimanche à Genève avec son homologue russe, Pavel Gratchev, des moyens d'associer la Russie à cette force multinationale.

● CETTE FORCE devrait comprendre, outre les unités nationales, des éléments de la brigade franco-allemande, mais l'Allemagne n'envoie aucune unité d'infanterie en Bosnie.

M. Clinton reprend l'offensive face aux tendances isolationnistes du Congrès

Fort des récents succès obtenus par la diplomatie américaine au Proche-Orient et dans l'ex-Yougoslavie, le président a exalté le rôle de premier plan joué par les Etats-Unis sur la scène mondiale

WASHINGTON de notre correspondant

Bill Clinton est rarement en retard pour exploiter, sur le plan politique, ses succès diplomatiques. Le discours de politique étrangère qu'il a prononcé, vendredi 6 octobre, intervient au lendemain de l'annonce, par Washington, d'un accord de cessez-le-feu en Bosnie. Une raison supplémentaire pour le chef de la Maison Blanche de marteler un message simple : le monde a besoin du leadership de l'Amérique, comme le démontrent les récents succès de la politique étrangère. Le président américain a longuement exalté l'importance du rôle joué par les Etats-Unis à travers le monde, une manière de dénoncer la tentation de l'isolationnisme.

« De Belfast à Jérusalem, le leadership américain a aidé catholiques et protestants, juifs et arabes, à emprunter les rues de leurs villes avec moins d'appréhension des bombes et de la violence. De Prague à Port-au-Prince, nous travaillons pour consolider les bénéfices de la démocratie et de l'économie de marché. De Koweït à Sarajevo, a souligné M. Clinton, la bravoure de nos forces armées s'appuie à l'agression et défend la liberté. »

« LE FARDEAU DU LEADERSHIP » Les progrès vers la paix obtenus dans tous ces conflits sont largement le résultat de l'action « déterminée et persistante » de la diplomatie américaine, a assuré le chef de l'exécutif. S'agissant par exemple du récent accord entre Is-

raéliens et Palestiniens, l'intervention de Washington a fait « la différence entre l'échec et le succès ». En Bosnie, un long chemin reste à parcourir, a souligné M. Clinton, et le seul moyen de s'assurer que la paix sera maintenue est de faire appel aux forces de l'OTAN. En tant que « leader de l'OTAN », les Etats-Unis doivent envoyer des troupes sur le terrain, « sous commandement de l'OTAN et avec des règles d'engagement claires ». Le chef de la Maison Blanche, qui connaît les fortes réticences de la majorité républicaine à ce sujet, a rappelé que des consultations sont engagées avec le Congrès. « En Bosnie comme ailleurs, si les Etats-Unis ne prennent pas la tête, le travail ne sera pas fait. Nous devons assumer le fardeau du leadership, il n'y a simplement pas d'autre solution », a-t-il ajouté. Mais ce qui apparaît comme une évidence à Bill Clinton, ne l'est pas toujours pour les républicains.

Le consensus politique qui existait naguère en matière de politique étrangère est aujourd'hui en danger, a-t-il reconnu, de nombreuses voix se faisant entendre au Congrès (y compris dans les rangs démocrates), pour affirmer qu'avec la fin de la guerre froide, les Etats-Unis peuvent « jouer un rôle secondaire dans le monde ». Dans ce cas, ce sont « nos valeurs, nos intérêts et la paix elle-même » qui seraient remis en cause, a-t-il insisté. Pour le président américain,



TANCHO

la distinction entre problèmes domestiques et questions internationales est de plus en plus floue, comme le montre l'exemple du terrorisme. Le comprendre, a-t-il estimé, fera apparaître l'isolationnisme comme une alternative politique « absolument impossible ».

Le président américain s'est également livré à un véritable plaidoyer pour convaincre les républicains (majoritaires au Congrès) de

renoncer à pratiquer des coupes budgétaires affectant le montant de l'aide étrangère des Etats-Unis (moins de 2 % du budget fédéral), ainsi que « les outils de [sa] diplomatie ». Evoquant les loupes de la contribution américaine à l'ONU (1,4 milliard de dollars au total), il a souligné : « Pourquoi les Etats-Unis sont-ils le pays le plus pingre de l'ONU ? » Estimant, d'autre part, qu'isolationnisme et

unilatéralisme font partie d'une même déviation, le chef de la Maison Blanche a ainsi résumé ses propos : « Quand nos intérêts vitaux sont en jeu, nous pouvons avoir à agir seuls. Mais nous devons avoir la sagesse de travailler avec les Nations unies et de payer nos factures. Nous devons avoir la flexibilité de bâtir des coalitions [avec d'autres pays], qui partagent le risque, la responsabilité et le coût du leadership. »

« TRANSITION PACIFIQUE À CUBA » L'évolution de la politique cubaine de l'administration américaine constituait le deuxième volet du discours présidentiel. Sachant que le Congrès est majoritairement hostile à tout assouplissement de l'embargo économique imposé à Cuba, M. Clinton a souligné que celui-ci sera même renforcé « pour maintenir la pression en faveur des réformes ». Mais, parallèlement, Washington souhaite « encourager une transition pacifique vers une société libre et ouverte ». Pour réaliser cet objectif, l'administration va autoriser les médias américains à ouvrir des bureaux à La Havane, tout en permettant à davantage d'Américains de se rendre à Cuba (et aux Cubains de venir aux Etats-Unis), ainsi qu'aux organisations non gouvernementales à exercer leurs activités dans l'île.

Laurent Zecchini

« Une plaisanterie », selon La Havane

La levée, par les Etats-Unis, de certaines restrictions en vigueur contre Cuba a été qualifiée, vendredi 6 octobre, de « grosse plaisanterie » par le président de l'Assemblée nationale cubaine, Ricardo Alarcon. « Je ne crois pas que ce soit une déclaration pacifique », a-t-il affirmé, en précisant : « D'un côté, on renforce l'embargo [à Cuba], et de l'autre côté, on facilite certaines possibilités de communication pour le peuple cubain. Cela ne rappelle-t-il pas une de ces expressions de Shakespeare : beaucoup de bruit pour rien. » Cette déclaration de M. Alarcon a été faite au moment où une cinquantaine d'hommes d'affaires et d'universitaires américains sont arrivés à La Havane pour une courte « visite privée d'information ». Ils devaient s'entretenir avec Fidel Castro. Washington a par ailleurs clairement laissé entendre que le président cubain pourrait obtenir un visa pour se rendre au sommet organisé, à la fin du mois à New York, dans le cadre du 50^e anniversaire des Nations unies. (AFP)

La non-participation de Washington à la force de paix en Bosnie serait « un désastre », estime William Perry

LE SECRÉTAIRE AMÉRICAIN à la défense, William Perry, devrait s'entretenir, dimanche 8 octobre, à Genève, avec son homologue russe, le général Pavel Gratchev, des solutions possibles pour une participation de troupes russes à la force qui sera chargée de veiller à l'application d'un futur accord de paix en Bosnie.

Cette rencontre intervient au lendemain de la réunion informelle, jeudi 5 et vendredi 6 octobre, à Williamsburg (Etats-Unis), des seize ministres de la défense de l'OTAN, qui ont aplani leurs différends sans pourtant régler tous les problèmes.

A l'issue de cette réunion, M. Perry, faisant implicitement allusion à l'opposition du Congrès à un déploiement militaire américain en Bosnie, a souligné devant la presse : « Je n'imagine pas une force de l'OTAN de cette taille et aussi complexe sans une contribution significative des forces militaires américaines, y compris terrestres. » Le nombre des GI n'est pas déterminé, mais il tourne autour des 20 000 à 25 000 hommes. Ajoutant que ce

serait « un désastre » si le déploiement d'une force de l'OTAN se faisait « sans participation ni leadership américain », M. Perry a estimé : « Ce qui est en question, c'est la cohérence de l'OTAN, l'avenir de l'OTAN et le rôle des Etats-Unis comme leader de l'OTAN. » Bob Dole, chef de l'opposition républicaine au Congrès, a, de son côté, estimé que le chef de l'Etat américain n'avance « aucun argument convaincant » pour justifier l'envoi d'autant de GI en ex-Yougoslavie.

UNICITÉ DU COMMANDEMENT

A Williamsburg, les ministres de la défense de l'OTAN ont accédé à l'idée - présentée par la France - que l'ONU puisse conserver un rôle avec un haut représentant chargé de « superviser et de coordonner » les différentes actions, civiles et militaires, en Bosnie. De même, l'unicité du commandement de l'opération confiée à l'OTAN, qui était une condition émise par les Américains, est un fait acquis. Parmi les problèmes qui demeurent figure celui de la place à accorder à la Russie dans la force de paix.

Comme l'avoue un responsable militaire de haut rang, travailler avec l'ancien adversaire de la « guerre froide » Est-Ouest se révèle compliqué : il faut continuer à protéger certains secrets d'état-major et il paraît exclu que des forces russes se mettent sous les ordres de l'OTAN au moment où Moscou fait valoir son opposition à la perspective d'une ouverture de l'Organisation atlantique à des anciens partenaires de l'ex-pacte de Varsovie.

Enfin, M. Perry a déclaré qu'il ne serait peut-être pas nécessaire de former et de réarmer les forces bosniaques, si l'accord de paix permettrait de réduire sensiblement le niveau des armements de chaque partie. (AFP)

■ Les négociations sur la Bosnie sont reportées d'une semaine, en raison des élections législatives du 29 octobre en Croatie. « Les pourparlers débuteront probablement le 30 ou le 31 octobre », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, Nicholas Burns. (AFP)

Le secrétaire général de l'OTAN est mis en cause pour corruption par la Cour de cassation belge

BRUXELLES de notre correspondant

Une commission parlementaire de onze membres a commencé à examiner, vendredi 6 octobre, un rapport du procureur général de la Cour de cassation, Jacques Velu, qui, a-t-on appris le même jour, demande la mise en accusation de Willy Claes, le secrétaire général de l'OTAN. En avril, avant les élections législatives, une autre commission parlementaire avait autorisé la justice à entendre M. Claes au sujet des pots-de-vin dont il aurait eu connaissance à l'occasion de contrats militaires signés par la Belgique, alors qu'il était ministre de l'économie. Willy Claes, qui se trouvait aux Etats-Unis, à Williamsburg, pour la réunion des ministres de la défense de l'OTAN, a affirmé qu'il était « totalement innocent » et n'envisageait pas de démissionner. Cette affaire est la conséquence des investigations sur l'assassinat de l'ancien vice-premier ministre André Cools, le 18 juillet 1991, à Liège. Les enquêteurs avaient découvert qu'une importante commande d'hélicoptères à la firme italienne Agusta avait été passée à la fin de 1988 en échange de « dons » au profit des Partis socialistes flamand et wallon. Devenue distincte du dossier Cools, l'enquête sur la corruption a pris une dimension nouvelle en mars, quand la firme Dassault Electronique fut à son tour soupçonnée d'avoir versé 10 millions de francs français pour obtenir un contrat d'équipement des avions F-16 de la Belgique, au début de la décennie.

La Cour de cassation met en cause M. Claes à la fois

dans les affaires Agusta et Dassault. Elle le soupçonne de corruption, de faux et usage de faux. Selon elle, l'enquête a démontré que 15 millions de francs français ont été versés par Agusta. Environ la moitié de cette somme était destinée au Parti socialiste flamand (SP), le parti de M. Claes. Les destinataires du solde restent inconnus.

LA MORT ENIGMATIQUE DU GÉNÉRAL LEFEBVRE

Selon Georges Cywie, le représentant belge de la firme italienne, M. Claes ou son chef de cabinet devaient bénéficier d'un petit pourcentage du marché. Le dossier relatif à Dassault semble plus flou. Il faudra néanmoins découvrir pourquoi, mis en cause pour ses relations avec la firme française, le général Jacques Lefebvre, ancien chef d'état-major de la force aérienne belge, s'est donné la mort en mars. Un socialiste wallon, Guy Coëme, ministre de la défense au moment des marchés suspects, est également incriminé par le procureur général Velu. Mais la Belgique s'intéresse davantage au sort de M. Claes, promu à la direction de l'OTAN en septembre 1994. Composée aussi de députés de l'opposition, la commission parlementaire décidera soit de classer l'affaire sans suite, soit d'accepter la demande de mise en accusation, soit d'inviter la Cour de cassation à un complément d'enquête, ce qui pourrait durer encore plusieurs mois. M. Claes serait entendu par la commission parlementaire dès mardi.

Jean de la Guérivière

L'Europe met sur pied deux nouvelles forces multinationales

LA FRANCE avait souhaité, dès qu'il fut question de la constitution d'une force d'interposition, sous commandement de l'OTAN, pour faire appliquer un futur règlement de paix en Bosnie, que le « pilier » européen y soit représenté. Selon son vœu, la brigade franco-allemande (5 000 hommes), élément constitutif le plus ancien et le plus rodé de l'Eurocorps, pourrait être sollicitée d'entrer dans cette force de paix en préparation pour la Bosnie. Pour cette mission, il s'agit de mobiliser, dans la brigade, les engagés - ou des recrues volontaires - des deux pays. Dans un entretien au Figaro du 8 octobre, le ministre allemand des affaires étrangères, Klaus Kinkel, déclare cependant qu'il « ne croit pas » que des unités d'infanterie (c'est-à-dire des forces combattantes) de la Bundeswehr seront déployées, dans ce cadre, en Bosnie. Mais il n'écarter pas la possibilité d'en-

voyer une assistance en matière de génie, de logistique, de transport et de santé. Des éléments de ces mêmes forces françaises basées outre-Rhin, dans le cadre de l'Eurocorps, ont déjà servi comme « casques bleus » de l'actuelle Forpro en ex-Yougoslavie.

EuroFOR ET EuroMARFOR

L'Eurocorps, qui a été créé en mai 1992 et qui aligne 45 000 Français, Allemands, Belges, Espagnols et Luxembourgeois, est partiellement opérationnel depuis le 1^{er} octobre et il le sera pleinement à la fin 1995 pour la totalité de ses missions en Europe. Parallèlement, l'Europe est en train de constituer deux autres forces, davantage tournées vers la gestion des crises en Méditerranée.

Le 15 mai, lors d'une session ministérielle de l'Europe occidentale (UEO), la France, l'Espagne et l'Italie ont porté sur les

font baptismaux ces deux forces multinationales européennes : une force terrestre d'action rapide, l'Eurofor, de 10 000 hommes, dont les premiers éléments de l'état-major ont commencé cette semaine à s'installer à Florence, et son pendant maritime, l'Euromarfor. L'une et l'autre ont pour but de contribuer à doter les Européens d'une capacité militaire propre dans le domaine - nouveau - de la « projection » de forces au profit de tous les membres de l'UEO, pour la gestion des crises et l'évacuation de ressortissants nationaux, et au bénéfice d'organisations internationales (ONU, OTAN).

Ces forces peuvent agir conjointement ou indépendamment l'une de l'autre. Leur emploi exige une décision commune des Etats et il sera coordonné par un comité interministériel de haut niveau. L'Eurofor aura un état-major interarmées permanent, qui s'ins-

taillera à Florence, et qui est susceptible d'emprunter des unités aux Etats participants selon les besoins et la nature de l'opération envisagée. La contribution de la France en unités d'infanterie sera prépondérante et elle sera effective à partir des quatre divisions relevant de la Force d'action rapide (FAR).

De son côté, l'Euromarfor aura une composition variable, depuis un groupe de chasseurs de mines jusqu'à une force aéronavale et amphibie, en passant par toute une série d'autres combinaisons de forces possibles. Le commandement sera assuré, à tour de rôle, par le commandement en chef français pour la Méditerranée (à Toulon), le commandement en chef italien des forces de surface et de sous-marins (à Santa Rosa, près de Rome) et par le commandement espagnol de la flotte (à Rota). La pièce maîtresse du dispositif est constituée par les porte-aéro-

nefs, les moyens amphibies de transport et les navires logistiques en service dans les trois marines.

UN « RÉSERVOIR »

Ces deux forces sont distinctes de l'Eurocorps, qui réunit - sous commandement allemand jusqu'à janvier 1996 - une division blindée française, une division blindée allemande, une division mécanisée belge et une brigade espagnole. Son commandement permanent, à Strasbourg, comprend deux cents officiers, soit le plus gros état-major multinational sur lequel l'Europe peut compter en toute autonomie. Ce corps d'armée européenne peut aussi être engagé au sein et au profit de l'OTAN.

L'Eurocorps est considéré, depuis juillet, comme étant opérationnel pour toute mission humanitaire avec des moyens légers d'intervention. Il faudra attendre

la fin de 1995 pour qu'il soit prêt à mener des opérations mécanisées impliquant des moyens blindés plus lourds. Le corps européen est un « réservoir de forces » dans lequel les états-majors puiseront pour être en mesure de « projeter » la valeur de quelque 15 000 hommes sur un théâtre extérieur.

Jacques Isnard

■ FRANCE-ALLEMAGNE : « Les essais nucléaires français ont rendu les Allemands furieux », déclare le ministre des affaires étrangères allemand, dans un entretien au Figaro du 7 octobre. Klaus Kinkel rappelle que Bonn a toujours considéré la reprise des essais « comme une erreur ». « Mais cela ne doit nullement entamer la relation franco-allemande », ajoute-t-il, en indiquant qu'il a constaté « avec plaisir » que tous les partis au Bundestag étaient de cet avis.

Le pape soutient les évêques américains en conflit avec la Maison Blanche sur l'avortement

Un million de fidèles étaient attendus samedi à Central Park

La papauté devait présider la plus grande célébration de son quatrième voyage aux États-Unis, samedi 7 octobre, à Central Park à New York, où un mil-

lion de fidèles étaient attendus. La veille, à Queens, dans la banlieue new-yorkaise, il avait à nouveau dénoncé la « culture de mort » favorisée

selon lui par l'avortement, l'euthanasie, la crise de la famille. Autant de sujets qui divisent l'opinion, et même l'Eglise catholique américaine.

NEW YORK
de notre envoyé spécial
Depuis Tocqueville (1835), on sait que la religion est la « première des institutions » des États-Unis. L'ancien président Jimmy Carter est diacre de l'Eglise baptiste du sud. Bill Clinton, baptiste lui aussi, se rend en famille au service dominical de son église, où il monte parfois en chaire. Quant à Newt Gingrich, le leader de la « révolution républicaine », il n'hésite pas à déclarer que la foi est « au centre » de ce que signifie « être américain ». 96 % des Américains « croient » en Dieu - un pourcentage qui est en nette progression. En 1992, plus de 160 millions d'entre eux (63 % de la population totale) revendiquaient une affiliation religieuse, un chiffre qui croît aussi depuis 1987 (61 %). Les chrétiens en constituent l'immense majorité (94 %) et l'Eglise catholique romaine arrive largement en tête (60 millions de personnes, soit 37 %), devant les Eglises baptistes (20 %).

Pourtant, les Américains pratiquent de moins en moins. Si les groupes fondamentalistes, les « megachurches » et les télé-évangélistes ne manquent pas de nouvelles recrues, la fréquentation de l'Eglise le dimanche chez les catholiques serait retombée à environ 40 %. Pourtant, si l'on en juge par la popularité de mouvements plutôt « intégristes », comme la *Christian Coalition* (Coalition chrétienne, liée au Parti républicain), ou les *Promise Keepers* (« ceux qui tiennent leur parole »), le constat de la laïcisation de la société américaine paraît contestable.

Parmi les pays occidentaux, les États-Unis restent en tête s'agissant de la pratique. Mais la confronta-

tion entre la foi dans les dogmes et l'évolution des mœurs devient criante. Si les Américains croient davantage, c'est peut-être aussi parce que, dans une société où les repères ont tendance à s'estomper (famille, mariage), ils ont besoin de compenser une certaine amoralité par un fillet de sécurité religieuse.

Du moins est-ce la thèse de l'Eglise catholique. Celle-ci est consciente de l'existence d'un malaise. Au sein de la hiérarchie d'abord, les divergences entre libéraux et conservateurs sont toujours vives. Entre Mgr Rembert Weikand, archevêque de Milwaukee, que certains qualifient « abusivement » de « *M. Gallot américain* », et M. John O'Connor, archevêque de New York, qui est un fidèle « soldat » de la pensée du pape, il y a bien des océans. L'écart se creuse aussi entre la hiérarchie et les fidèles sur les grands sujets de société.

Ainsi, les passions à propos de l'avortement restent exacerbées. Le point de vue des catholiques américains à ce sujet n'est pas très différent de celui de la population dans son ensemble : une majorité d'entre eux sont favorables au droit constitutionnel à l'avortement. Plusieurs tendances coexistent - plutôt mal - au sein de l'Eglise, ce qui facilite l'expression des extrêmes : d'un côté, l'organisation virulente de Frances Kissling, *Catholics for a free choice*; de l'autre, le mouvement *Rescue*, qui n'hésite pas à se livrer à des actions violentes, et avec lequel les évêques gardent leurs distances. L'Eglise américaine traverse, sur la question de l'avortement, une période difficile.

Pendant douze ans, la conférence des évêques a pu compter sur la so-

lidarité sans faille d'une Maison Blanche républicaine. Or Bill Clinton, ce président chrétien qui a accueilli la majorité du vote catholique en 1992, n'a cessé de lever les restrictions à l'interruption volontaire de grossesse (IVG). Cette divergence a-t-elle contribué au succès électoral du Grand Old Party - qui se présente volontiers comme le garant des valeurs morales - lors du scrutin de 1994 ? Toujours est-il que les catholiques qui, historiquement, votent démocrate (les républicains sont plutôt protestants) ont basculé à cette occasion.

Les évêques doivent constamment trouver un point d'équilibre entre la doctrine de l'Eglise et la marche de la société

L'épiscopat américain a tenu à réaffirmer sa position à ce sujet, juste avant la visite de Jean Paul II aux États-Unis. Dans une lettre pastorale qui fait suite à l'encyclique *Evangelium Vitae* (Evangile de la vie) dénonçant la « culture de la mort », il s'attaque à la « mentalité d'avortement qui a balayé notre pays et notre culture ». Regrettant, d'autre part, la crise des valeurs familiales, il stigmatise « la poursuite de la satisfaction individuelle, [qui] est une croyance prévalante aux États-Unis dans les domaines de l'éducation, de l'information, de la politique et du divertissement ». Un

thème que le pape n'a cessé de reprendre depuis le début de sa visite.

Cette fracture entre la hiérarchie catholique et le président Clinton est d'autant plus remarquable que, sur bien des questions sociales, la Maison Blanche et l'Eglise sont « allés objectifs » face au Grand Old Party. C'est notamment le cas s'agissant de la remise en cause du *Welfare* (l'aide sociale) et de la réforme du système de santé. Les évêques, tout comme le président américain, se sont élevés contre les mesures les plus radicales adoptées par la majorité républicaine de la Chambre des représentants, notamment le fait que les mères célibataires ne recevraient aucune prestation supplémentaire en cas de nouvelle naissance, ainsi que la suppression de toute aide sociale pour les mères célibataires de moins de dix-huit ans. De telles dispositions, a souligné le cardinal O'Connor, ne peuvent que favoriser le recours à l'avortement.

Ce n'est pas le seul sujet sur lequel les intérêts du pouvoir politique et de l'Eglise divergent. Le premier veut donner un coup d'arrêt à l'immigration aux États-Unis, laquelle est essentiellement latino-américaine. L'époque où les immigrants irlandais, italiens et polonais ne cessaient de grossir les rangs de la communauté catholique est révolue. Aujourd'hui, le regain du catholicisme est dû aux hispaniques : parmi ses fidèles, l'archevêque de Los Angeles compte plus de deux millions de « latinos ». Ainsi les évêques doivent-ils constamment trouver un point d'équilibre entre la doctrine de l'Eglise et la marche de la société.

Laurent Zecchini

République dominicaine : la retraite du « patriarche des Caraïbes »

Le règne de Joaquín Balaguer touche à sa fin

SAINT-DOMINGUE
de notre correspondant

La République dominicaine vient de passer un important test démocratique, marquant la fin du long règne du président Joaquín Balaguer, qui dominait la scène politique depuis plus d'un demi-siècle. « L'ère des vieux caudillos touche à sa fin », commente le journaliste dominicain Juan Bolívar Díaz.

Les « primaires » organisées, dimanche 1^{er} octobre, par le Parti réformiste social-chrétien (PRSC, conservateur) ont clairement désigné le successeur du président Balaguer, dont le septième mandat prendra fin en août 1996. C'est le vice-président, Jacinto Peynado, un riche homme d'affaires âgé de cinquante-quatre ans, qui portera les couleurs réformistes lors de l'élection présidentielle de mai 1996.

La nette victoire du vice-président, qui a obtenu 57 % des suffrages, constitue une défaite pour le cercle restreint de conseillers entourant le président Balaguer. L'influence de cet entourage n'a cessé de s'étendre à mesure que la santé du chef de l'Etat, qui est aveugle et âgé de quatre-vingt-neuf ans, décline.

En dépit des accusations de fraude formulées par l'opposition, Joaquín Balaguer avait réussi à conserver son fauteuil présidentiel lors de l'élection de 1994. La pression conjuguée des milieux d'affaires, soucieux de moderniser le pays, et de Washington, qui a refusé d'entériner la fraude, l'avait cependant contraint à signer un « pacte pour la démocratie », réduisant son mandat présidentiel à deux ans et l'empêchant de se représenter.

Alors que, pour la première fois, l'élection présidentielle se jouera à deux tours, M. Peynado affrontera, au mois de mai 1996, deux « poids lourds » de l'opposition.

Le favori demeure José Francisco Peña Gómez, le candidat du Parti révolutionnaire dominicain (PRD, social-démocrate), qui affirme avoir été frustré de la victoire en 1994 en raison de la fraude. L'autre candidat de taille, Leonel Fernández, un avocat âgé de quarante et un ans, qui a succédé à Juan Bosch - l'éternel adversaire malheureux de Balaguer - à la tête du Parti de la libération dominicaine (PLD, centre gauche), mène depuis plusieurs semaines une campagne active.

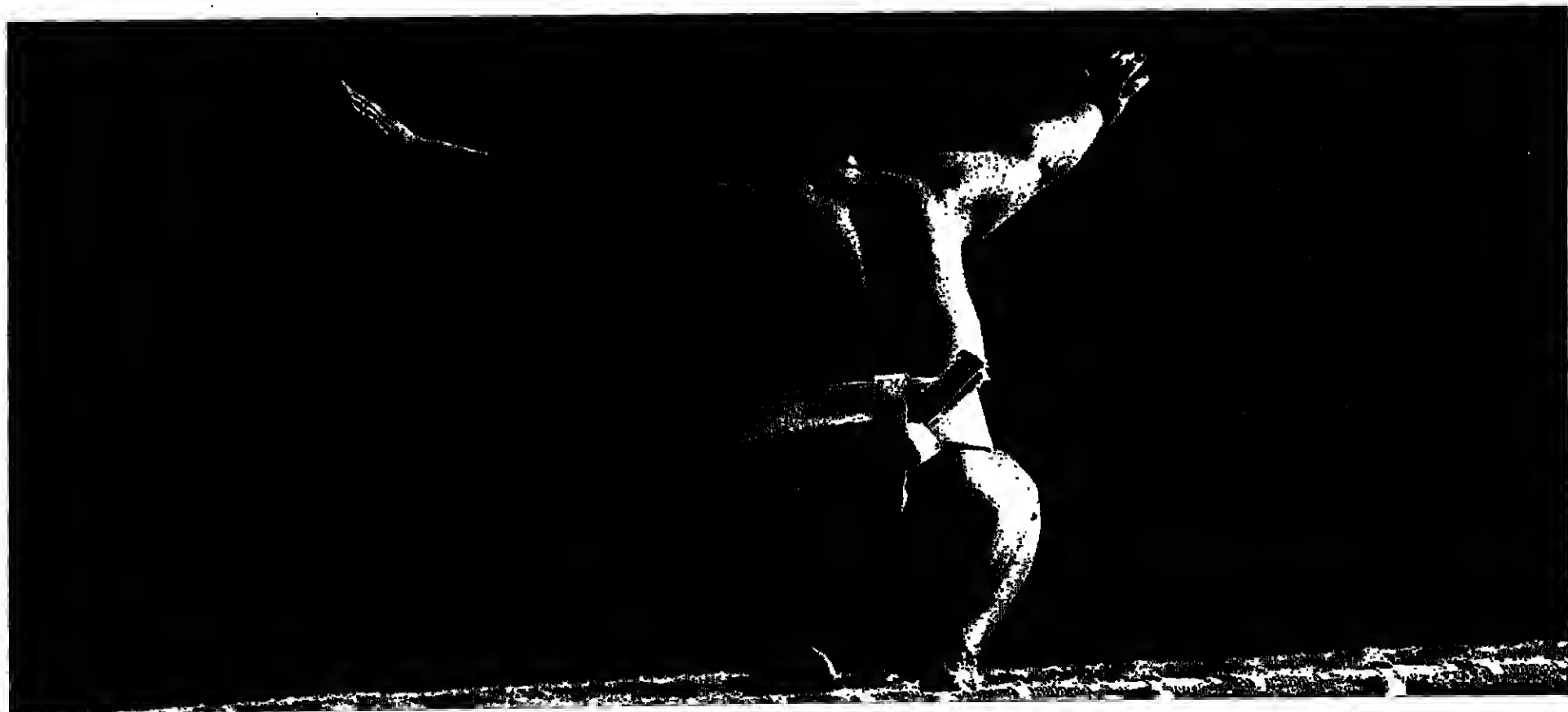
CAMPAGNE FRATRICIDE

Au lendemain de sa victoire, Jacinto Peynado a tendu la main à ses rivaux malheureux pour tenter de reconstruire l'unité du Parti réformiste, mise à mal par une campagne fratricide. « Héritier de la culture autoritaire du dictateur Trujillo, le Parti réformiste devra renoncer à l'ubrisation de la fraude, du clientélisme, de la corruption et de la violence politique s'il veut poursuivre sa rénovation », souligne l'éditorialiste Anibal de Castro.

De son côté, l'Agece américaine pour le développement international mettrait aussi en garde la nouvelle génération, qui remplace les vieux caudillos, dans un récent rapport dont la conclusion est sans appel : « La demande de justice sociale ne sera pas satisfaite tant que l'appareil politique ne sera pas plus sensible, moins autocratique et moins corrompu. »

Jean-Michel Caroit

Dans les sièges Club Europe vous voyagez en XXL.



Ceux qui aiment être au large se sentiront particulièrement à l'aise dans la cabine Club Europe® de British Airways. Le siège Club Europe offre un maximum d'espace. Muni d'un soutien lombaire réglable et d'un appui-tête mobile, il

procure tout le confort qu'un voyageur d'affaires est en droit d'attendre. Pour que l'esprit puisse être performant il faut d'abord que le corps soit en pleine forme. En plus des avantages du Club Europe, British Airways offre une

semaine de vacances de rêve dans une résidence en Floride, Espagne, Portugal, Californie ou Massachusetts. A vous de choisir. Il suffit d'être Membre de l'Executive Club et d'effectuer 3 aller-retour en Club Europe avant

le 31 mars 1996. Pour tout complément d'information, appelez-nous au 05 905 979 (numéro vert) ou tapez 36 15 BA (1,29 F/min). Offre soumise à des conditions particulières et limitée à 500 gagnants.

CLUB EUROPE

BRITISH AIRWAYS

La compagnie que le monde préfère

Les ministres des finances des pays du G 7 tirent les leçons de la crise mexicaine

Un dispositif de surveillance et d'apport financier est prévu par le FMI

Les secourus monétaires récentes étaient au centre des préoccupations des ministres des finances des sept pays les plus industrialisés

réunis à Washington samedi 7 octobre, mais on ne s'attendait pas à un engagement en faveur du dollar. Les Sept devaient aussi exami-

ner le mécanisme d'intervention et de surveillance prévu par le FMI en cas de crises comme celle du Mexique.

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

A quarante-huit heures de la réunion du G 7 à Washington, au cours de laquelle les ministres des finances des sept grands pays industrialisés (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni) doivent établir le traditionnel bilan de santé de l'économie mondiale, l'annonce par les autorités mexicaines, le 5 octobre, d'un premier remboursement de 700 millions de dollars effectué en faveur du Trésor américain, sur les 12,5 milliards prêtés par les États-Unis à leur voisin menacé de faillite, a fait bonne impression dans un premier temps.

Surtout à un moment où des secourus monétaires apportent quel que soulagement aux « grands argentiers » des Sept comme aux responsables du Fonds monétaire international, dont l'assemblée générale suivra la réunion du G 7. Tandis que le franc était attaqué, la nervosité des marchés sur le dollar a obligé le secrétaire américain au Trésor, Robert Rubin, à réaffirmer une fois de plus l'engagement de l'administration Clinton pour « un dollar fort ».

On ne s'attendait guère, cependant, à ce que les Sept se prononcent en faveur d'un réajustement à la hausse du billet vert. Bien qu'il n'y ait pas eu d'engagement public en ce sens au précédent G 7, en avril, le dollar a regagné près de 25 % par rapport au yen depuis cette date, et, vendredi 6 octobre au soir, sur les marchés des changes, il se traitait aux alentours de 100 yens pour un dollar, cours jugé somme-

toute raisonnable. Aller au-delà, comme le souhaiteraient les Japonais, reviendrait à pénaliser l'économie américaine, qui, les prévisions du FMI viennent de le confirmer, devrait connaître un taux de croissance modéré, de 2,9 % cette année, et seulement de 2 % en 1996.

Comme les instances financières internationales, les Sept avaient à tirer les leçons de la débacle mexicaine, consécutive à la dévaluation du peso, en décembre 1994, et à l'« effet Tequila » qui l'a suivie, sur

ajustements drastiques opérés par le gouvernement du président Ernesto Zedillo. La hausse mensuelle des prix a été ramenée de 8 % en avril à moins de 2 % à la fin de l'été, et les exportations ont fortement progressé. Les experts du FMI prévoient un retour à la croissance en 1996, de 2 % environ, après une purge sévère qui devrait se traduire par une récession de 5 % cette année.

Les Mexicains ont déjà fait savoir que le remboursement anticipé de

taire international, libellé en devises fortes, à savoir en marks. De plus, si ces 700 millions de dollars sont bien versés avant l'échéance (fin octobre), celle-ci porte sur une somme totale de 2 milliards de dollars que le Mexique n'était pas en mesure d'honorer en totalité.

INDICATEURS-CLÉS

Cette douloureuse affaire qui, aux yeux de Michel Camdessus, le directeur-général du FMI, est « le type même des crises financières du XXI^e siècle », avec lesquelles la communauté internationale devra désormais composer, a conduit l'institution à accélérer la mise en place d'un mécanisme de surveillance susceptible de pallier d'autres « coups de torchon », à défaut de pouvoir les prévenir. Un double dispositif d'anticipation et d'apport financier en cas d'urgence dont le Sommet de Halifax, en juin, avait approuvé le principe. D'un côté, les pays membres s'engageront à fournir mensuellement douze indicateurs-clés de leur situation économique et monétaire (réserves de change, inflation, situation budgétaire, etc.). De l'autre, le Fonds disposerait de ressources d'intervention supplémentaires : M. Camdessus espérait avoir l'engagement des pays industrialisés de doubler les « accords généraux d'emprunt » qui mettent à la disposition du Fonds l'équivalent de 26,7 milliards de dollars. Les détails précis devaient être apportés aux Sept.

Serge Marti

Le plan d'austérité hongrois se heurte à la grogne sociale

UN AN ET DEMI après son arrivée au pouvoir, la coalition gouvernementale entre les socialistes (ex-communistes réformateurs) et les anciens dissidents de l'Alliance des démocrates libres (sociaux-libéraux) est confrontée à une grogne sociale qui prend de l'ampleur. Cette semaine, le gouvernement de Gyula Horn a subi trois revers dans la mise en œuvre du sévère plan d'austérité, adopté en mars, et qui a provoqué, jeudi 5 octobre, la démission du ministre du travail, M^{re} Magda Kovacs, qui a estimé « inacceptable » certaines dispositions de ce programme. Quelques heures auparavant, dix mille à vingt mille étudiants, venus de tout le pays, avaient manifesté pendant la nuit du mercredi à jeudi devant l'imposant Parlement néogothique de Budapest pour réclamer l'annulation des nouveaux frais de scolarité mensuels de 2 000 forints (environ 100 francs), qualifiés de discriminatoires pour les élèves les plus défavorisés. Dernier coup dur : la veille, la Cour constitutionnelle avait, pour la troisième fois cette année, demandé au gouvernement de revoir sa copie sur un sujet ultrasensible, jugeant non équitable le nouveau régime de calcul des allocations familiales.

Même si ces deux camouflets ne sont pas de nature à remettre en cause l'équilibre du programme de rigueur du ministre des finances, Lajos Bokros, l'homme le plus impopulaire du pays, ils reflètent en tout cas le profond mécontentement envers la majorité de gauche au pouvoir, initialement élue pour adoucir et non pas alourdir

les fardeaux de la transition économique, engagée avant même la chute du régime communiste. La mobilisation des étudiants, inhabituelle en Hongrie, où la désignation et la « débrouille » prennent généralement le pas sur la contestation sociale organisée, traduit autant les craintes que la lassitude d'une grande partie de la population face au grignotage progressif de la plupart des « acquis sociaux » de l'ancien régime.

Le service de la dette dévore l'équivalent de près de 40 % des revenus annuels des exportations...

Toutefois, à la différence de ce qui se passe dans d'autres anciens pays socialistes, notamment balcaniques, et dans l'ex-URSS, le débat en Hongrie, certes souvent houleux, ne porte pas sur la nature des réformes mais sur leur rythme. Et, ironie du sort, ce regain de grogne intervient au moment même où le plan d'austérité commence à porter un début de résultats : pour la première fois depuis des années, la balance commerciale a été équilibrée en juillet, tandis que le déficit budgétaire, qui avait atteint 8,5 % du PIB en 1994, semble se stabiliser autour de 6 % pour

cette année. Mais l'obstacle principal, en dehors des dépenses sociales qui grèvent un tiers du budget - l'un des niveaux les plus élevés d'Europe -, demeure l'endettement du pays (33 milliards de dollars), largement hérité de l'époque communiste. Le service de la dette est faramineux : il dévore l'équivalent de près de 40 % des revenus annuels des exportations... C'est ce qui avait d'ailleurs fait désigner la Hongrie, au moment de la crise mexicaine, comme un autre des pays « fragiles » susceptibles d'être victimes d'une crise des paiements.

Coincé entre des impératifs budgétaires incontrôlables et une population qui réclame une « pause » dans les sacrifices, la marge de manœuvre du gouvernement est quasi inexistante. D'autant plus que les tensions sociales ne font qu'exacerber les divisions au sein même de la coalition, un mariage défilé et unique en Europe de l'Est entre deux « familles » que tout oppose : les libéraux, certes réformateurs, du défunt PC et leurs adversaires de jadis, les dirigeants de l'ancienne dissidence anticomuniste. Condamné à gérer la pénurie, le gouvernement, comme son prédécesseur de droite, est sévèrement sanctionné par l'opinion. Signe de cette foudre : pour la première fois depuis l'instauration de la démocratie en 1990, le très démagogique et folklorique parti des petits propriétaires arrive en tête des sondages.

Yves-Michel Riols

Le Parti social-démocrate suédois sort affaibli des élections européennes

STOCKHOLM de notre correspondant en Europe du Nord

La moitié des vingt-deux députés européens suédois qui ont été élus lors des élections du 17 septembre au Parlement de Strasbourg sont des « eurosceptiques ». En raison d'un système de vote particulièrement complexe, il aura fallu attendre deux semaines pour connaître les résultats définitifs du scrutin. Dans le camp des « eurosceptiques », on dénombre quatre élus des Verts qui avaient obtenu 17,2 % des voix, trois membres du Parti de la gauche (ex-communiste, 12,9 %), un centriste et trois sociaux-démocrates. Les partisans de l'Union se répartissent ainsi : cinq conservateurs, un libéral, un centriste et quatre sociaux-démocrates. Onze pour, onze contre : ce match nul reflète bien l'état actuel de l'opinion suédoise à l'égard de l'Europe.

Les élections du 17 septembre avaient été marquées par un taux d'abstention record (58,7 %), le succès des écologistes et des anciens communistes, qui recueillent en-

semble plus de 30 % des suffrages, et la déroute des sociaux-démocrates au pouvoir. Ces derniers, avec 28 % des voix, perdent 17 points par rapport aux législatives de septembre 1994.

FAIBLE PARTICIPATION

C'est cet échec retentissant qui suscite, naturellement, le plus de commentaires. Le « Mouvement », comme on l'appelle ici, dont l'unité de façade a toujours été la force, est-il au bord de la fracture ? « Non ! », s'empresse d'affirmer ses dirigeants qui soulignent la faible participation au scrutin. Pour le premier ministre, Ingvar Carlsson, l'engagement de la Suède dans l'UE reste intact. Il est clair, cependant, que la question européenne déchire le Parti social-démocrate. A la veille du référendum de novembre 1994, le parti s'était prononcé pour le « oui », mais M. Carlsson s'était bien gardé de heurter le camp du « non », et des « sociaux-démocrates contre l'UE » avaient fait publiquement cam-

En déclarant, au lendemain des élections au Parlement de Strasbourg, que la politique européenne de la Suède ne changerait pas d'un iota, plusieurs ministres sociaux-démocrates ont provoqué une vague de protestations dans certaines sections régionales du parti. Ces « eurosceptiques » n'ont pas apprécié non plus la façon dont M. Carlsson, qui doit se retirer de la vie politique au printemps prochain, aurait imposé son successeur, Mona Sahlin, à la tête du parti et donc du gouvernement. Cette pro-européenne de 38 ans s'est retrouvée candidate unique, ses rivaux s'étant retirés de la course.

Les contestataires ont lancé d'autres noms, parmi lesquels celui de Margareta Winberg, le ministre de l'Agriculture, qui avait fait campagne pour le « non ». Celle-ci a toutefois renoncé, disant avoir reçu l'assurance que le Parti social-démocrate tiendrait à l'avenir compte des réserves des « anti-UE ». D'autres contestataires, comme le maire de Göteborg, Göran Johansson, proche des syndicats, ont

ensuite accusé la direction d'abandonner ses valeurs traditionnelles, de trahir ses idéaux d'égalité et de manquer de vision d'avenir. Evoquant la chute des sociaux-démocrates dans les sondages et le taux de près de 60 % d'abstention aux européennes, il écrit qu'il s'agit, non pas d'une « catastrophe pour la démocratie », comme l'affirme le gouvernement, mais « peut-être d'une réaction saine » d'électeurs de gauche qui ne reconnaissent plus leur parti. Déficit budgétaire et dette publique ont poussé les sociaux-démocrates à mener de facto une politique de centre-droit qui n'est pas populaire.

Conscient du danger, le premier ministre Carlsson a coigné vendredi 6 octobre avec Margareta Winberg un article dans une publication sociale-démocrate suggérant qu'un nouveau référendum pourrait être envisagé en Suède après la conférence intergouvernementale de 1996 qui doit réviser le traité de Maastricht.

Alain Debove

L'armée guatémaltèque reconnaît sa responsabilité dans un massacre de paysans

MEXICO. Au lendemain de la mort de onze paysans indiens, des réfugiés récemment rapatriés du Mexique, tués par balles, le président guatémaltèque, Ramiro de Leon, et son ministre de la défense, le général Mario Enriquez, ont reconnu, vendredi 6 octobre, la responsabilité de l'armée dans ce massacre survenu près de Chisec, dans le département d'Alta-Verapaz.

Le président de Leon a déclaré que l'assassinat de civils ne pouvait servir de « politique d'Etat ». Il s'agit du premier massacre d'une pareille ampleur depuis cinq ans. Il survient au moment où les négociations entre les autorités et les rebelles de l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque sont susceptibles d'aboutir. Selon certains témoignages, les soldats auraient tiré sur les habitants du village après que certains paysans eurent demandé le désarmement de la patrouille avant son entrée dans le village. L'armée affirme que les soldats ont ouvert le feu parce que trois d'entre eux avaient été désarmés. - (Corresp.)

Le procès de Giulio Andreotti sera maintenu à Palerme

GIULIO ANDREOTTI, l'homme politique le plus puissant de l'Italie de l'après-guerre, qui est accusé d'association avec la Mafia, sera jugé par le tribunal de Palerme, capitale de la criminalité organisée, et non à Rome ou Pérouse comme le souhaitait la défense. Il s'agit d'une victoire pour le parquet, dirigé par le procureur antimafia Giancarlo Caselli, qui a produit après deux ans d'enquête un dossier d'accusation de 120 000 pages. La défense avait demandé le 26 septembre le renvoi de l'affaire devant le tribunal des ministres à Rome, estimant que c'est comme homme d'Etat et non comme chef d'un courant de la Démocratie chrétienne que Giulio Andreotti est soupçonné de liens avec la Mafia sicilienne. Vendredi, la défense a soulevé une autre objection : une procédure est en cours à Pérouse contre Giulio Andreotti, accusé d'implication dans l'assassinat du journaliste Mino Pecorelli, défilé beaucoup plus grave que celui d'association avec la Mafia. Le président du tribunal ayant estimé « infondées » ces objections, le procès va entrer dans le vif du sujet. - (AFP)

EUROPE

■ ITALIE : l'ancien ministre du budget, Paolo Cirino Pomicino, soupçonné de corruption et d'extorsion de fonds, a été arrêté vendredi 6 octobre, a annoncé la police italienne. Patron de l'ex-Démocratie chrétienne à Naples, il est accusé par le directeur d'un centre commercial d'avoir continué à toucher des pots-de-vin, et ce malgré les enquêtes judiciaires. C'est le troisième ancien ministre originaire de Naples à être arrêté pour corruption depuis l'effondrement de la vieille garde politique italienne en 1992. - (Reuters)

■ TCHÉCOSLOVAQUIE : le général Anatoli Romanov, commandant en chef des forces russes en Tchétchénie, a été grièvement blessé, vendredi 6 octobre, à Grozny, dans un attentat à la bombe qui a fait quatre morts. A la suite de cet attentat non revendiqué, le gouvernement russe s'est prononcé pour l'instauration de l'état d'urgence à Grozny, en rappelant que le représentant du président Eltsine en Tchétchénie, Oleg Lobov, avait déjà échappé à un attentat le mois dernier. - (AFP)

■ REPUBLIQUE TCHÈQUE : le président Vaclav Havel a renvoyé, vendredi 6 octobre, au Parlement une loi votée le 27 septembre, qui devait proroger jusqu'à l'an 2000 l'obligation d'épuration interdisant aux anciens dirigeants du PC tchécoslovaque et membres de la police secrète l'accès à des postes importants dans les structures politiques et dans l'administration actuelle. Le président Havel a estimé qu'« il serait prématuré de proroger cette loi révolutionnaire ». - (AFP)

■ BULGARIE : le Parlement de Sofia a demandé, jeudi 5 octobre, à l'Union européenne (UE) d'autoriser les Bulgares à circuler sans visa dans les pays de l'Union. La Bulgarie et la Roumanie sont les seuls pays disposant d'un statut de membre associé de l'UE dont les ressortissants doivent être munis d'un visa pour entrer sur le territoire des pays de l'UE. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ LIBYE : le ministre égyptien des affaires étrangères, Amr Moussa, s'est rendu, vendredi 6 octobre, à Tripoli pour tenter une médiation auprès du colonel Mouamar Kadhafi dans l'affaire des Palestiniens expulsés de Libye. Environ neuf cents Palestiniens restent « coincés » depuis près d'un mois dans un no man's land de trois cents mètres séparant les postes-frontières égyptiens et libyens, l'Egypte leur refusant l'entrée de son territoire. - (AFP)

■ SYRIE : la Syrie et les États-Unis ont conclu à Washington une nouvelle série de discussions sans parvenir à relancer le processus de paix entre Damas et Tel-Aviv. Le dernier entente, vendredi 6 octobre, entre Farouk al-Charr, ministre syrien des affaires étrangères et Dennis Ross, coordinateur américain pour le Proche-Orient, n'a débouché sur « aucun progrès important », a indiqué le porte-parole du département d'Etat. - (AFP)

AFRIQUE

■ ALGÈRE : l'Armée islamique du salut (AIS), la branche armée de l'ex-FIS, a appelé à l'intensification « des offensives armées » contre des « objectifs gouvernementaux ». Selon le quotidien arabe publié à Londres, Asharq Al-Awsat, l'AIS a indiqué que ces offensives « entreraient dans le cadre d'une stratégie visant la chute du pouvoir et l'échec de son plan d'organiser des élections présidentielles ». - (AFP)

■ CÔTE-D'IVOIRE : deux candidats seulement ont vu leur candidature à l'élection présidentielle validée, vendredi 6 octobre, par le Conseil constitutionnel. Il s'agit du président sortant, Henri Konan Bédié, et du dirigeant du Parti ivoirien du travail (PIT), Francis Wodé. Les deux principaux partis d'opposition, le Rassemblement des républicains (RDR), centriste, et le Front populaire ivoirien (FPI), social-démocrate, ont annoncé leur intention de boycotter le scrutin du 22 octobre. - (AFP)

ASIE

■ JAPON : le porte-parole de la secte Aum Shinrikyo, impliquée dans les attentats au gaz sarin au Japon, Fumihiko Joyu, a été arrêté, dans la nuit de vendredi 6 à samedi 7 octobre, au quartier général de la secte, à Tokyo. Il est accusé de faux témoignage. - (AFP)

■ AFGHANISTAN : les talibans (étudiants en religion) ont annoncé, vendredi 6 octobre, qu'ils allaient lancer « très prochainement » une attaque contre Kaboul, contrôlé par les forces loyales au président Burhanuddin Rabbani. Un porte-parole du mouvement religieux, à Kandahar, a précisé que l'assaut contre la capitale, qui avait été présenté comme imminent en septembre, avait été différé pour permettre aux habitants de Kaboul, et en particulier aux étrangers, de quitter la ville. - (AFP)

ÉCONOMIE

■ ALLEMAGNE : le chômage a augmenté en septembre, passant à 9,2 % de la population active. A l'Ouest, il est passé de 7,9 % à 8,1 % en un an (de septembre à septembre), tandis que dans l'ex-RDA, il est resté stable, à 13,8 % de la population active.

■ UNION EUROPÉENNE : la commission européenne a décidé vendredi 6 octobre d'autoriser l'importation de 90 800 tonnes supplémentaires de bananes d'Amérique latine dans l'Union européenne, en raison de la destruction par des cyclones d'une partie de la production des Antilles françaises. - (AFP)

صلى الله عليه وسلم

Jacques Chirac rencontrera le président algérien à New York

Le chef de l'Etat français a appelé à faire front contre les islamistes

Jacques Chirac qui a achevé, vendredi 6 octobre, une visite d'Etat en Tunisie, a insisté sur la nécessité de présenter un front uni contre les islamistes, qualifiés de « forces de régression ». Son entourage a laissé entendre qu'il avait accepté de rencontrer son homologue algérien, Liamine Zouari, à la fin d'octobre, à New York.

TUNIS

de notre envoyé spécial

Longtemps « à l'étude », le tête-à-tête entre Jacques Chirac et son homologue algérien Liamine Zouari - à la demande de ce dernier - est maintenant présenté comme « probable » dans l'entourage du chef de l'Etat français, qui a achevé, vendredi 6 octobre, une visite d'Etat de quarante-huit heures en Tunisie. Cette rencontre devrait avoir lieu, à la fin d'octobre, à New York, dans le cadre de l'Assemblée générale annuelle des Nations unies et des festivités qui marqueront le cinquantième anniversaire de la création de l'ONU.

Pour désamorcer les critiques de ceux qui ne manqueraient pas de juger cette rencontre comme inopportune, les milieux officiels français se sont employés à la banaliser, insistant sur le fait que, lors de son séjour, à New York, M. Chirac aura des entretiens avec une douzaine de chefs d'Etat, parmi lesquels M. Zouari. Il lui serait difficile, ont-ils ajouté, de ne pas honorer la demande de son homologue algérien alors qu'il s'est rendu, en juillet, au Maroc, et qu'il rentre, aujourd'hui, de Tunisie.

L'entourage de M. Chirac s'est aussi efforcé de replacer cette rencontre dans le cadre de l'élection présidentielle algérienne, dont le premier tour est prévu le 16 novembre. Sans vouloir s'ingérer dans une affaire purement intérieure, il a

exprimé le souhait que ce scrutin soit organisé dans de bonnes conditions mais toutefois écarté l'hypothèse que Paris puisse y envoyer des observateurs. Il a enfin redit l'espoir que cette consultation soit la première étape d'un processus de normalisation de la vie politique qui puisse conduire à la mise en place d'institutions démocratiques.

EN PLEINE CAMPAGNE

Il n'empêche que la rencontre de New York aura lieu au moment même où démarre la campagne de l'élection présidentielle, élection sans surprise pour laquelle M. Zouari part grand favori. Et ce même si les candidatures de quatre autres hommes politiques devaient être finalement retenues par le Conseil constitutionnel, à savoir celles de Redha Malek, ancien premier ministre, de Saïd Sadi, secrétaire général du Rassemblement pour la culture et la démocratie, de Mahfoud Nahmah, président du Mouvement pour la société islamique-Hamas, et de Noureddine Boukrouh, président du Parti du renouveau algérien.

Le tête-à-tête de New York sera d'autant plus remarqué que les rencontres au plus haut niveau entre la France et l'Algérie ne sont guère fréquentes, le dernier sommet remontant à décembre 1990, lorsque le président François Mitterrand avait rencontré, à Paris, M. Chadli Bendjedid. Brève embellie dans des rela-

tions qui se sont peu à peu détériorées depuis la « suspension » du processus électoral, en janvier 1992, et la montée consécutive de la violence.

De malentendus en incompréhensions, Alger et Paris avaient besoin de clarifier leurs positions, même si, sur le fond, ces deux capitales partagent le même souci de contrer le péril islamiste. Lors de son séjour en Tunisie, M. Chirac n'a, en effet, pas manqué d'invoquer les pays maghrébins à lutter contre l'intégrisme, présenté comme un danger pour les droits de l'homme, et à collaborer au mieux pour prévenir et réprimer le terrorisme. Appel qui veut s'inscrire dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen qui sera lancé, à la fin de novembre, à Barcelone.

Jacques de Barrin

Lire notre éditorial page 13

■ Georges Bendrihem, reporter-photographe à l'Agence France-Presse, est mort, vendredi 6 octobre, dans un accident de la route en Tunisie, où il venait d'assurer la couverture du voyage officiel de Jacques Chirac. Avant d'entrer à l'AFP en 1962, M. Bendrihem, 62 ans, avait été correspondant au Maroc de l'agence américaine Associated Press, puis avait travaillé en France à l'agence Keystone. (AFP)

En dépit des accords avec l'OLP, Israël refuse de libérer quatre Palestiniennes

Réticent à l'égard de l'actuel processus de paix, le président Ezer Weizman n'a pas accordé l'amnistie nécessaire, au risque de mettre Itzhak Rabin dans l'embarras

JÉRUSALEM

de notre correspondant

La colère de Shimon Peres, largement diffusée, vendredi 6 octobre, par la presse israélienne, n'aura pas suffi à emporter la décision. Contrairement aux engagements clairement pris dans l'annexe VII des accords de Taba, signés le 28 septembre à Washington, Israël ne libérera pas « toutes les détenues et prisonnières » palestiniennes retenues dans ses établissements pénitentiaires. Quatre des vingt-huit femmes concernées resteront en prison ; elles avaient été condamnées, avant les premiers accords de 1993, pour avoir participé - directement ou indirectement - à des attaques ayant causé la mort d'Israéliens : deux soldats et deux colons juifs.

Aussitôt dénoncée avec virulence par l'Autorité palestinienne autonome comme « la première violation israélienne caractérisée des accords conclus il y a moins de deux semaines », cette décision a été acceptée par le premier ministre, Itzhak Rabin, parce qu'elle reflète « l'état de droit qui existe en Israël ». Le chef de l'exécutif israélien a estimé qu'elle « ne devrait pas avoir de conséquence sur la poursuite du processus de paix ». Mais, avant de rencontrer Yasser Arafat, samedi soir, à Gaza, pour discuter notamment du calendrier de redéploiement militaire israélien hors des six villes palestiniennes concernées par les ac-

cords de Taba, M. Peres n'en était pas si sûr.

En tout état de cause, sur les 5 300 détenus par Israël - « six mille au mains », selon les Palestiniens -, 1 100 seront tout de même élargis, à partir du mardi 10 octobre (et non 1 300 comme annoncé précédemment) alors qu'ils auraient dû être libérés le jour même de la signature des accords à Washington (article 16).

Elles avaient été condamnées pour avoir participé à des attaques

Conformément aux accords, aucun d'entre eux n'a « du sang sur les mains ». Ils ont « accompli les deux tiers au mains de leur sentence », ils ont été emprisonnés « dix ans au plus », ou bien ils ont « cinquante ans ou plus, dix-huit ans au moins », ou bien encore ils sont « malades ou en mauvaise santé ». Près de 600 d'entre eux sont des détenus de droit commun dont les crimes et délits n'ont pas de rapport direct avec la lutte nationaliste palestinienne.

Le chef de l'Etat, Ezer Weizman, est le premier responsable de la décision concernant les quatre femmes retenues en prison malgré les accords. Itzhak Rabin, qui ne veut pas ajouter une crise constitutionnelle à ses difficultés, avait « espéré » ces derniers jours que le président prendrait « en considéra-

les facteurs politiques et autres » et accepterait, en dépit des fortes réticences dont il fait part depuis des mois à l'égard du processus israélo-palestinien, d'honorer l'engagement du gouvernement. La présidence, en Israël, est un poste largement honorifique qui n'autorise pas, en principe, son titulaire à s'opposer à une décision gouvernementale, de surcroît ratifiée par la Knesset moins de vingt-quatre heures auparavant.

Mais ce « président de gauche devenu faucon de droite », selon le journal Yedioth Aharonot, n'a, semble-t-il, jamais accepté cette règle du jeu constitutionnel. « Il aurait préféré tenir les rênes de l'Etat », écrit Haaretz, c'est un premier ministre frustré. Les lois fondamentales de l'Etat juif lui donnant le dernier mot en matière d'amnistie pour les citoyens israéliens, Ezer Weizman a donc décidé d'empêcher la libération de deux Palestiniennes, jadis résidentes de Jérusalem-Est, annexée par l'Etat juif en 1967 avec ses 165 000 résidents arabes, soumis d'autorité à la loi israélienne.

Le ministre de la Justice, David Libaï, qui était lui-même opposé à l'élargissement de prisonniers ayant « du sang sur les mains », a ensuite argué de la décision présidentielle pour bloquer à son tour l'amnistie de deux autres femmes condamnées par un tribunal civil israélien pour leur participation à des actions armées. Les « mesures de confiance visant à établir la bonne foi mutuelle » des deux parties (article 16 des accords de Taba), commencent plutôt mal.

Patrice Claude

Polémique aux Comores sur le sort du président

LE PREMIER MINISTRE comorien, Caambi El Yachourti, qui, après le putsch organisé par le mercenaire français Bob Denard, s'était proclamé président par intérim, a déclaré, vendredi 6 octobre, que le retour du président Saïd Mohamed Djohar « sera très difficile ».

M. Djohar, âgé de quatre-vingts ans, avait été fait prisonnier par les putschistes. Libéré après l'intervention des troupes françaises, le 4 octobre, il a été emmené à la Réunion, officiellement pour y subir un bilan médical, ses libérateurs le présentant comme « très fatigué ». Mais la fille du président déposé, Lélie Djohar, a affirmé que son père n'avait « jamais été malade » et qu'« on ne lui a pas laissé le choix entre rester et partir ». Il semble que la mise à l'écart de M. Djohar ait été la condition de la participation des partis d'opposition au gouvernement formé par M. El Yachourti.

Bob Denard est arrivé samedi matin à Paris après avoir transité par Djibouti. Il devait être présenté au juge Chantal Perdrix, qui lui notifiera la révocation de son contrôle judiciaire et devrait le plaquer sous mandat de dépôt. Le mercenaire - qui est déjà poursuivi pour le meurtre du président comorien Abdallah en 1989 - pourrait, par la suite, faire l'objet de nouvelles mises en examen. Le ministre français de la coopération, Jacques Godfrain, a reconnu dans une interview à RMC que la manière dont Bob Denard s'était soustrait au contrôle judiciaire « peut révéler effectivement quelques faiblesses ». Le ministre a annoncé par ailleurs la reprise de la coopération française avec les Comores.

Sur place, les forces françaises de l'opération « Azalée » ont commencé de quitter les Comores. Les trente-trois mercenaires, dont deux femmes, qui ont participé au putsch ont été regroupés et sont interrogés par la gendarmerie comorienne. Les militaires comoriens ralliés à Bob Denard ont été remis en liberté. De source militaire française ont indiqué que l'opération « Azalée » a fait quatre morts : trois putschistes et un civil, tous comoriens. (AFP, Reuters)

Un séisme en Indonésie a fait au moins cent morts

BANGKOK de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Sur l'île indonésienne de Sumatra, un tremblement de terre a fait plus d'une centaine de morts et des centaines de blessés, dans la nuit du vendredi 6 au samedi 7 octobre. De source officielle, on indique que la magnitude du séisme a été de 7 sur l'échelle de Richter. De nombreux corps seraient ensevelis sous les débris de la petite ville de Semurup. La principale agglomération de cette région du centre de Sumatra, Sungaipenuh, plus de quarante mille habitants, située à une quinzaine de kilomètres à l'est de l'épicentre, a aussi été sérieusement touchée. Les effets du séisme ont été ressentis jusqu'à Singapour, qui se trouve à plus de 100 kilomètres au nord, de l'autre côté du détroit de Malacca. Le tremblement a eu lieu à proximité du mont Kerinci (3 805 mètres), qui appartient à la chaîne volcanique des Monts Barisan, le long de la côte occidentale de Sumatra. La région la plus affectée a été celle de Gunung

Kerinci, dans la province centrale de Jambi. Les dommages matériels seraient considérables mais, avec moins de trois cent mille habitants, cette région, où se trouvent Sungaipenuh et Semurup, est relativement peu peuplée à l'échelle d'un pays dont la population s'élève à cent quatre-vingt-cinq millions de personnes. Les victimes ont été surprises, à 1 heure du matin, dans leur sommeil et, selon des témoignages recueillis par l'AFP, Sungaipenuh a notamment été le théâtre de scènes de panique.

La magnitude de ce séisme, dont l'épicentre se situait à 75 kilomètres sous terre, a été légèrement inférieure à celle (7,2 sur l'échelle de Richter) du tremblement de terre qui avait frappé la ville japonaise de Kōbe, le 17 janvier, faisant cinq mille cinq cents victimes. Mais Gunung Kerinci est relativement isolée, et le bilan des victimes et des dommages restait provisoire, samedi, en milieu de journée.

Jean-Claude Pomonti

Les protestations contre le maintien des bases américaines prennent de l'ampleur au Japon et en Corée du Sud

TOKYO

de notre correspondant

Les « marines » des bases américaines d'Okinawa viennent de « faire retraite » : pendant quarante-huit heures, à la place de l'entraînement, ils ont suivi des cours de discipline et ont été conviés à réfléchir sur le viol d'une lycéenne de douze ans par trois de leurs (Le Monde du 23 septembre). En dépit de la remise des coupables aux autorités nipponnes, à la suite de la vague d'indignation soulevée dans l'opinion publique par le refus du commandant américain de les livrer à la police - en vertu de l'accord sur le statut des forces des Etats-Unis au Japon -, en dépit des excuses du président Clinton et de la « contrition » officielle des marines, le mouvement de protestation, loin de s'apaiser, s'amplifie.

Cette tragique affaire a galvanisé une hostilité diffuse dans l'opinion publique. D'émotionnel au départ le mouvement de protestation a pris un caractère politique. Washington et Tokyo ont annoncé que la réduction du nombre des bases américaines à Okinawa était à l'étude et que cette question serait évoquée dans le communiqué publié à l'issue de la prochaine visite du président Clinton au Japon, en novembre. Cette initiative a été accueillie avec froideur à Okinawa, où sont concentrés les deux tiers des 47 000 soldats américains stationnés au Japon. Elle reprend en effet des mesures décidées antérieurement qui ne se sont jamais concrétisées. Depuis le retour

d'Okinawa sous l'administration nipponne en 1972, seulement 15 % des terrains occupés par les Américains ont été restitués à leurs propriétaires. Dans l'île principale, les bases occupent 20 % de la superficie. A cette première source de mécontentement s'ajoute la conduite des GI : selon les habitants, ils comptent pour 4,2 % de la population, mais ils seraient responsables de 75 % des délits.

L'IMMUNITÉ DES GI

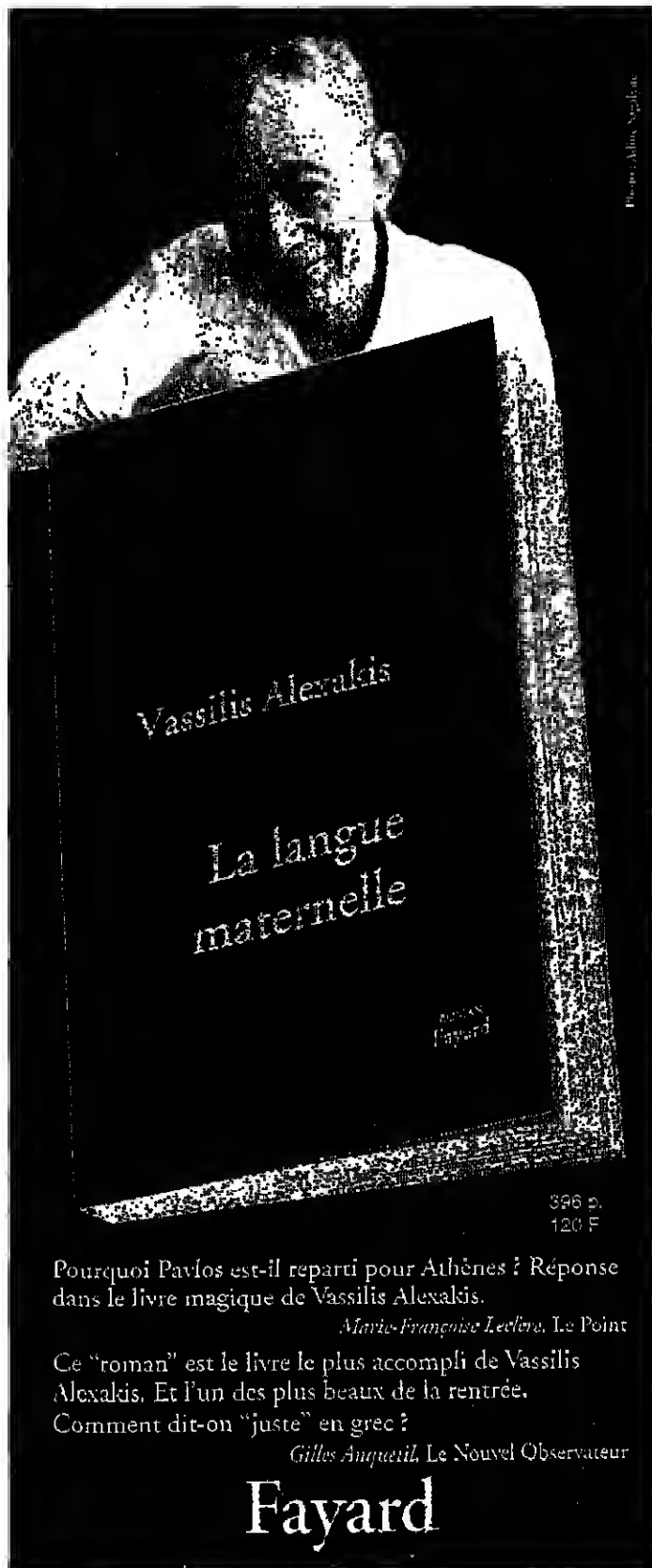
Le gouverneur d'Okinawa, Masahide Ota, est entré en conflit ouvert avec Tokyo, refusant tout à tour de recevoir un émissaire de l'Agence de défense et de signer les procès-verbaux de réquisition pour reconduire l'occupation des terrains mis à la disposition de l'armée américaine dont les baux arrivent à expiration. Sa fermeté a incité d'autres élus locaux à demander une révision du statut des forces américaines, notamment dans la région de Yokota (ouest de Tokyo).

Le mouvement de protestation d'Okinawa a gagné la Corée du Sud, où sont stationnés 37 000 GI. A la suite de plusieurs incidents dans lesquels ces derniers étaient impliqués, Washington et Séoul étudient une révision des mesures régissant la présence des troupes américaines en Corée. Bien que les délits dont les GI sont responsables soient en diminution et que la majorité soient des infractions au code de la route, des cas de viols ou de violence (dont le meurtre

d'une prostituée en 1992) ont créé un climat de tension, et ce d'autant que la majorité des coupables jouissent d'une immunité judiciaire.

A Tokyo, à Séoul et à Washington, on s'inquiète des risques de dérapage de ces campagnes qui pourraient relancer le débat sur la présence des troupes américaines en Asie. Le ressentiment de la population fut l'un des facteurs qui accélérèrent la fermeture des bases américaines aux Philippines. Bien que la guerre froide soit terminée, le traité de sécurité américano-nippon reste non seulement un pilier de la stratégie asiatique des Etats-Unis et la « pierre angulaire » de la défense du Japon, mais encore un élément stabilisateur dans une région qui ne dispose d'aucun système de sécurité collectif. La présence des troupes américaines en Corée du Sud est en outre une garantie contre toute tentative aventuriste de la part de la Corée du Nord. Si une redéfinition du rôle des forces américaines dans la stabilité régionale, leur statut et la part du fardeau qui revient au Japon dans le maintien de sa propre sécurité, sont à l'ordre du jour, aucun pays de la région ne souhaite un retrait des forces américaines. Même le battant gouverneur d'Okinawa en convient : « Il est indéniable que le traité de sécurité est important. Ce que nous demandons, c'est qu'Okinawa n'en assume pas seul le fardeau. »

Philippe Pons



Pourquoi Pavlos est-il reparti pour Athènes ? Réponse dans le livre magique de Vassilis Alexakis.

Maria-Françoise Ledra, Le Point

Ce « roman » est le livre le plus accompli de Vassilis Alexakis. Et l'un des plus beaux de la rentrée. Comment dit-on « juste » en grec ?

Gilles Anquetil, Le Nouvel Observateur

Fayard

FRANCE

LE MONDE / DIMANCHE 8 - LUNDI 9 OCTOBRE 1995

GOVERNEMENT Le premier ministre, qui devait prononcer un discours devant les parlementaires du RPR réunis à Avignon, samedi 7 octobre, a annoncé, vendredi, sa décision

de quitter son appartement du domaine public parisien. Il a précisé, sur France-Culture, que ses enfants « ont déménagé ou vont déménager » des logements de la Ville de Paris. ● LE

PROCUREUR DE PARIS, Bruno Cotte, saisi d'une plainte par l'Association de défense des contribuables parisiens, doit décider s'il classe cette plainte - le délit d'ingérence visé pre-

nant fin - ou s'il ouvre quand même une information judiciaire, l'infraction ayant été constituée jusqu'à la décision de déménagement de M. Juppé. ● LA CRISE MONÉTAIRE,

qui s'est aggravée sur les marchés, est liée en partie aux incertitudes politiques qui pèsent sur le pouvoir, en France, aux yeux des investisseurs (lire notre éditorial page 13).

Alain Juppé tente de retrouver la confiance de l'opinion publique

Tandis que la crise monétaire s'aggrave, le premier ministre s'est résolu à quitter son appartement du domaine privé de la Ville de Paris. Les parlementaires du RPR, réunis à Avignon, s'interrogent sur l'étrange situation du gouvernement cinq mois après l'élection présidentielle

AVIGNON
de notre envoyé spécial
Derrière le masque de la sérénité et sous la carapace de la pudeur, Alain Juppé savait bien depuis plusieurs jours, sinon depuis plusieurs semaines, qu'il devait prendre une décision pour adresser un message à l'opinion publique. Cette décision, recommandée par certains de ses proches ou de ses amis, il s'était refusé à la prendre avant l'été, bardé de la certitude qu'il ne fallait pas céder, sous peine de reconnaître, en quelque sorte, une culpabilité.

Devant la tournure prise par « l'affaire » et le développement de la procédure engagée qui conduirait à une enquête préliminaire décidée par le procureur de Paris, Bruno Cotte, le premier ministre s'est résolu à révéler, vendredi 6 octobre, en marge des journées parlementaires du RPR en Avignon, qu'il va quitter l'appartement du domaine dit « privé » de la Ville de Paris qu'il occupe depuis cinq ans avec sa famille.

L'annonce de ce déménagement a été plutôt ressentie comme un soulagement par des parlementaires rongés de doute,

envahis par la morosité et parfois sujets à la défiance. Pour ne pas avoir à passer par cette épreuve expiatoire dont, au fond de lui-même, il ne comprend pas le bien-fondé au-delà de sa morale personnelle, le chef du gouvernement avait tenté, il y a quelques jours, une opération de sortie par le haut en déclarant la France en situation de « péril national ».

Cette dramatisation devait provoquer un « électrochoc » dans la population. La publication d'une série de sondages extrêmement défavorables pour M. Juppé, ainsi que pour le président de la République, est venue contrarier cette démarche : la détérioration de la position du franc sur les marchés a fait le reste. Pour arrêter cette spirale infernale, le premier ministre a été convaincu de répondre aux attaques - « ignobles, sordides, intolérables et misérables », selon les qualificatifs utilisés par le secrétaire général du parti néo-gaulliste, Jean-François Mancel - en annonçant son déménagement. Le but est de faire apparaître la poursuite éventuelle de la procédure comme de l'acabnement, alors que la plainte de l'Association de dé-

fense des contribuables parisiens - comme on le suggère dans l'entourage du chef du gouvernement - serait vouée à un classement sans suite.

Il n'en demeure pas moins que certains députés, qu'ils aient été chiraquiens ou balladuriers dans la campagne présidentielle, estiment que le geste de M. Juppé est trop faible et trop tardif. Certains de ses proches vont même jusqu'à dire que, désormais, le mal est fait et qu'il ne pourra plus se dégager d'une image de « privilégié » qui a été façonnée par cette affaire. Pour autant, cela ne signifie pas que le locataire de l'hôtel Matignon soit définitivement discrédité, en dépit de l'avenir très précaire que lui prédisent, en privé, certains de ceux qui se prétendent ses fidèles.

BALLADURIENS ET SÉGUINISTES
Toutes proportions gardées, M. Juppé peut s'appuyer sur l'exemple donné par Edouard Balladur pendant sa campagne présidentielle : victime d'une sévère baisse de régime, qui semblait devoir l'envoyer par le fond, l'ancien premier ministre avait su résister et, dans un ultime sursaut, limiter

les dégâts. Dans une situation où l'opinion est dubitative, voire désenchantée quand elle compare la potion des mesures gouvernementales avec les promesses de M. Chirac, et face à des parlementaires moroses, qui entretiennent une culture d'opposition alors qu'ils sont au pouvoir, M. Juppé veut donner une leçon de ténacité, de courage et d'opiniâtreté. En raison des reproches concer-

nant le manque de « lisibilité » de l'action gouvernementale, qui, au-delà d'un simple problème de communication ou de pédagogie, mettent en évidence une absence de perspective et de style, le premier ministre devait, samedi 7 octobre, au moment de clore ces étranges journées parlementaires du RPR, rappeler qu'il s'attache à reconforter, suivant le vœu de Jacques Chirac, une société fragi-

lisée par la « fracture sociale ». En outre, il devait insister sur cinq aspects de sa politique qui doivent contribuer à redresser le pays : la réduction des déficits tant budgétaires que sociaux, la libération de l'initiative, la réforme de l'Etat, l'action en matière de sécurité et la poursuite de la construction européenne dont un des aboutissements sera la création de la monnaie unique. M. Juppé n'ignore pas que l'Europe est le sujet qui risque de diviser le RPR et, plus largement, la majorité dont il est le chef. En position d'animateur, il se doit donc d'appeler chacun à l'union en rappelant aux uns, les séguinistes, la campagne de Maastricht, et aux autres, les balladuriers, la campagne présidentielle.

Ces deux épisodes avaient mis un comble à la division du RPR. En conséquence, M. Juppé devait exhorter ses « compagnons » à l'union pour assurer la victoire de la majorité, comme en 1988 et 1993, et plus particulièrement celle du RPR, en 1998, sous sa direction... si toutefois M. Chirac le juge utile.

Olivier Biffaud

Le premier ministre ne croit pas la France « gravement malade »

Le premier ministre a appelé les parlementaires, vendredi 6 octobre à Sorgues (Vaucluse), lors d'une réunion avec des militants RPR, à ne pas se laisser « gagner par la morosité ambiante ». « La France n'est pas gravement malade, contrairement à ce que j'entends dire ici ou là », a déclaré M. Juppé. Elle a des atouts considérables mais elle est victime d'un certain nombre de défauts, et parmi ces défauts, il y a les déficits. « Rappelant qu'on ne peut pas vivre durablement au-dessus de ses moyens », le premier ministre a poursuivi : « Pour réduire les déficits, il faut à la fois baisser les dépenses, ce que nous avons fait, et prendre un peu de temps avant de s'engager dans la politique de baisse des impôts que nous avons annoncée. On nous le reproche, mais je vous le dis : si par facilité, par laxisme, nous avions laissé filer le déficit (...), alors là, nous aurions manqué à nos responsabilités et nous aurions gravement lésé l'avenir de notre pays. Jacques Chirac ne l'a pas voulu. Le gouvernement ne l'a pas voulu. Il faut aujourd'hui que nous en convainquions les Français. »

ÇA PASSE OU ÇA CASSE

L'essentiel, pourtant, est ailleurs. « On se fait engueuler sur le terrain. Les gens nous disent que ça ne change pas assez vite. Les sondages traduisent cette incompréhension », constate Patrice Martin-Lalande (Loir-et-Cher). « Trop d'impôt tue l'impôt : combien nous renvoient cette phrase à la figure aujourd'hui ? Après les espoirs du printemps, Juppé est une forme de révélateur de la réalité que les militants n'acceptent pas », ajoute Jean-Yves Cbamard (Vienne), passablement déabusé. Et Bernard de Froment (Creuse) d'ajouter : « Alain Juppé ne mérite pas ce qui lui arrive, mais il faut bien comprendre que, pour les militants, Chirac est un dieu qui ne peut avoir tort. Si les

choses ne se passent pas comme annoncé, à leurs yeux c'est que Juppé a trahi le projet de Chirac. » Alain Marsaud (Hauts-de-Seine) confirme. Pour Jean-Paul Andrieux (Saône-et-Loire), également, la politique menée ne répond pas aux attentes. « Les gens se moquent des critères de convergence de Maastricht. Il y a six mois, ils ont entendu des choses claires, par exemple que le salaire n'est pas l'ennemi de l'emploi ou que les impôts allaient baisser. Ils n'ont rien vu de tout ça et nous le reprochent. » Et ce séguiniste affiché d'espérer « un coup de barre net en faveur d'une autre politique ».

Chacun, en tout cas, en est bien convaincu : le plus dur est à venir, tant l'atterrissage des rêves de campagne est brutal. « On est au plus mauvais moment. Au printemps, les mesures prises commencent à avoir des effets sur les Français », tente de se rassurer M. Martin-Lalande. Plus laconique, Nicole Catala (Paris) conclut : « Ça passe ou ça casse. »

Gérard Courtouis

Les parlementaires RPR réunis à Avignon tentent de rester optimistes

AVIGNON
de notre envoyé spécial
Etait-ce le décor prestigieux du Palais des papes ? Les voûtes trop hautes ? La lumière un peu sépulcrale ? La première des deux journées parlementaires du RPR, vendredi 6 octobre à Avignon, n'a cessé de ressembler à un théâtre d'ombres : l'ombre de la réforme, « en marche » selon le slogan inscrit derrière la tribune, mais dont chacun sentait bien qu'elle n'avait plus l'élan espéré aux riches heures du mois de mai ; l'ombre d'Edouard Balladur, venu s'asseoir quelques minutes avant de s'écarter discrètement ; l'ombre plus truculente de Charles Pasqua, installé résolument dans le rang pour écouter Colette Codacci-Pignardi, et lâchant comme en confidence : « Ça fait du bien de revenir un peu à la base. » Pasqua encore, plus Raimu que jamais, répondant à un jeune Avignonnais qui lui tendait une pomme, symbole de la campagne de Jacques Chirac : « Je vois là manger la pomme, petit, mais si tu savais

quel sacrifice c'est pour moi ! » L'ombre encore de Nicolas Sarkozy, mi-sentencieux pour souligner que le problème n'est pas de savoir « s'il faut réduire les déficits mais à quel rythme », mi-rogolard pour raconter la dernière pièce à la mode, *Panique au Plaza*, avant de conclure : « J'ai beaucoup ri. Mais je ne suis plus une référence. » L'ombre, enfin, d'une vraie réconciliation de la famille gaulliste, tant les apartés étaient ostensibles entre adversaires d'hier : il fallait que Roger Romani prit Charles Pasqua par le bras pour l'entraîner à l'écart sous l'œil des caméras, que François Baroin fit de même avec Nicolas Sarkozy.

Grands ou petits rôles, chacun a donc joué le sien. Jean-François Mancel, secrétaire général du RPR, fut le premier à donner le ton, appelant à serrer les rangs quand le premier ministre est « victime des otages les plus sordides et les plus misérables » et quand il faut « tenir » dans une période « difficile ». Josselin de Roban, président du groupe RPR au Sénat, a renchérit : « Si l'on en croit tout ce

qui sonde, tout ce qui commente, tout ce qui analyse, tout ce qui suppose, tout ce qui informe et tout ce qui déforme, la France est en proie au scepticisme. (...) Mais pour les gaullistes, il n'y a pas de place pour la soumission et la résignation. » Et Jacques Toubon, ministre de la justice, n'a pas été moins conforme à son personnage, l'un des rares capables de faire vibrer les quelque deux cents parlementaires présents. Presque biblique dans son évocation de la terre promise par Jacques Chirac et du « col très difficile » qui reste à franchir avant, il lança à ses compagnons : « Ce n'est pas si nous sommes moroses ou abattus que nous y parviendrons (...). Il peut y avoir une certaine déception. Mais le ressort de la victoire de Jacques Chirac est intact. »

Tous voudraient bien s'en convaincre, tous n'y parviennent pas. Pour un Jean-François Copé, Benjamin des députés et nouveau maire de Meaux, résolu à « savoir lire la politique de Juppé car elle est cohérente et compréhensible si on prend la peine de l'expliquer », combien au

Le procureur de Paris doit se prononcer dans les prochains jours sur la plainte visant le chef du gouvernement

EN QUELQUES PHRASES, Alain Juppé a tenté, vendredi 6 octobre, de mettre un terme aux tourments immobiliers qui le poursuivent depuis maintenant trois mois. « Mes enfants ont ou vont déménager dans les semaines qui viennent », a-t-il déclaré sur France Culture. « Je ferai de même pour tourner cette page qui, je le répète, est pour moi une blessure profonde. » Le premier ministre, qui estime qu'il n'a rien « à se reprocher », a déclaré attendre que la justice se prononce. « Je ne livrerai pas le petit doigt pour le contraindre en quoi que ce soit, a-t-il affirmé. Que les procédures se déroulent, et puis, elles diront le droit. »

En annonçant son prochain déménagement, Alain Juppé espère mettre un terme à la procédure qui est actuellement en cours au parquet de Paris. Dans un courrier adressé le 27 septembre au procureur de Paris, Bruno Cotte, l'avocat de l'Association de défense des contribuables parisiens (ADCP), Arnaud Montebourg, estimait que M. Juppé, adjoint aux finances de la mairie de Paris, avait commis un délit de « prise illégale d'intérêts » - nouvelle appellation du délit d'ingérence - en s'attribuant en 1990 un logement relevant du domaine privé de la Ville. Situé rue Jacob, dans le 6^e arrondissement, cet appartement loué à un tarif préférentiel - 70 francs le mètre carré contre 100 francs en moyenne - a fait l'objet de plus de 1 million de francs de travaux de rénovation.

Depuis une dizaine de jours, la menace judiciaire pesant sur M. Juppé s'est précisée. Deux jours après la transmission du courrier de l'ADCP, le parquet avait engagé une série de « vérifications » qui ressemblaient à s'y méprendre à une enquête préliminaire. Cherchant à déterminer le contenu précis des pouvoirs de surveillance accordés à Alain Juppé, le procureur avait demandé à la Ville de lui transmettre les délégations de l'adjoint aux finances, le bail signé en 1990 et ses éventuels avenants. Jeudi 5 octobre, il avait fran-

chi un pas supplémentaire en demandant à la police judiciaire d'entendre Christian Lançon, un ancien employé de la mairie, qui affirme que M. Juppé avait la haute main sur l'attribution des logements et la fixation des loyers du domaine privé.

SOLUTION D'APAISEMENT

Personne ne contestait l'« intérêt personnel » que M. Juppé pouvait trouver à se loger à bas prix rue Jacob, le débat s'étant promptement déplacé sur l'étendue des pouvoirs de l'adjoint aux finances.

La prise illégale d'intérêts n'est en effet constituée que si l'État intervient dans un secteur dont il assure « la surveillance ou l'administration ».

Selon M. Montebourg, M. Juppé, en tant qu'adjoint aux finances et titulaire d'une « délégation générale de signature » qui concernait de très larges secteurs, assurait bien cette surveillance puisqu'il supervisait « les recettes et les dépenses occasionnées par la gestion du domaine locatif » privé de la Ville de Paris. Dans un communiqué diffusé le 26 septembre, la mairie

avait d'ailleurs reconnu que M. Juppé « se prononçait » sur le loyer proposé par le délégué général au logement.

Reprenant les analyses de la chancellerie, le procureur général de Paris estimait pour sa part que M. Juppé n'avait pas la compétence juridique d'attribuer des logements et d'en fixer le prix. Pour appuyer sa démonstration, il s'appuyait notamment sur l'avis du service central de prévention de la corruption, qui notait qu'un maire adjoint aux finances n'avait la surveillance de l'attribution des logements que « dans la mesure où la délégation de fonctions le prévoit », ce qui n'est pas expressément le cas pour M. Juppé. Dans un document adressé au parquet de Paris, vendredi 7 octobre, le maire de Paris, Jean Tiberi, et le délégué général au logement, Philippe Lafouge, réaffirmèrent que M. Juppé n'avait pas compétence formelle en matière de logement et qu'il se contentait de donner un avis sur la fixation des loyers.

Politiquement, le déménagement du premier ministre place Bruno Cotte dans une situation délicate. Si le parquet décide d'ouvrir une information judiciaire contre personne dénommée, M. Juppé sera mis en examen et devra donc démissionner en vertu de la « jurisprudence Topie » reprise par M. Balladur, puis par M. Chirac. Cette hypothèse inédite - aucun premier ministre de la V^e Répu-

blique n'a quitté ses fonctions sous le coup d'une mise en examen - incline certains à l'indulgence. « En déménageant, M. Juppé a choisi une solution d'apaisement qui aurait pu intervenir plus tôt », note le secrétaire général de l'Union syndicale des magistrats, Valéry Turcey. Cette décision, qui ne fait pas disparaître l'infraction pour le passé, va dans le bon sens. »

Juridiquement, le déménagement de la famille Juppé ne met pourtant pas le premier ministre à l'abri de poursuites pénales. Si le procureur estime au terme de l'enquête préliminaire que le délit est constitué, rien ne l'empêche d'ouvrir une information judiciaire. M. Montebourg ne compte d'ailleurs pas en rester là. « Le délit cesse pour l'avenir mais il ne fait pas justice du passé », note-t-il. Les travaux de rénovation et le manque à gagner sur les loyers ont lésé les contribuables parisiens. Cette affaire pose un problème de principe. Il faut que le droit soit dit. »

La logique judiciaire doit aller à son terme, renchérit le secrétaire général du Syndicat de la magistrature, Jean-Claude Bouvier. L'infraction est importante et elle pose un problème de principe. Il n'est pas sain de classer un dossier au seul prétexte que M. Juppé a déménagé. La décision appartient désormais au procureur de Paris, Bruno Cotte.

Anne Chemin



VERBATIM

d'abord dans ma bonne foi. « Vous me connaissez, vous savez d'où je viens, a-t-il continué. Vous savez comment, depuis presque vingt ans maintenant, je fais de la politique. Alors, de quoi s'agit-il aujourd'hui ? L'appartement que j'habite, je ne l'habite pas en coquette. Je l'habite du vu et du su de tout le

سكرا في الاصل



Les incertitudes politiques affaiblissent le franc vis-à-vis du deutschemark

La devise française a perdu, vendredi 6 octobre, 5 centimes face à la monnaie allemande

LE FRANC a connu un vendredi noir. Il a perdu, vendredi 6 octobre, 5 centimes face à la monnaie allemande, tombant d'un cours de 3,47 à 3,52 francs pour 1 deutschemark. L'instabilité monétaire observée depuis deux semaines s'est soudainement transformée en crise de grande ampleur.

La baisse de la devise française observée à l'ouverture des places européennes s'est subitement accélérée en milieu de matinée, malgré, selon les cambistes, des interventions répétées de la Banque de France. A l'ouverture du marché américain, en début d'après-midi, le franc a de nouveau reculé, forçant alors l'institut d'émission à mettre

se sont pour leur part fortement tendus. Les rendements à trois mois sont remontés à 7 %. Le taux des obligations d'Etat est passé de 7,51 % à 7,63 %.

La faiblesse du franc observée depuis deux semaines était généralement interprétée par les analystes comme la conséquence de la recrudescence du dollar. « La nature spécifiquement européenne et particulièrement française de la crise monétaire est clairement apparue vendredi, le dollar restant stable contre le yen, alors que le repli du franc s'accélérait et prenait des allures de débâcle », observent les économistes de Louis Dreyfus Finance.

Les causes internes à la faiblesse

la capacité du franc à se redresser. Ils estiment que les multiples incertitudes « franco-françaises », qu'elles soient d'ordre budgétaire, politique ou social, ont peu de chances d'être rapidement levées et que le gouvernement a aujourd'hui presque entièrement perdu la confiance des investisseurs. « Les marchés ne croient plus les promesses du gouvernement », notent les spécialistes de Louis Dreyfus Finance. Ils jugent incompatibles l'effort de réduction du déficit, le soutien, devenu nécessaire, à une croissance hésitante, la volonté de préserver la cohésion sociale et le maintien d'une politique monétaire restrictive. Le gouvernement français leur apparaît aussi de moins en moins apte à relever les défis imposés par la construction monétaire : restructuration et réduction des dépenses du budget général, réforme de la Sécurité sociale et réforme plus vaste de la fiscalité.

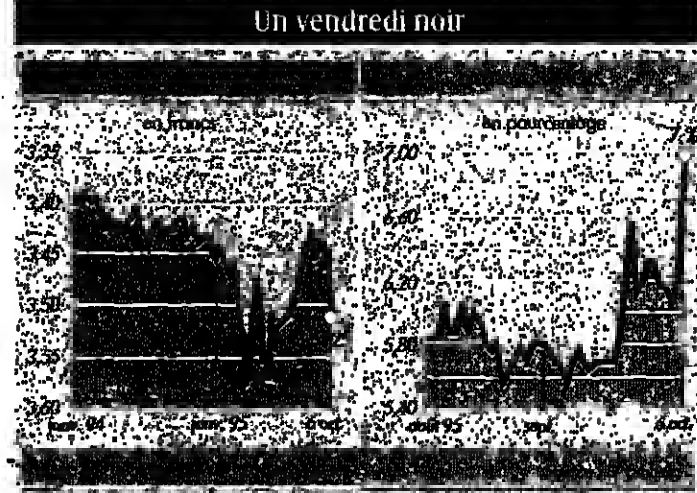
Certains intervenants jugent également que la crédibilité de la Banque de France ne peut, à elle seule, compenser la défiance inspirée par la politique économique du gouvernement. L'institut d'émission est dans une position d'autant plus délicate que l'ampleur de la hausse des taux pour défendre le franc n'est guère adaptée au contexte économique, marqué par un ralentissement de l'activité. Les experts de l'OCDE ont montré, dans une étude récente, l'effet très négatif sur la croissance qu'a eu, au cours des trois dernières années, le maintien de taux réels (hors inflation) élevés en France.

Dans ces conditions, un relèvement des taux directeurs de la Banque de France aurait, selon de nombreux experts, plus tendance à affaiblir le franc qu'à le renforcer et à « exciter » les opérateurs de mar-

chés qu'à les calmer. Le franc semble pris au piège. Même si le cours plancher face au deutschemark dans le système monétaire européen à bandes de fluctuation élargies est encore très éloigné - 3,8948 francs pour 1 deutschemark -, les professionnels observent que ce niveau pourrait jouer un rôle d'aimant si le franc s'en rapprochait trop. Les économistes craignent, enfin, que le soutien de l'Allemagne pour défendre le franc ne fasse aujourd'hui défaut.

Les analystes comptent avant tout sur une remontée du dollar pour desserrer l'étreinte des marchés financiers sur le franc. A cet égard, la réunion des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales des sept pays industrialisés (G7) de Washington, samedi 7 octobre, s'annonçait décisive.

Pierre-Antoine Delhommeais



Un vendredi noir. Le franc a perdu, vendredi 6 octobre, 5 centimes face à la monnaie allemande. Les marchés financiers ont réagi à la baisse de la devise française.

Selon la Deutsche Bank, la monnaie unique dépend désormais de la France

BONN

de notre correspondant

« La politique de la France en matière de finances publiques est un facteur-clé de l'union économique et monétaire », note une étude de la Deutsche Bank Research consacrée à la monnaie unique, parue le 2 octobre. Pour l'institut de recherches économiques de la première banque allemande, il ne fait aucun doute que la réduction du déficit public français, de 5 % à 3 % du PIB, est au cœur de l'enjeu européen : « La réussite de cet objectif dépend essentiellement de hausses salariales modérées et d'une réforme réussie de la Sécurité sociale, hautement délicate ». Et d'autres termes, rarement les décisions de Paris avaient été observées de si près par les économistes et les décideurs internationaux. On sait, par ailleurs, l'influence déterminante qu'exerce traditionnellement un institut comme la Deutsche Bank auprès des dirigeants du pays.

tiques qui poussent à une interprétation laxiste des critères gagnant du terrain dans l'Union européenne », précise l'étude.

Or, reprenant ici une antienne allemande, les économistes de la Deutsche Bank répètent qu'« une union monétaire sans la participation simultanée de l'Allemagne et de la France n'est pas imaginable ». A propos de la Belgique, les économistes de la Deutsche Bank paraissent accepter l'idée qu'une nette tendance à la baisse de la dette publique (actuellement de 139 % du PIB) pourrait permettre une entrée dans l'union monétaire : « Les marchés financiers acceptent les efforts de stabilité financière de la Belgique », comme le montrent la faible différence des taux par rapport à l'Allemagne et le taux de chômage stable.

Reporter les échéances ? « On ne peut pas complètement l'écarter », souligne l'étude de la Deutsche Bank, qui dit aussi qu'un échec pur et simple du projet n'est pas impossible. Lorsqu'on interroge ce privé des responsables monétaires de l'institut monétaire européen, personne n'exclut totalement l'hypothèse d'un étalement de l'UEM dans le temps (« On trouvera toujours le moyen de repousser la date d'un an, même si cela exige un important effort d'imagination », explique un haut responsable monétaire). Mais les avocats du projet soulignent qu'un étalement du calendrier, même minime, libérerait les pays de l'Union de tout respect d'une discipline financière et budgétaire, et équivaldrait probablement à un enterriment de la monnaie unique.

Sur un plan plus technique, les économistes de la Deutsche Bank se prononcent, pour leur part, en faveur d'une introduction « rapide » de la monnaie unique au moment de l'entrée dans la troisième phase (1999). Ces vues sont plus proches de celles de la Commission européenne (favorable à l'adoption d'une « masse critique » d'opérations libellées en écus dès 1999) que de celles de la Bundesbank, avocate du « big bang retardé ». Enfin, la Deutsche Bank n'entend pas poser de nouvelles conditions pour l'entrée dans la troisième phase : « Un parallélisme complet entre l'UEM et l'union politique ne paraît pas nécessaire. Ce qui compte, pour le succès de l'union monétaire, ce sont, bien plus, le respect strict des critères de convergence et une politique monétaire guidée par la stabilité. »

Lucas Delattre

Une mesure technique

La Banque de France a annoncé, vendredi 6 octobre, en milieu d'après-midi, qu'elle suspendait ses opérations de prises en pension de 5 à 10 jours et qu'elle les remplaçait par un gûchet à 24 heures. La mise en place de cette procédure d'urgence ne constitue pas un durcissement de la politique monétaire. Le niveau du taux directeur plafonné de l'institut d'émission reste en effet inchangé à 6,35 %. Cette mesure technique a pour objectif de freiner la spéculation contre le franc. La banque centrale rend plus difficile pour les établissements financiers l'opération qui consiste à emprunter des francs pour les revendre aussitôt contre des deutschemarks.

en place un dispositif d'urgence abandonné au mois de juin. Cette mesure a eu un impact limité puisque le franc a terminé, vendredi soir, à New York, à un cours de 3,525 francs pour 1 mark, proche de ses plus bas niveaux.

La chute du franc a provoqué par ricochet de très fortes turbulences sur l'ensemble des marchés financiers français. La Bourse de Paris a cédé en cours de séance jusqu'à 2,5 %, avant de se redresser de façon spectaculaire - et mystérieuse - peu avant la clôture pour terminer sur un gain de 0,51 %. Les taux d'intérêt

du franc (politique économique hésitante du gouvernement, soucis judiciaires du premier ministre, situation « calamiteuse » des finances publiques, ligne insuffisante du projet de budget, incertitudes entourant la réduction du déficit des comptes sociaux, craintes de conflits sociaux de grande ampleur, ralentissement de la conjoncture) ont pris le pas sur les raisons externes (baisse du dollar, doutes sur l'avenir de l'Union économique et monétaire).

Du coup, les analystes se montrent, en majorité, inquiets sur

Le gouvernement face à une double défiance

LE GOUVERNEMENT a accumulé tant d'erreurs qu'il a fait passer l'opinion des marchés financiers vis-à-vis de la France de l'inquiétude à la méfiance, et désormais à la défiance. Le ministère des finances a beau essayer de minimiser la brutale chute du franc face au mark depuis le 4 octobre en parlant de « péripétie », le climat est celui d'une crise ouverte. Non seulement les grands fonds internationaux se débarrassent de leurs avoirs en francs dès qu'ils le peuvent, mais certains spéculateurs commencent à lancer de premières véritables attaques. La Banque de France a dû mobiliser son dispositif d'alerte.

Cette défiance externe s'ajoutant à celle, interne, des partenaires sociaux - on l'a vu avec les critiques patronales contre le projet de budget et on le verra lors de la grève de la fonction publique mardi 10 octobre -, le bilan est très inquiétant. Voilà un an que l'on attend vainement une normalisation de la situation monétaire de la France, c'est-à-dire un alignement des taux d'intérêt français sur les plus bas d'Europe, ceux des Allemands. Les premières tensions remontent au renoncement de Jacques Delors à se présenter à l'élection présidentielle. Depuis, dès que les courbes

donnent l'impression de vouloir redescendre, une bêtise - une déclaration malheureuse ou une mauvaise décision - vient à chaque fois contrarier le mouvement de détente. Avec un crescendo. La déclaration de politique générale d'Alain Juppé à l'Assemblée a déçu. Le collectif budgétaire a touché les espoirs. Le projet de budget 1996 a provoqué le rejet.

Sont apparues au fil des mois non seulement l'incroyable impréparation du nouveau pouvoir, mais surtout ses divisions profondes sur la ligne économique à tenir. Libéral ? Social ? Le premier ministre, qui dit refuser d'être un « idéologue », maintient l'ambiguïté entretenue pendant la campagne de M. Chirac. Mais les faits tranchent pour lui : Alain Madelin, devenu le garant de la réduction des déficits budgétaires aux yeux des financiers, quitte le gouvernement avec fracas. Les ratés du remplacement de président de France Télécom donnent l'impression que le pouvoir n'ose pas imposer les changements nécessaires et recule devant les syndicats. Les déclarations ministérielles contradictoires sur la prime aux achats d'automobiles démontrent que les autorités hésitent sur le diagnostic conjoncturel lui-même. La reprise des essais nucléaires et le refus d'appliquer les accords de Schengen vont dans le même sens pour l'opinion internationale et européenne : la France de M. Chirac cultive ses archaïsmes

au lieu de se préparer au XXI^e siècle.

L'exercice budgétaire devait être l'occasion pour M. Juppé de remettre les choses d'aplomb en fixant les deux grands « donnant-donnant » de la politique économique : le premier, avec les partenaires sociaux sur la dépense publique et la fiscalité qui contribuent à définir la politique des revenus, donc le rythme de croissance ; le second, avec la Banque de France sur la hauteur du déficit et donc les taux d'intérêt. Malgré les efforts indéniables pour inscrire les déficits dans la perspective de Maastricht (5 % du PIB fin 1995, 4 % fin 1996 et 3 % fin 1997), l'accueil est mauvais parce que les comptes sociaux sont mis à l'écart et parce que le gouvernement a plus augmenté les impôts qu'il n'a réduit les dépenses.

SPIRALES NÉGATIVES

Pouvait-il faire un autre réglage ? Il eût fallu que M. Juppé refuse d'appliquer les coûteuses promesses du candidat Chirac dès lors qu'il avait « découvert » l'état financier « calamiteux » de la nation. Il eût fallu, au-delà du budget, qu'il tourne le dos, comme le proposait M. Madelin, à la philosophie intime du président de la République : la réduction de la « fracture sociale » passe par le retour de l'Etat.

La crise monétaire vient comme l'aboutissement d'un long chemin de déceptions. Nous sommes loin de la « péripétie » : c'est le cœur

même de la politique française qui est visé, le rôle de l'Etat, cette spécificité nationale que M. Chirac veut rétablir et qu'on lui demande - sinon d'abandonner - du moins de banaliser.

En attendant un improbable changement sur ce sujet, la situation économique ne va pas s'améliorer. Indépendamment de ce qu'on peut penser du budget lui-même, la double défiance, interne et externe, se résume comme un piège. Les deux « donnant-donnant » sont manqués. Celui de la croissance : la consommation des salariés imposés et déçus risque de péroir, tandis que les patrons - Jean Gandois du CNPF a donné le ton - hésitent à nouveau à investir, et plus encore à embaucher. Celui de la politique monétaire : la France va bloquer les taux d'intérêt bien au-dessus de ce qu'ils devraient être.

La conséquence en est un alourdissement mécanique du coût de la dette, donc du déficit. L'état de la Bourse rend désormais impossibles les privatisations. Croissance plus faible que nos partenaires et climat déféâtre : la politique économique française est placée dans une spirale négative. M. Juppé aura bien du mal à l'en faire sortir sans conduire M. Chirac à exécuter un virage digne de celui de M. Mitterrand en 1983.

Eric Le Boucher

La faiblesse de la devise française est une préoccupation de plus pour le G 7

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

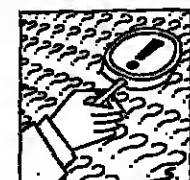
Les violentes attaques dont a été victime le franc, vendredi 6 octobre, essentiellement en raison du désarroi perceptible tant à Matignon qu'à l'Elysée et des incertitudes économiques liées à l'union monétaire, constituent, pour les ministres des finances des sept principaux pays industrialisés (Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni) réunis à Washington pour le G 7 (lire page 4) un nouveau motif de préoccupation.

fluents de ce quotidien, écrit : « L'idée d'une Europe unifiée, dirigée par la France, tente M. Chirac parce qu'elle renforcerait la position de son pays et contribuerait à maintenir l'Allemagne sous contrôle. Mais pour unifier l'Europe et instaurer une monnaie unique, la France doit réduire son déficit budgétaire de 6 % à 2,5 % du PIB, niveau où se situent les Allemands. Ceux-ci ont dit qu'il ne peut exister de monnaie commune sans une politique fiscale commune. »

Or, observait le journaliste, Alain Madelin a été l'ennemi du ministère des finances, et août, après avoir provoqué la colère des syndicats en voulant s'attaquer au déficit budgétaire et à celui de la Sécurité sociale, et « réformer l'Etat afin de rendre la France plus compétitive pour le vingt et unième siècle ».

Il n'est pas exclu qu'affaiblie dans l'esprit des investisseurs, la France cherche à sonder ses partenaires allemands en vue de s'assurer de leur soutien. En septembre 1992, la publication d'un communiqué commun franco-allemand avait permis, pour un temps, de calmer la spéculation sur le franc. A présent, l'enjeu est beaucoup plus vaste, puisque c'est de la solidité de l'ensemble du futur édifice monétaire de l'Union européenne qu'il s'agit.

Serge Marti



ANALYSE

depuis le 4 octobre en parlant de « péripétie », le climat est celui d'une crise ouverte. Non seulement les grands fonds internationaux se débarrassent de leurs avoirs en francs dès qu'ils le peuvent, mais certains spéculateurs commencent à lancer de premières véritables attaques. La Banque de France a dû mobiliser son dispositif d'alerte.

Cette défiance externe s'ajoutant à celle, interne, des partenaires sociaux - on l'a vu avec les critiques patronales contre le projet de budget et on le verra lors de la grève de la fonction publique mardi 10 octobre -, le bilan est très inquiétant. Voilà un an que l'on attend vainement une normalisation de la situation monétaire de la France, c'est-à-dire un alignement des taux d'intérêt français sur les plus bas d'Europe, ceux des Allemands. Les premières tensions remontent au renoncement de Jacques Delors à se présenter à l'élection présidentielle. Depuis, dès que les courbes

Union publique

Le privé de la Ville de Paris... l'élection présidentielle...

Ministres

Le ministre des finances, Alain Juppé, a déclaré vendredi 6 octobre que le gouvernement était prêt à discuter avec les partenaires sociaux pour réduire le déficit budgétaire. Il a également souligné l'importance de la réduction des dépenses publiques et de la réforme de la Sécurité sociale.

Le chef du gouvernement

Alain Juppé, chef du gouvernement, a déclaré vendredi 6 octobre que le gouvernement était prêt à discuter avec les partenaires sociaux pour réduire le déficit budgétaire. Il a également souligné l'importance de la réduction des dépenses publiques et de la réforme de la Sécurité sociale.

M. Mitterrand exprime ses « réserves » à propos du « Verbatim III » de Jacques Attali

Son ancien conseiller lui prête des jugements sévères sur M. Chirac et M. Rocard

Les éditions Fayard s'apprêtent à publier le troisième tome de *Verbatim* de Jacques Attali. L'ancien conseiller de François Mitterrand à l'Élysée

retranscrit sa version personnelle des années 1988 à 1991, vécues aux côtés du chef de l'État. Des propos très brutaux, notamment sur

MM. Chirac et Rocard, sont prêtés à l'ancien président. M. Attali précise néanmoins que les citations reproduites n'engagent que lui-même.

« PLUS ENCORE que le précédent, ce volume soulève des polémiques. » Cette prédiction de Jacques Attali, dans la préface de son *Verbatim III*, qui sera en librairie le 11 octobre, a été vérifiée plus vite encore que ne l'espérait sans doute son auteur : avant même la sortie de l'ouvrage – consacré aux années 1988 à 1991 et qui renferme de nombreuses déclarations entre guillemets prêtées à l'ancien président de la République –, François Mitterrand a adressé, vendredi 6 octobre, un communiqué à l'Agence France-Presse, pour affirmer : « Dans *Verbatim III*, mon ancien collaborateur Jacques Attali présente, comme des souvenirs qui nous seraient communs, une relation écrite à la lumière de l'actualité la plus récente. Je dois exprimer à leur forme et à leur contenu les plus expresses réserves. »

GLISSEMENT SÉMANTIQUE L'entourage de l'ancien président, contacté par l'AFP, a indiqué que les « expresses réserves » de l'ancien président « portent en particulier sur les propos que Jacques Attali lui attribue comme des confidences recueillies en tête-à-tête, concernant la réunification allemande et les jugements portés sur plusieurs personnalités françaises. » Ainsi, sous le titre « Secrets d'une fin de règne », la couverture de *L'Express* (daté 5-11 octobre) reproduit le résumé d'une phrase prêtée à François

Mitterrand à propos de Jacques Chirac. La citation complète de *Verbatim III*, située en 1988, est la suivante : « Il est incorrigible. Sa défaite ne l'a pas arrangé. Au fond, cet homme est fou, il dit et fait n'importe quoi. Il peut se faire élire après moi, mais il serait vite la risée du monde. » Depuis son départ de l'Élysée, M. Mitterrand s'est inter-

La méthode employée par M. Attali pour retranscrire les propos qu'il a recueillis ou entendus avait déjà suscité des controverses, dont la trace se retrouve dans l'évolution des préfaces des *Verbatim*, où l'auteur justifie la forme retenue pour ses ouvrages. Le glissement sémantique est particulièrement net entre le

se ici mille et une notes – manuscrites pour la plupart – rédigées à l'intention du seul président, en particulier les très nombreux *verbatim* rendant compte des tête-à-tête entre chefs d'État. (...) Enfin, j'ai puisé dans ma mémoire, comme toute faculté humaine, est imparfaite. Dans la plupart des cas, nul n'est à même de corroborer mon témoignage : j'ai été seul à entendre la plupart des propos que je rapporte ici, et mon parole vaudra donc seule contre tous les démentis. »

Verbatim II précisait : « Il s'agit exclusivement de notes personnelles, non officielles, consignées chez moi au jour le jour, reflétant ce que j'ai vu ou entendu directement, ou, parfois, ce qui m'a été rapporté – par un ou plusieurs témoins – de certains événements, lorsque je n'ai pu y assister directement. Pour la commodité de lecture, j'ai transcrit le plus souvent en style direct les propos des différents protagonistes ; leur reconstruction ne saurait être prise pour la reproduction mot pour mot des paroles prononcées à l'époque par ceux à qui ils sont prêtés, et elle n'engage évidemment que moi, comme il en va pour tout mémorialiste. » *Verbatim III* reprend, en substance, cet avertissement.

Jean-Louis Andréani

« Verbatim III, (1988-1991), de Jacques Attali, Fayard, 180 francs. 794 pages.

Les réticences du président face à l'unité allemande

JACQUES ATTALI le relève dans sa préface : « C'est évidemment en politique extérieure que cette courte période restera comme l'une des plus fécondes et des plus inattendues de l'histoire contemporaine : la chute du mur de Berlin, la réunification allemande, la dissolution du pacte de Varsovie et de l'Union soviétique (...). Contrairement à la légende, [François Mitterrand] n'est pas plus pris de court que les autres par la réunification allemande. »

Verbatim III apporte d'intéressantes précisions sur une période des relations franco-allemandes chahutées par les événements de 1989. La question de la réunification allemande est évoquée lors d'une rencontre entre George Bush et François Mitterrand, le 20 mai 1989, à Kennebunkport, la résidence d'été du président américain. George Bush : « En tant que président de la France, êtes-vous pour la réunification allemande ? » François Mitterrand : « Je ne suis pas contre, en raison des changements qui sont in-

tervenus d l'Est. Si le peuple allemand la veut, nous ne nous y opposons pas ; mais les conditions n'ont pas changé au point que cela soit possible. »

Alors que les craquements dans le régime communiste se font entendre de plus en plus distinctement et que Mikhaïl Gorbatchev est venu dire à Erich Honecker, le 7 mai à Berlin-Est : « Celui qui arrive trop tard est puni par l'histoire », M. Mitterrand fonde sa politique sur deux postulats que les événements ultérieurs réduiront à néant et qu'il résume selon M. Attali, le 2 octobre 1989, dans la lettre qu'il lui a adressée : « Ceux qui parlent de réunification allemande ne l'acceptent jamais. L'Union soviétique ne l'acceptera jamais. Ce serait la mort du pacte de Varsovie : vous imaginez ça ? Et la RDA, c'est la Prusse. Elle ne voudra pas passer sous la coupe de la Bavière. »

Voilà la source des malentendus qui allaient empoisonner la relation franco-allemande. M. Mitter-

rand a cru dur comme fer que Gorbatchev était en mesure d'imposer sa volonté à l'Allemagne, dont les comportements ne correspondent plus aux schémas du passé. Les Prussiens, on le constatera bientôt, s'accommoderont des Bavarois, qui leur apportent le deutschmark. M. Gorbatchev, sur qui M. Mitterrand comptait pour ne pas apparaître en première ligne des réticents à l'unification allemande, se révélera le champion des reculades.

DEUX OBJECTIFS

Deux préoccupations vont alors hanter M. Mitterrand : faire en sorte que l'unification allemande ne mette pas en danger le processus d'unification européenne ; exercer une pression sur le chancelier Kohl pour qu'il consente enfin à reconnaître comme définitive la frontière Oder-Neisse. Sur le premier point, il fut loin d'attendre son objectif, qui aurait été de réaliser simultanément l'unification allemande et un pas décisif vers celle

de l'Europe. Sur le second, M. Mitterrand obtiendra à l'arraché une déclaration du chancelier sur l'intangibilité de la frontière orientale de la nouvelle Allemagne, ce qui ne manquera pas d'accroître l'irritation outre-Rhin, où l'on reproche au président français d'être « plus polonais que les Polonais eux-mêmes ».

Verbatim III n'apporte pas, sur ce chapitre, de révélations qui remettraient fondamentalement en question les analyses effectuées « à chaud ». Dans le jeu de dupes qui s'est déroulé entre Paris, Bonn, Moscou et Washington, chacun tire plus ou moins bien son épingle du jeu. L'erreur de diagnostic de M. Mitterrand, pourtant pénétré d'histoire, a sans doute réduit sa capacité de réagir avec pertinence aux événements. A sa décharge, il faut dire que le chancelier ne l'a pas beaucoup aidé à se faire une idée juste des intentions réelles de Bonn.

Luc Rosenzweig

Philippe, cheminot : « Des sacrifices ? pour quoi faire ? »

EST-CE la finesse de ses traits ? La « coupe mode » de ses cheveux étonnamment grisonnants pour ses trente-quatre ans ? En tout cas, le style de Philippe évoque davantage celui de David Bowie que celui de Louis Vuitton. Pourtant, qu'on ne se trompe pas : mardi 10 octobre, ce cheminot ne montera pas dans la cabine de son train de banlieue. Il n'emmènera aucun voyageur. Ni à Melun, ni à Ory-la-Ville, ni à Montargis, ni ailleurs.

Portrait Ce n'est pas qu'il n'aime pas son travail, au contraire. Sa demande d'affectation au réseau banlieue de la gare de Lyon a été satisfaite, le 1^{er} octobre, après plus de trois années où, affecté au dépôt, il passait son temps à jouer les bouche-trous, emmenant un jour un train de marchandises à Dijon, ramenant un autre jour des banlieusards chez eux, le soir, à Créteil. Le voilà maintenant affecté en permanence à la banlieue. « J'ai souhaité cette affectation pour des raisons familiales, dit-il. Pour être plus souvent chez moi le soir. Et puis, en banlieue, je me sens moins seul. Il y a toujours un collègue qui habite sur la ligne et qui monte en cabine. Il y a aussi les contrôleurs, la surveillance générale, et même la police de l'air et des frontières. »

Entré à la SNCF en 1982, « dans les derniers wagons d'embauche de Fierman, le ministre des transports communiste », avec pour tout diplôme un BEPC en poche, Philippe, alors jeune chômeur toulousain, deviendra aiguilleur parisien pendant neuf ans. Un travail pas vraiment passionnant, mais qui lui permet de retourner

souvent dans sa Ville rose. Jusqu'à la grande grève de fin 1986, au cours de laquelle il rencontrera sa future femme, agent commercial à la SNCF, et la CGT. « A priori, dit-il, j'aurais plutôt pris ma carte à la CFTD, car ce syndicat était majoritaire là où je travaillais, mais je n'ai pas fait à cause de l'appel d'Edmond Maire, le secrétaire général de l'époque, qui, contre l'avis des cheminots, s'est exprimé en faveur de la reprise du travail et d'un service minimum. » Ce sera donc la CGT, avec des mandats de représentant du personnel, puis de secrétaire d'un CHS-CT (comité d'hygiène-sécurité et conditions de travail). Dans la foulée, il adhère au Parti communiste et milite à la Confédération nationale du logement (CNL) pour défendre les droits des agents de la SNCF en conflit avec leur logeur, qui n'est autre qu'une filiale HLM de la SNCF.

S'il a décidé de quitter le travail le 10 octobre, c'est parce qu'avec 73 000 emplois supprimés à la SNCF en dix ans, « on rampe. C'est l'horreur. Cette entreprise ne s'intéresse qu'à la technique, pas aux hommes », juge-t-il. La preuve ? « Pour faire les plannings, la direction commence par prévoir le roulement des engins. Puis, ensuite seulement, celui des hommes. »

A l'entendre, le métier de cheminot est à peine moins pénible qu'au temps de la vapeur. « Si l'on part de la retraite à cinquante ans, c'est qu'on a de bonnes raisons. Quand on se lève à 2 heures du matin dans un foyer, à Carheil ou ailleurs, pour prendre la conduite d'un train à 3h30, personne n'est là pour nous parler de nos retraites. Nous ferons tout pour défendre notre régime. »

Dévoillant sans aucune réticence son bulletin

de paye (12 556,74 francs net en septembre), Philippe en conteste moins le montant que sa répartition : « Une grande partie de la rémunération est constituée de primes. Au moins dix-huit, elles sont. Si l'on ne prend pas une police d'assurance particulière, la base de revenus est importante. Ce système de primes est absurde et pousse certains cheminots à en faire tous les jours plus. Et qu'on ne vienne pas lui dire que les cheminots sont privilégiés ! « Il y a quelques années, observe-t-il, personne ne voulait entrer dans l'administration, car on était sous-payé. Et maintenant, on serait trop payé ? Ça n'a pas de sens. Que veut-on ? Nous aligner sur le modèle britannique ? Il y a sans doute plus malheureux que nous, mais ce n'est pas en pénalisant les cheminots ni les électriciens que le pays s'en sortira. »

Frédéric Lemaître

Conditions de travail

● Horaires. Trente-cinq heures par semaine (horaires flexibles).
● Salaire. 8 470 francs de traitement, auxquels il faut ajouter, pour septembre 1995, 829 francs d'indemnité de résidence, 3 604 francs de prime de traction, 790 francs d'allocation de déplacement, 31 francs d'allocation pour frais de correspondance, 725 francs d'indemnité de travail dimanches et fêtes, 180 francs d'indemnité de travail de nuit, 127 francs d'allocation de travail de nuit. En net : 12 556,74 francs.
● Congés. Vingt-huit jours ouvrés par an.

M. Hue réaffirme sa volonté d'être « résolument constructif »

Le secrétaire national du PCF sort renforcé du débat qui a agité la direction communiste

ROBERT HUE a préféré jouer l'apaisement. Après avoir lui-même souligné la signification profonde de la remise en question de la ligne dite d'« opposition constructive » par des proches de Georges Marchais (Le Monde du 7 octobre), le secrétaire national du Parti communiste français a nié, vendredi 6 octobre, sur TF1, le fait qu'il y aurait eu « tentative de coup d'État » au sein de la direction du PCF. « Il y a eu une discussion », a-t-il simplement reconnu.

Par une subtile litote, l'un de ses proches, Pierre Blotin, chargé de la communication au sein du bureau national, a toutefois confirmé, le même jour, lors d'une conférence de presse, le caractère quelque peu dramatique du débat en cours. « Quand l'idée d'une remise en cause de Robert Hue et de la démarche de rénovation a été médiatiquement avancée, nous avons eu, heure par heure, les réactions des communistes dans l'ensemble du pays. Ils ont vécu cela avec beaucoup d'émotion. Tout cela a abouti à clarifier notre politique et notre détermination à poursuivre », a affirmé M. Blotin.

Plusieurs participants à la réunion du comité national du PCF, les 5 et 6 octobre, ont, en fait, eu le sentiment que Robert Hue est sorti « conforté » de ce débat. « La charge » de Claude Cabanes, rédacteur en chef de *L'Humanité*, contre ce qu'il a appelé « l'impromptu de Saint-Etienne-du-Rouvray » – du nom du lieu de la récente réunion des parlementaires communistes, près de Rouen – est ainsi restée sans réponse. « Lorsque l'ancien secrétaire général du parti porte une appréciation sur ce que dit ou fait (...) le tout nouveau secrétaire national, c'est un événement particulier », a expliqué M. Cabanes, en ajoutant que cela « jette le doute sur le travail de rénovation que nous avons entrepris ».

Philippe Herzog, député européen, a indiqué que, par-delà la remise en question d'une formule, il y avait « le risque de s'en tenir à la démarche ancienne d'opposition, du type guerre de tranchées ». Le secrétaire national a aussi reçu le renfort

des « refondateurs » communistes, pourtant opposés à la formule désormais célèbre d'« opposition constructive ». « Il ne faudrait pas qu'à la faveur de cette rectification soit quelque part mise en cause la volonté affirmée avec force par Robert Hue de sortir le Parti communiste d'une attitude purement protestataire », a affirmé pour sa part Guy Hermer, député des Bouches-du-Rhône. D'une tout autre sensibilité, son collègue du Pas-de-Calais, Rémy Auché, a indiqué qu'il ne trouvait « rien à redire ou concept d'opposition constructive », du moins avant qu'il ne soit « pollué » lors d'une « lamentable opération » d'origine, selon lui, médiatique.

« TOUJOURS MIEUX COMMUNISTE »

Dans sa propre intervention devant le comité national, M. Hue a expliqué que, derrière le « débat sur les mots », se cache un débat sur la rénovation en cours. Prudemment, et sous forme interrogative, il a amorcé une critique du passé, en estimant qu'il ne s'agissait plus de « faire comme avant ». « Le Parti communiste doit-il poursuivre, amplifier ses efforts pour être, toujours mieux communiste, dans son opposition résolue à la droite et dans sa détermination à être, tout aussi résolument, un parti de construction, de novation, ouvert à la société et à l'intervention des citoyens ? N'est-ce pas ou fond la seule question qui vaille ? », s'est-il interrogé.

La prochaine étape dans le processus de « mutation » sera marquée par la publication, à la mi-novembre, d'un livre que le secrétaire national prépare sur ce thème, mais surtout par l'organisation, à la fin de l'année ou au début de 1996, d'un « forum national pour inventer un nouvel avenir ». Dans la ligne du « pacte unitaire pour le progrès », cette initiative vise à préparer « une véritable alternative progressiste », distincte de la simple « alternance » que le Parti socialiste serait susceptible de préparer à la faveur d'un « retour de balancier » aux élections législatives de 1998.

Jean-Louis Saux

Les centristes affichent « unité » et « détermination »

BERNARD BOSSON, député (UDF-CDS) de Haute-Savoie, a été élu, vendredi 6 octobre à Lyon, président de l'association des députés centristes, en remplacement de Jean-Jacques Hyest, devenu sénateur de Seine-et-Marne. François Bayrou, président du CDS, voulait apporter la démonstration qu'il savait rassembler au sein de sa propre formation avant de la transformer, comme il en a l'ambition, en un grand parti du centre « largement ouvert, uni, qui sait où il va ».

M. Bosson, qui avait disputé sans succès à M. Bayrou la présidence du CDS en décembre 1994, se trouve donc réintégré au cœur de la famille centriste à sept semaines du congrès de « refondation » du parti, qui se tiendra, à Lyon également, les 24 et 25 novembre. « Il était important que nous manifestions publiquement que nous voulions ensemble contribuer à la refondation de cette famille politique », a déclaré M. Bayrou.

DÉPÊCHES

■ ASSURANCE-CHÔMAGE : l'Unedic a conclu avec les ministères des finances et du travail, le 5 octobre, un accord fixant les conditions du remboursement de la dette de 15 milliards de francs de l'État envers l'assurance-chômage. « L'État se substitue à l'Unedic pour rembourser en 1999 la première tranche de l'emprunt obligatoire du régime, soit 10 milliards, précise l'Unedic. L'État prendra également à sa charge le remboursement de 5 milliards correspondant pour partie à la deuxième tranche de l'emprunt, qui vient d'échancer en 2002. » L'accord prévoit aussi d'avancer le dernier versement de 5 milliards en cas de difficultés financières graves du régime.

■ POLYNÉSIE : 56,8 % des Tahitiens ne veulent « pas du tout » de l'indépendance, tandis que 15,1 % la veulent d'ici trois ans, selon un sondage réalisé par l'Agence Pacific Consulting, sous le contrôle de la Sofres. Les réponses varient selon le sexe – 50 % des hommes n'en veulent pas du tout, contre 64,2 % des femmes – et selon l'origine : 44,3 % des Polynésiens de souche y sont hostiles. Plus le revenu est faible, plus les personnes sont favorables à l'indépendance. Le sondage, publié dans le mensuel *Tahiti Pacifique*, a été réalisé sur le territoire du 21 au 29 septembre, selon la méthode des quotas, auprès d'une population de 440 personnes.

■ SANCTION : Ahmed Tboati, vingt-neuf ans, animateur municipal de quartier à Toulon, vient d'être affecté au service du nettoyage par Jean-Made Le Chevillier (FN), maire de la ville. Après avoir refusé un « poste d'animation à responsabilité », l'intéressé avait demandé à être muté aux archives, où il fut effectivement employé. Les interventions – hostiles au FN – de cet ancien responsable de SOS-Racisme dans la presse n'auront pas été du goût du maire frontiste de Toulon. – (Corresp.)

■ AGRICULTURE : des aides aux éleveurs de moutons viennent d'être décidées par le gouvernement. Une majoration de 75 francs par unité de gros bétail (UGB) sera accordée dès le début 1996 aux paysans installés dans les zones défavorisées, essentiellement en montagne. La prime s'élèvera donc, selon les endroits, de 432 à 1 189 francs.

SOCIÉTÉ

LE MONDE / DIMANCHE 8 - LUNDI 9 OCTOBRE 1995

INTÉGRATION Khaled Kelkal a été inhumé, vendredi 6 octobre, au cimetière de Rillieux-la-Pape, en présence de l'imam de la grande mosquée de Lyon et d'environ deux

cents personnes, pour la plupart des jeunes de Vaulx-en-Velin et de la banlieue-est de Lyon. ● **DÉS VENGES** DREDI SOIR, la publication dans les colonnes du Monde d'un long entre-

tien de Khaled Kelkal avec le sociologue allemand Dietmar Loch en 1992, faisait réagir les jeunes du quartier du Mas-du-Taureau. « On a toujours la patrie de son enfance »,

dit l'un d'eux. ● **LES ASSOCIATIONS** de la région lyonnaise, issues pour la plupart du « mouvement beur » des années 80, sont en perte de vitesse. Progressivement, l'islam devient,

chez les jeunes des cités, une référence essentielle. Du même coup, c'est toute la politique d'intégration que la gauche avait essayé de mettre en œuvre qui se trouve en question.

A Vaulx-en-Velin, les nouveaux banlieusards de l'islam

Une semaine après la mort de Khaled Kelkal, les jeunes du quartier du Mas-du-Taureau tentent de comprendre. A mesure que le « mouvement beur » s'estompe et que les obstacles à l'intégration augmentent, un islamisme de banlieue apparaît

VAULX-EN-VELIN
de notre envoyé spécial
Sœur A. est triste. La religieuse qui vit depuis des lustres dans les cités de la banlieue lyonnaise, entre travail social, club d'enfants et catéchisme, ne reconnaît plus les adolescents qu'elle accompagne depuis le berceau. Le premier choc s'est produit lors d'une fête du patronage du quartier à laquelle assistaient des jeunes d'origine maghrébine. « Tout d'un coup, un jeune est arrivé et a lancé une phrase en arabe. Tous les Maghrébins ont immédiatement quitté les lieux. Dehors, des barbus en djellaba attendaient. »

Sœur A., qui avait l'habitude d'entrer dans les foyers arabes pour aider les femmes, constate que certaines sont désormais gênées d'accueillir une religieuse catholique. Elle se désole de voir des jeunes filles affirmer qu'elles n'ont « plus besoin de chercher du travail » depuis qu'elle portait le foulard. Les discussions religieuses entre chrétiens et musulmans ne sont plus guère possibles, constate-t-elle à regret. Sœur A. a même assisté au triste spectacle d'enfants maghrébins attaquant ses propres catéchistes.

Dans les cités lyonnaises, secouées jusqu'à la oûsée par l'affaire Kelkal, on mesure avec consternation les effets d'un prosélytisme musulman radical, le plus souvent discret, exceptionnellement agressif, et dont les Maghrébins laïcisés peuvent se sentir aussi victimes. Dans le quartier de la Duchère, à Lyon, les militants d'une association « culturelle », qui enseignent le Coran sous couvert de soutien scolaire, interpellent des parents dans la rue : « Si tu n'envoies pas ton fils au cours, on connaît ta famille en Algérie et on s'occupera d'elle », rapporte un témoin. A Vaulx-en-Velin, le fondateur d'une association de jeunes reproche amèrement à la municipalité d'avoir aidé un groupe de femmes maghrébines à découvrir Paris et annonce qu'il interdira désormais à sa mère de participer à ses activités.

Beaucoup de ceux qui ont connu ces temps héroïques les assimilent aujourd'hui à une vaste duplicité récupérée par le pouvoir de gauche ; une supercherie qui justifierait a contrario le repli actuel sur l'identité religieuse. Comme si certains des petits frères des « marcheurs pour l'égalité » de 1983 s'étaient fait pousser la barbe.

LES ESCLAVES DE L'AN 2000
« Il y a dix ans, les jeunes Arabes voulaient devenir français. Aujourd'hui c'est exactement le contraire, résume un responsable associatif de Vaulx-en-Velin, qui se présente comme « musulman pratiquant ». Quels que soient les efforts que nous faisons pour nous adapter, ça ne suffit jamais pour être acceptés. Même dans les banlieues, les Blancs peuvent s'en sortir en faisant des efforts : nous, on nous demande de déplacer la terre entière. Nous sommes les esclaves de l'an 2000. »

Tout se passe comme si l'enfermement dans un quartier désertifié et mal desservi, théâtre de bavures policières, de faits divers dramatiques et à présent de l'équipée de Khaled Kelkal, favorisait l'émergence d'une mentalité quasi paranoïaque. Bien des jeunes d'origine maghrébine sont persuadés que la société cherche constamment à les pousser à la faute et que la lutte contre l'islamisme n'est qu'un complot stratagème utilisé dans ce sens. La concentration de « pauvres » dans des cités excentrées leur apparaît comme le tout premier signe de cette volonté de les reléguer.

« Certains tombent dans l'islam radical. Est-ce que ce n'est pas voulu, pour nous acculer ? », s'interroge un militant associatif, tandis qu'un autre n'est pas loin de voir dans l'affaire Kelkal une provocation française destinée à discréditer l'islam et à « reprendre l'Algérie ».

RÉPROBATION ET SOLIDARITÉ
D'autres jeunes avouent leur extrême désarroi face à la figure de ce présumé terroriste qui leur ressemble tant. Ils semblent osciller entre une profonde réprobation et une solidarité de quartier, qui se traduit par des quêtes spontanément lancées au profit de la famille Kelkal à l'occasion des obsèques. « La France récalcit ce qu'elle a semé, peut-on entendre. A force de bloquer systématiquement les projets des jeunes d'origine maghrébine, elle les accule à commettre des actes inavouables. »

« On s'est servi des jeunes pour protéger l'ordre social et perpétuer le clientélisme, mais on ne les a jamais considérés comme des partenaires responsables », regrette amèrement le pasteur Jean Costil, responsable de la Cimade et pionnier de la « marche pour l'égalité » avec le Père Christian Delorme.

ATTITUDES VINDICATIVES
La colère des nouveaux banlieusards de l'islam se nourrit de ce qu'ils considèrent comme du mépris, voire une volonté d'exclusion. L'utilisation ou la récupération par certains maîtres d'associations musulmanes au nom de la lutte contre la délinquance et la drogue a achevé de brouiller les pistes en enfermant chaque jeune dans une identité religieuse en réalité précaire. « On a jonglé avec le feu en croyant acheter la paix civile », dénonce Djida Tazdait, directrice des JALB et ancien député européen.

Après les émeutes de 1990 à Vaulx-en-Velin, beaucoup d'argent a été déversé. « Il suffisait d'être broncé pour se faire payer des vacances, se souvient Jacques Lebeaux, vice-président de SOS-Racisme à Lyon. En croyant payer le prix de la peur, on a fait le lit du Front national. » L'utilisation de cette manne, distribuée en fonction d'un rapport de force personnel, a encouragé les attitudes vindicatives et généré bien des frustrations.

Philippe Bernard

« On a toujours la patrie de son enfance »

LYON
de notre bureau régional
Ils ne le connaissent que de vue. Dans la minuscule, deux d'entre eux ont assisté à ses obsèques. Vendredi soir 6 octobre, ils se sont retrouvés, comme cela leur arrive parfois, dans le local de l'association Agora, au pied d'une barre HLM du quartier du Mas-du-Taureau, à Vaulx-en-Velin. Pas loin de là, la mosquée Bilal, qu'a fréquentée Khaled Kelkal à sa sortie de prison. « Solidaires de la famille Kelkal », ils ont été « écoutés » par les conditions dans lesquelles la cavale du terroriste présumé a pris fin. Ils parlent « des nombreuses zones d'ombre de l'enquête ».

face-à-face avec les CRS ont quelque chose de tiers-mondiste. »

L'INTÉGRATION
« On a souvent l'impression que pour s'intégrer, il faudrait faire abstraction de toutes nos valeurs culturelles, religieuses, qui font que tu es toi. Il faudrait manger du porc, oublier la religion, les coutumes. Celui qui le fait est souvent mieux perçu que celui qui tient à ses valeurs ».

LA HAINE
« Lorsque Kelkal parle de sa haine, de son envie de quitter la France, c'est un raccourci maladroite. Quand on a connu de telles difficultés, on a toujours envie de prendre le large. Mais tous ceux qui sont partis sont revenus. »

KHALED KELKAL
« Cet entretien nous fait découvrir un garçon plein d'humanité, de vitalité, d'espérances déçues malgré ses atouts et ses qualités qui auraient dû lui permettre d'avoir une existence normale, une vie où on te respecte. »

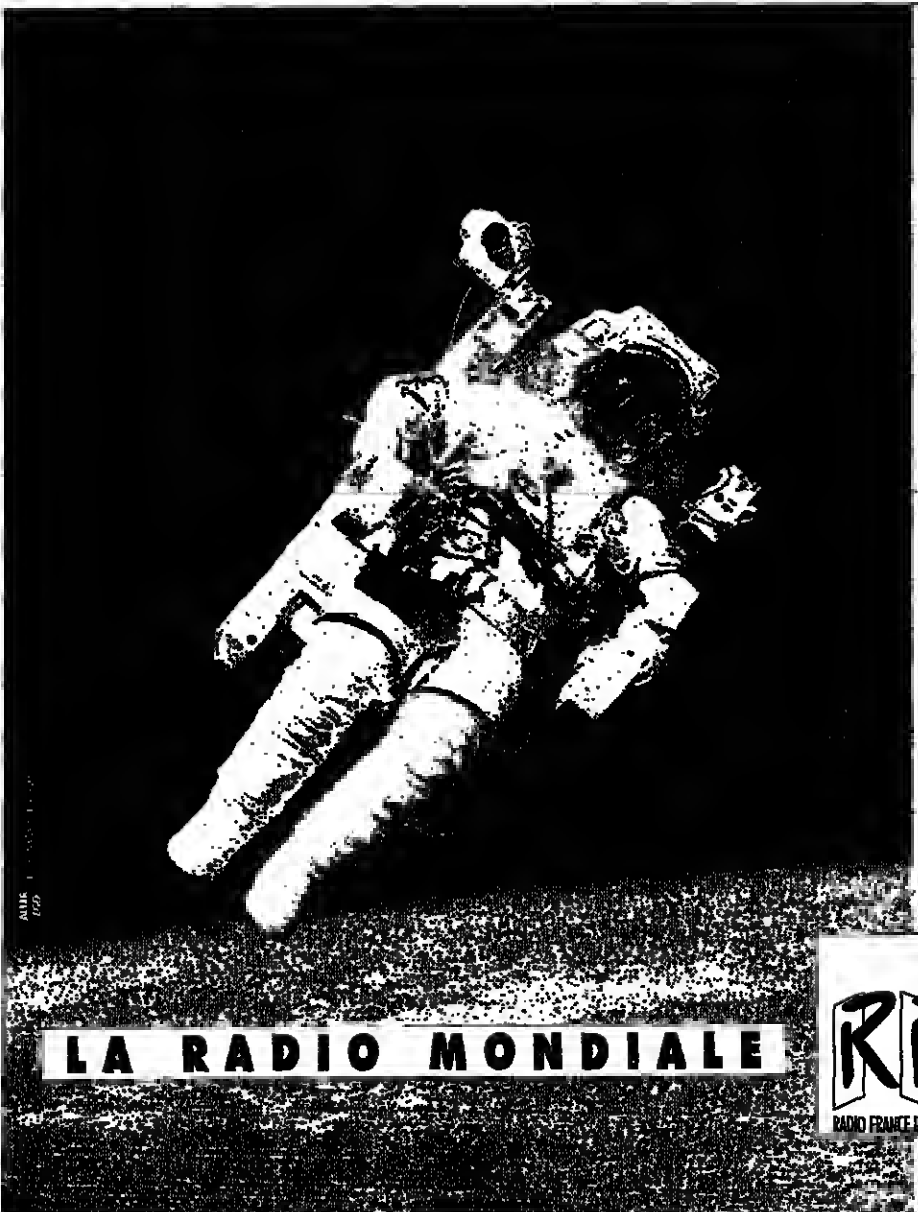
LA JUSTICE
« Khaled ne se trompait pas quand il dénonçait une justice à deux vitesses, une police excessive, arbitraire pour les pauvres. On nous fait encore payer la guerre d'Algérie. Ces

propos recueillis par Eric Collier

Les obsèques d'un « fils de nos banlieues »

Sur la dalle de pierre blanche, la sixième d'une rangée de dix toutes semblables, un pauvre bouquet de fleurs. La plaque où était gravée l'identité du défunt a été enlevée après la cérémonie. Dans ce caveau anonyme du cimetière de Rillieux-la-Pape, près de Lyon, Khaled Kelkal a été inhumé près de la tombe en terre battue d'un de ses neveux. Deux cents personnes, pour la plupart des jeunes beurs de Vaulx-en-Velin et des cités de l'Est lyonnais, ont suivi ses obsèques, vendredi 6 octobre, nous rapporte notre correspondant Pierre Le Hir.

Calmes, graves, recueillis, très attentifs à protéger par leur propre service d'ordre l'intimité de la famille. L'imam de la Grande Mosquée de Lyon, Abdelhamid Chirane, a prononcé sa prière rituelle et a invité à « transcender toutes les formes de haine, de passion, de rancœur et d'animosité ». Un appel repris par le père de Kelkal, qui, à l'issue de la cérémonie, a demandé à l'assistance de venir se recueillir chaque jour devant la tombe de son fils et a souhaité que s'arrête les violences. Alors que les participants partageaient des dattes et du lait, symboles de vie, le père Christian Delorme, chargé au diocèse de Lyon des relations avec l'islam, estimait : « Ce n'est pas un héros ni une victime qu'on a enterré, mais un jeune de nos quartiers, un fils de nos banlieues, avec sa part d'ombre et sa part de lumière. »



sortez dans le monde, écoutez RFI !



PARIS 89 FM

3615 RFI

affirme sa volonté
lument constructif
aire national du pce
renforcé du deca
la direction communale

les affichent
détermination

Le gouvernement et la prise en charge sanitaire des sans-abri

Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence, détaille pour « Le Monde » le plan gouvernemental d'accès aux soins pour les plus défavorisés. Au centre de ce dispositif, un SAMU social

Création d'un réseau de centres des soins primaires, établissement de liens entre l'hôpital et la médecine libérale et les centres d'accueil d'urgence - cinq cents lits à Paris, dont cent quatre-vingts « médicalisés », au 15 décembre -

fonctionnement 24 heures sur 24 et 365 jours par an du SAMU social de la capitale (étendu par ailleurs aux grandes villes de province) avec le concours des associations de solidarité, généralisation des antennes sociales dans les hôpitaux ; dans l'attente qu'il nous a accordé, Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence, détaille le dispositif gouvernemental en faveur de l'accès aux

soins et à l'hébergement des personnes vivant dans l'errance. Un dispositif destiné à être pérennisé, au-delà du « plan d'urgence pour l'hiver », que M. Emmanuelli doit présenter au conseil des ministres du 11 octobre

ment social ou le logement tout court. Dans cette optique, cinq cents lits d'hébergement d'urgence - dont cent quatre-vingts « médicalisés » - seront déployés d'ici au 15 décembre à Paris, mais situés, en attendant la création de CAU, dans des CHRS, dans des hôtels ou dans des logements d'urgence du « plan Périssol ».

GARDER LA CHAMBRE : comment, lorsque l'on est malade, obéir à cette injonction médicale si l'on est privé de domicile ? De meurer dans la rue, alors que l'on est grippé avec 39° de fièvre ou que l'on a besoin d'une convalescence, est « une catastrophe », relève Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence. Pour les sans-abri « trop malades pour rester dans la rue, mais pas assez pour être admis à l'hôpital, un sas est nécessaire ».

D'où l'idée, déjà ancienne, de M. Emmanuelli de créer ce qu'il a d'abord appelé des « lits infirmiers », en référence, dit-il, « aux lits d'infirmiers des internats ou de l'armée » et qu'il nomme aujourd'hui « lits d'hébergement médicalisés ». Ce n'est pas seulement une question de vocabulaire : à l'origine, ces lits devaient être implantés dans les hôpitaux - comme, du reste, il en existe, par exemple à Cochin, gérés par l'Armée du salut -, et une polémique est née, y compris dans les rangs médicaux, sur le risque de créer une médecine à deux vitesses, médecine de riches, médecine de pauvres.

« On peut effectivement craindre une dérive, reconnaît M. Emmanuelli. Le danger est que la structure hospitalière s'empare de ces lits et y installe les gens dont elle ne sait pas s'occuper. Mais je ne suis qu'à

moitié convaincu, car il y a moyen de s'opposer à cela, tout dépend de la force du médecin. Le débat n'est pas définitivement tranché, mais le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence s'oriente aujourd'hui vers une autre structure, qu'il appelle « provisoirement » « centre de soins primaires » (CSP).

« Les gens qui sont dans la grande exclusion n'ont plus conscience de leur corps, de leurs lésions »

« Il ne s'agit pas, assure-t-il, de réinventer les dispensaires, mais d'instaurer des centres multifonctionnels, en amont de l'hôpital et, si possible, géographiquement proches de lui, où les exclus auraient un triple contact, humain, social et médical. » Les boutiques de solidarité, créées par l'abbé Pierre, et d'autres initiatives, comme la Maison dans la rue, gérée par le Centre d'action sociale protestant dans le 12^e arrondissement de Paris, le dispensaire de vie du bureau

d'action sociale avenue René-Coty (14^e), la Halle de la gare de Lyon animée par l'association Cœur de femmes ou le centre tenu par Médecins du monde à Toulouse (où fonctionnent huit lits d'hébergement médicalisés) ont inspiré le modèle CSP.

Outre les services déjà rendus par ces établissements - prendre un café, une douche, laver ses vêtements, avoir un vestiaire, disposer d'une écoute auprès d'assistantes sociales, de travailleurs sociaux et de militants associatifs -, le CSP aura des missions sanitaires et médicales.

Selon Xavier Emmanuelli, trois sortes de prestations y seront offertes aux gens dans l'errance : d'abord, « tous les petits soins infirmiers de proximité, comme les pansements, les soins lents de peau, qu'on a perdu l'habitude de faire » avec la disparition des dispensaires. Ensuite, « et là il faudra être constructif », insiste M. Emmanuelli, le suivi des maladies chroniques, par des médecins libéraux qui effectueraient des vacations « restant à définir ». L'hypertension, le diabète, l'épilepsie ou tout autre maladie qui s'est chronifiée ne peuvent, par définition, être correctement suivies chez les gens qui sont dans la grande exclusion et qui, du reste, n'ont plus conscience de leur corps, de leurs lésions. Il leur sera demandé de venir dans ces

centres pour prendre leurs médicaments. Enfin, le CSP aura une fonction de « triage », orientant les malades, soit vers ses propres lits pour les cas bénins, soit vers l'hôpital, lequel devra par ailleurs « systématiser ses annexes sociales, aux urgences ou dans les services ».

« Il faut une présence sociale à l'hôpital, en complément des centres primaires. »

La mise en place d'un réseau de CSP « ne se fera pas du jour au lendemain », concède M. Emmanuelli, tout comme celle de « centres d'accueil d'urgence » (CAU), deuxième volet du dispositif d'hébergement. « Dans l'absolu, indique-t-il, voici les qualités que je leur demande : ils doivent être relativement petits - fins les grands dortoirs -, ils doivent être très propres, ils doivent être faits pour l'urgence, c'est-à-dire que leurs occupants très difficiles, par exemple, doivent être très professionnels (assistants sociaux, travailleurs sociaux à la fois empiriquement et spécialement formés à cette approche) en n'écarter pas les gens. Je sais que c'est parfois très difficile, parce que certains arrivent présentant des troubles caractéristiques ou sont en état d'ébriété, mais ces centres sont faits pour accueillir ces gens. Dernière qualité : il faut que ces centres présentent des entrées dans les CHRS (centres d'hébergement et de réadaptation sociale), dans le loge-

Michel Castaing

L'ultime défense d'Alain Carignon ou le droit face à la morale

LYON
de notre envoyé spécial

Le tribunal correctionnel de Lyon s'est donné jusqu'au 16 novembre pour dire, notamment, si Alain Carignon, ancien ministre et ancien maire de Grenoble, s'est rendu coupable de corruption lors de l'attribution, en 1989, de la concession de l'eau de cette ville à une entreprise résultant du mariage de la Lyonnaise des eaux et du groupe régional Merlin.

« Jamais je n'ai troqué mes fonctions. J'ai sûrement commis des erreurs, des fautes, mais jamais je n'ai échangé un marché dans ma vie publique. » Visiblement ému, Alain Carignon vient de prononcer les derniers mots du procès ouvert depuis le 25 septembre. Pendant plus de deux jours, assis dans son fauteuil, il avait écouté les avocats de la défense. La plupart d'entre

eux avaient apporté de l'eau au moulin de ses propres défenseurs. Il a aussi entendu la plaidoirie de M. Richard Zelmatti, conseiller de Marc-Michel Merlin, PDG du groupe Merlin, comme s'il s'agissait d'un nouveau réquisitoire. Car l'avocat ne conteste pas la corruption. Il l'explique par les sollicitations pressantes du maire de Grenoble.

Il la présente aussi comme le résultat d'un accord entre la Compagnie générale des eaux et la Lyonnaise : « Dans ce Yalta des grands groupes, on s'est servi de Marc-Michel Merlin. Il a été le cheval de Troie. Car Alain Carignon savait que l'opposition municipale valait que ce soit une entreprise régionale qui prenne le marché. L'achat du groupe Merlin a toujours été un choix de la Lyonnaise, qui voulait emporter la concession. » Poursuivant sa logique, l'avocat demande : « Et on me dit que le taut-pousé Jérôme Monod n'était au courant de rien ? Aurait-il enfin compris que le pouvoir absolu corrompt ? »

Alain Carignon a pu reprendre son souffle pendant la plaidoirie de M. François Gibault, défenseur de son conseiller et ami, Jean-Louis Dutaret. « On a bécoté l'instruction, car on voulait les faire comparaitre détenus », souligne l'avocat avant de s'efforcer de détruire, page par page, l'ordonnance du juge d'instruction.

« L'ARROSEUR ARROSÉ »
« Jean-Louis Dutaret n'était pas l'ange noir de M. Carignon, ajoute M. Gibault en se tournant vers l'avocat général. Oh ! Bien sûr, Marc-Michel Merlin, c'est votre meilleur témoin. Un témoin en garde à vue et qui fait une dépression nerveuse. Mais ici, le meilleur avocat de M. Merlin, c'est M. Carignon. »

Enfin, M. André Puffard se lève pour défendre l'ancien ministre. Il le fait avec une ironie décapante. « M. Merlin, c'est l'arroseur arrosé. Merlin l'Enchanteur promenait en avion M. Marchand, M. Léopard et M. Mouillat. Il va faire une cour assidue à M. Carignon. C'est M. Merlin qui, dans ce marché, va faire la

bonne affaire en réussissant à vendre son entreprise à la Lyonnaise des eaux. »

Avec le bâtonnier Guy Danet, le ton est devenu plus grave. « Le droit de refaire l'instruction, c'est notre droit ! », fulmine l'avocat à l'intention du procureur. Et, comme M. Gibault, il reprend l'ordonnance de renvoi pour lever sans pitié chaque erreur et chaque approximation. Le bâtonnier prévient : « Je vais faire du droit, je ne vais pas faire de la morale. » En mathématicien de la procédure, il

soutient que les faits sont soit annulés, soit prescrits. Puis, revenant à la corruption, le bâtonnier explique : « Non ! Pas ça ! Pas lui ! Il n'a rien vu, il n'a pas reçu d'argent. Le recel d'abus de biens sociaux, je vous l'accorde, si c'est comme ça qu'on doit appeler ceux qui, comme lui, ont accepté certains avantages. Mais je vous demande de le traiter comme tous les justiciables de ce pays. Alain Carignon, comme les autres, a droit au droit. »

M. P.

La corruption et le sens des mots

AU COURS de son délibéré, le tribunal correctionnel de Lyon devra apprécier les faits reprochés à Alain Carignon et aux sept autres prévenus en se fondant exclusivement sur le droit. Si, à certains égards, la tâche sera difficile, la faute en revient aux parlementaires qui,

quels que soient leurs engagements politiques, n'ont pas su - ou n'ont pas voulu - voter assez rapidement les règles relatives aux rapports entre le pouvoir et l'argent. Il aura fallu attendre la loi Sapin et le nouveau code pénal pour voir apparaître plus de transparence dans les marchés publics alors que, parallèlement, intervenait la navrante amnistie des infractions en relation avec un financement direct ou indirect des partis politiques.

Cela dit, même les nouveaux textes donnent une définition restrictive de la corruption, les parlementaires n'ayant pas osé appliquer un mot aussi malodorant à des pratiques « indirectes ». Pour la loi, en effet, la corruption se réfère à la notion

de « donnant-donnant » dans des conditions très précises. Elle ne s'applique donc pas aux hommes d'affaires ayant financé un ou plusieurs partis, même si l'on peut supposer que leur générosité n'était pas toujours désintéressée. Il appartient aux juges de trancher sur le sens qu'il faut donner aux mots dans l'état actuel de la législation et surtout en appliquant les textes en vigueur au moment des faits.

DES FORMES PLUS SÜBILES
Au-delà de la décision elle-même, l'audience publique aura eu des vertus pédagogiques. Les débats ont en effet fait apparaître que, même en dehors du marché de l'eau, la pratique des « services », des « enveloppes » et des « petits cadeaux » aux élus était courante, et ce, même si cela y ressemble, sans que l'on puisse parler de corruption. L'audience a également fait apparaître des formes plus subtiles de corruption. Au travers d'une discussion sur d'éventuelles surfacturations, les débats ont ainsi porté sur les cabinets de lobbying. Cette activité, parfaitement légale, consiste à convaincre les décideurs d'adopter une réglementation favorable aux industriels qui se sont assurés les services du cabi-

net. Dans sa plaidoirie, M. Richard Zelmatti, défenseur de Marc-Michel Merlin, citait le philosophe et économiste Alain Etchegoyen, qui écrivait dans *Le Corrupteur* et *Le Carrage* (Editions Julliard), que le lobbying « manifeste l'apparition de nouvelles techniques d'influence qui, dans certaines dérives, peuvent déboucher sur des formes sophistiquées de corruption (...) Dès le moment où le lobbying se paye, il doit également rapporter ».

D'autres éléments auraient pu être mis en lumière. Mais l'absence d'un véritable débat, trop fréquente dans les juridictions correctionnelles, n'a pas permis de cerner les véritables intentions des prévenus, ni même celles des témoins comme Jérôme Monod, le président de la toute-puissante Lyonnaise des eaux, qui fut à peine interrogé. Figé par le sacrosaint dossier d'instruction, le procès s'est déroulé sans que des vraies questions soient posées. Ce phénomène, qui a provoqué un sentiment de frustration, fait frémir à l'idée que les tribunaux criminels envisagés par Jacques Toubon dans sa réforme de la cour d'assises, pourraient, eux aussi, tomber dans la même dérive.

Maurice Peyrot

DÉPÊCHES

■ **LIBÉRATION :** Raymond Roux, ancien directeur général d'Eyo, une filiale de la Lyonnaise des eaux, a été remis en liberté, jeudi 5 octobre, sur décision de la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence, après avoir versé une caution de 300 000 francs. M. Roux avait été mis en examen le 15 septembre par le juge Thierry Rolland pour « abus de confiance et abus de biens sociaux » dans le cadre de l'instruction sur les comptes en Suisse de l'ancien sénateur du Var, Maurice Arreckx.

■ **LIBÉRATION :** Vendredi 6 octobre, M. Roux a été confronté à M. Arreckx, qu'il dit ne pas connaître, à propos d'un versement suspect de 275 000 francs suisses (1,15 million de francs environ) effectué sur le compte « Charlot », ouvert en Suisse par M. Arreckx.

■ **LIBÉRATION :** Le juge d'instruction de Privas (Ardèche) chargé du dossier de Wenceslas Myneshyaka, un prêtre rwandais mis en examen pour « génocide, complicité de génocide, tortures, mauvais traitements et actes inhumains et dégradants », écroué le 29 juillet puis remis en liberté le 11 août, a demandé l'annulation de la procédure, mercredi 4 octobre, à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Nîmes. Le juge Christophe Ruin estime que les juridictions françaises sont « territorialement incompétentes » pour juger des faits qu'il a commis un Rwandais au Rwanda et que les conventions internationales sur les poursuites pour faits de tortures ne peuvent s'appliquer en l'espèce. La chambre d'accusation a deux mois pour statuer.

■ **CONDAMNATION :** Claude Chevalier, âgé de cinquante-six ans, accusé d'inceste à l'égard d'un de ses fils, Thierry, aujourd'hui âgé de vingt-huit ans, et dont le procès se déroulait à huis clos depuis jeudi 5 octobre à Périgueux (Dordogne), a été condamné à quinze ans de réclusion criminelle avec une période de sûreté de dix ans et cinq ans de privation de droits civiques. Thierry Chevalier, et sa sœur Corinne, trente ans, avaient porté plainte dix ans après avoir été violés par leur père, employé municipal à Bergerac.

■ **SANTÉ :** Les dons d'organes ont augmenté de 8 % en France au premier semestre de 1993, après trois années de baisse continue, a indiqué, vendredi 6 octobre, le professeur Christian Cabrol, président de France-Transplant, lors du congrès de la Société européenne de médecine générale au Parlement européen de Strasbourg. Après une croissance spectaculaire (967 greffes en 1993 contre 3 572 en 1991), le nombre total de greffes a connu de 1992 à 1994 une baisse de près de 25 %.

CARNET

Décès

Le 7 octobre 1991.
Claude DOMENACH
nous quitte.
Que ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

Diard - Laos.
Il y a vingt ans.
Jean-Jacques LE BOULCH,
10 avril 1943 - 9 octobre 1991.

Sa famille remercie tous ceux qui l'ont aimé, tous ceux qu'il aimait, qui conservent son héritage.

Le 9 octobre 1992.
Charles LONGHI
s'en allait.
Ceux qui l'ont aimé et estimé se souviennent.

Il y a un an, disparaissait
Patrick MEUNIER,
maître de conférences de physiologie, praticien hospitalier.

Ses collègues et amis se souviennent.
Le matin éternel révélera mon âme...
Marie Noll

17 octobre
Abraham SULHEFER.
En notre cœur.
Sa famille.
Ses amis.

Il y a dix ans, le 8 octobre 1983.
Raymond TORDJMAN
nous quitte.

Que tous ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée pour lui.
Marie Tordjman
Et ses enfants.

Anniversaires

Il y a un an.
Philippe BRUGNE
nous quitte.
Que tous ceux qui l'ont aimé aient une pensée pour lui.

Communications diverses

Droits de l'homme
(cours par correspondance)
Renseignements et inscriptions :
C.E.D.I.
Route de Trèves 6
Bâtiment B,
2633 Senningerberg
(Luxembourg).

Anciens élèves du lycée Carnot
Participez aux nombreuses activités de l'ALCT (Journal Officiel, 6 janvier 1993).
Parmi elles, un voyage à Tunis au point de la Toussaint 1993, avec d'autres anciens. Rens. : ALCT, 18, Champé-Élyées, Paris-9. Tél. : 40-74-35-75. Fax : 10-31-85-25.

Soutenance de thèses
- Monifa Haddad soutiendra sa thèse de doctorat en lettres « Le Constantinois entre les deux guerres (1919-1939), la médianosphère d'une grande région de l'Algérie », sous la direction de J.-L. Milgrom, le lundi 9 octobre 1993, à 14 heures, à l'université de Provence, 29, avenue Robert-Schuman, à Aix-en-Provence.

- Université Paris-X-Nanterre, bld. C. de la Toussaint, 92001 Nanterre, à 14 h 30, devant un jury composé de MM. M. Colot, C. Leroy (directeur), B. Marry, A. Monandon, A. Viala. C. Costa soutiendra sa thèse en littérature : *Écriture et morale dans l'œuvre de Roland Barthes*.

CARNET DU MONDE
Renseignements :
40-65-29-94 ou 40-65-29-96
Télécopieur : 45-66-77-13
Tarif : la ligne H.T.

Toussaint 1993 : 106 F
Abonnés et actionnaires : 95 F
Communications diverses : 110 F
Thèses étudiants : 65 F
Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

صلى الله عليه وسلم

La naissance de la CGT

LIMOGES, 28 septembre 1895. Au terme de cinq jours de débats, soixante-quinze délégués jettent les bases d'une nouvelle organisation, la Confédération générale du travail, dont l'article 2 des statuts définit ainsi les objectifs : « La Confédération générale du travail a exclusivement pour objet d'unir sur le terrain économique et dans les liens d'étroite solidarité, les travailleurs en lutte pour leur émancipation intégrale ».

La création de la première centrale syndicale française, longtemps la plus puissante - la CGT fait aujourd'hui jeu sensiblement égal avec elle -, résulte d'un ensemble de circonstances, structurelles et conjoncturelles. Comme dans la plupart des autres pays d'Europe, cette naissance s'effectue à l'orée de « l'ère des masses », qui s'accompagne d'un foisonnement d'organisations. Par le biais de partis, syndicats, mutuelles et coopératives structurés à l'échelle nationale, des fractions croissantes de la population prennent en main leurs propres affaires. Jusqu'alors, les affaires publiques avaient été pour l'essentiel réservées à une élite, mais, à partir de la décennie 1880-1890, les choses changent : les masses se dotent des outils nécessaires pour faire triompher leurs aspirations.

Depuis 1871, l'Europe est touchée par une dépression économique qui atteint sa plus grande ampleur dans les années 1887-1898. Le mouvement syndical progresse ensuite, très rapidement en Grande-Bretagne à partir de 1889, en Allemagne l'année suivante, avec la levée des lois d'exception édictées par Bismarck en 1878 contre les socialistes, en Autriche, en Belgique, en Italie, etc. De ce point de vue, la naissance de la CGT en cette fin de siècle se situe dans un mouvement qui concerne la plupart des nations européennes.

Des raisons plus spécifiques à l'histoire de notre pays expliquent également la constitution de la CGT. Elles tiennent à certaines particularités du mouvement social français, qui ont déterminé plusieurs caractéristiques de la CGT à sa naissance et qui l'ont marqué durablement, parfois jusqu'à nos jours : faible taux d'adhésion en comparaison de celui de nombreuses organisations syndicales européennes, très forte hostilité à l'égard de l'Etat et du patronat, qui le lui rendent bien.

Cette attitude de la CGT s'explique par la pratique répressive permanente manifestée par les divers gouvernements qui se sont succédés depuis la Révolution française devant toute forme d'organisation autonome du monde du travail. Par trois fois, en 1831-1834 (la révolte des Canuts à Lyon notamment), en 1848 durant les journées de juin, et enfin avec la Commune, le monde du travail a vu ses revendications les plus élémentaires se heurter à une sévère répression exercée par les classes dirigeantes.

CETTE constance dans les attitudes gouvernementales montre l'impossibilité de toute solution réformatrice : aux revendications immédiates - pouvoir se nourrir et trouver du travail -, la réponse, brutale, ne laisse aucun espoir. Ces expériences, qui sont à l'origine de traumatismes multiples, ont laissé des traces dans la mémoire collective de la CGT.

Par ailleurs, la Révolution française a également pesé d'un poids considérable sur les destinées du syndicalisme français. La décennie révolutionnaire a eu aussi des effets négatifs pour le monde du travail. Les formes d'organisation qu'il s'était donné antérieurement (confréries, corporations, compa-

gnonnages) avaient été abolies en 1791. Avec la loi La Chapelle votée la même année, interdiction avait été faite au monde du travail de s'organiser de façon autonome. Les conséquences de cette loi, qualifiée de « terrible » par Jean Jaurès dans son *Histoire socialiste de la Révolution française*, allaient se faire sentir durant un siècle : si le droit de grève est toléré dès 1866, ce n'est qu'en 1884 que les syndicats deviennent légaux.

Des raisons plus conjoncturelles expliquent aussi la constitution de la CGT. La création de la 1^{re} Internationale en 1864, au sein de laquelle marxistes et proudhoniens très vite se combattent, favorise l'essor de l'organisation ouvrière à la fin du Second Empire. Cet élan est brisé net par la Commune : la trentaine de milliers de morts par laquelle elle s'achève confirme une fois de plus le caractère répressif de l'Etat. Pourtant, rapidement, le monde du travail se réorganise et tient un premier congrès à Paris en octobre 1876, sur des bases modérées, proches du radicalisme de Gambetta.

L'évolution du contexte politique et le réveil de la combativité ouvrière permettent la tenue de nouveaux congrès à Lyon (1878), Marseille (1879)... La rupture avec l'orientation modérée est consommée et le congrès de Marseille, l'« immortal congrès » comme on l'appelle parfois, voit le triomphe des militants réunis autour du pionnier du marxisme en France, Jules Guesde. Dès lors, et pour des décennies, les modérés ne joueront qu'un rôle secondaire dans les organisations ouvrières.

Au même moment s'opère dans les rangs des « révolutionnaires » une séparation entre les marxistes, organisés autour de Guesde, et les anarchistes. A l'initiative des guesdistes est créée en 1886 la Fédération nationale des syndicats (FNS), qui se prononce contre le réformisme, pour la lutte des classes et se déclare « *sœur de toutes les fédérations socialistes existantes* ». Mais l'influence de cette organisation reste faible en raison de la conception de l'action syndicale des guesdistes : elle va à l'encontre des idées proudhoniennes si fortes dans ces années de formation du syndicat ouvrier français. Guesde et ses émules sont partisans de la subordination du syndicat au parti et accordent une valeur toute relative à l'action syndicale à laquelle

les anarchistes comme par les guesdistes.

En 1887, lors du congrès de la FNS, des ouvriers du bâtiment avancent pour la première fois l'idée d'une « *cession générale du travail* ». Discutée lors des congrès suivants de cette organisation, cette notion reçoit un renfort décisif avec la création en 1892, à l'initiative de Fernand Pelloutier, de la Fédération nationale des Bourses du travail (FNB). La FNB est la seconde composante à partir de laquelle se constitue, trois ans plus tard, la CGT à Limoges ; aussi sa création marque-t-elle une étape importante de l'histoire du syndicalisme français.

Depuis 1884, la loi mise au point par Waldeck-Rousseau, qui met définitivement fin à « l'effet Le

Il y a cent ans était créée la première centrale syndicale française ; des fractions croissantes de la population prenaient en main leur propre destin

La création de la CGT en cette fin de siècle, à l'orée de l'« ère des masses », se situe dans un mouvement qui concerne la plupart des nations européennes

ils refusent toute possibilité d'autonomie. Cette position est violemment rejetée par les anarchistes. Battus au sein des organisations socialistes françaises, ainsi que dans la 1^{re} Internationale créée en 1889, ils s'engagent dans une période d'agitation marquée par plusieurs attentats, le plus célèbre et le dernier étant le meurtre du président de la République, Sadi Carnot, en 1894 à Lyon. Rapidement, les anarchistes se détournent du terrorisme et consacrent leur énergie à l'action syndicale, à partir de laquelle ils pensent pouvoir œuvrer à la réorganisation de la société.

Cette transformation se fera par le biais de l'organisation syndicale et en dehors de tout parti qui rejette les anarchistes. Au « *Politique d'abord* », énoncé par les guesdistes s'oppose le « *Syndicat d'abord* », mis en avant par les anarchistes. Les réformistes dont le représentant le plus influent est Auguste Keufer, véritable créateur et dirigeant de la Fédération du Livre de 1884 à 1920, restent alors marginaux et sont combattus par

Chapelier » en légalisant, non sans restrictions, l'organisation syndicale, a modifié les conditions de l'action revendicative. Mal accueillie tout d'abord par les militants, qui craignent que l'obligation de déclarer les noms des responsables syndicaux ne facilite une nouvelle fois la répression, elle favorise cependant le développement des grèves et de l'agitation. Toutefois dans des proportions encore minimes : pour la décennie 1880-1890, les grèves auraient concerné tout au plus cent soixante-dix mille ouvriers sur un total de cinq millions.

La loi coïncide également avec l'apparition d'institutions spécifiques au mouvement syndical français, les Bourses du travail, à Paris en 1887, puis très vite sur tout le territoire. Ces Bourses représentent une manifestation de l'autonomie ouvrière en répondant aux besoins des salariés de trouver du travail, d'être aidés sur les plans professionnel et culturel : par l'éducation qu'elles proposent, les Bourses doivent, selon Pelloutier, apporter aux salariés « la science

LA VOIX DU PEUPLE

Journal Syndicaliste paraissant le Dimanche
ORGANE
TARIF DES ABONNEMENTS



Le premier numéro de « La Voix du peuple », illustré par Steinlein (1^{er} mai 1901).

de leur malheur ». Par ailleurs, les Bourses jouent un rôle de centre de propagande révolutionnaire et de soutien aux grévistes.

A partir de 1894, Pelloutier joue un rôle important au sein de la FNB, dont il devient le principal responsable l'année suivante, jusqu'à sa mort prématurée en 1901. Durant cette courte période, il marque durablement de son empreinte le syndicalisme français en jetant les grandes lignes de force du syndicalisme révolutionnaire, si présent dans la CGT jusqu'à la veille de la première guerre mondiale. Le syndicalisme révolutionnaire repose sur deux notions essentielles : exaltation du rôle du syndicat dans le processus d'émancipation des travailleurs au moyen de la grève générale, indépendance absolue du syndicat envers l'Etat et les partis politiques. Sur ce dernier point, l'opposition est irréductible avec les guesdistes, tout comme le fédéralisme des anarchistes inspiré des analyses proudhoniennes est inconciliable avec la centralisation marxiste défendue par Guesde. Les divergences doctrinales entre FNS et FNB ont des fondements réels que les oppositions de personne entre Guesde et Pelloutier ont encore accentuées.

Cependant, au-delà de ces désaccords existe également au sein de chaque fédération un courant qui s'efforce de cette division : aussi la question de l'unité devient-elle fondamentale. Lors du congrès de Nantes (1894) de la FNS, où les guesdistes sont battus - dès lors leur rôle sera modeste sur le terrain syndical -, celle-ci décide d'inviter pour son prochain congrès l'ensemble des organisations syndicales, et en particulier la FNB, qui accepte cette offre. Un comité national, où des représentants des deux fédérations siègent avec d'autres militants, est chargé de la préparation du congrès, qui se tient à Limoges du 23 au 28 septembre 1895.

Depuis, Pelloutier refuse de se rendre à Limoges - jusqu'à sa mort, il considérera la CGT avec dédain - et parmi les quarante-sept délégués qui prennent part aux débats, on relève des noms, bien oubliés de nos jours pour certains : peut-être se souvient-on de Jean Allemane, qui dirigea une for-

mation socialiste avant la création de la SFIO en 1905, ou de Jean-Baptiste Calvignac, dont la vie se confond avec celle des mineurs de Carmaux jusqu'en 1914 et qui fut un proche de Jaurès. Influencé par le positivisme, Keufer développe des conceptions syndicales originales, notamment en matière de chômage, en posant le problème d'une intervention de l'Etat à l'heure où les conceptions libérales sont dominantes.

AVEC l'appui d'Eugène Guérard, secrétaire du Syndicat national des chemins de fer, il est le véritable fondateur de la CGT. Mais Jules Malot, Léon Martin, tous deux influencés par le blanquiste Edouard Vaillant ou le guesdiste Edouard Treich, secrétaire de la Bourse du travail de Limoges à sa fondation en 1896, n'évoquent plus grand-chose aujourd'hui. D'autres fondateurs de la CGT sont moins connus encore : de Boulpignante, on sait seulement qu'il était ouvrier métallurgiste, originaire de Châteauroux, et de Darcenne, qu'il était ouvrier gazier à Paris. Certaines organisations présentes à Limoges telles que le syndicat des ouvriers feuil-lardiers de Saint-Yrieix ou des ouvriers en liège d'Arnay-le-Duc n'ont qu'une représentativité limitée. Initialement, la CGT a été essentiellement portée à bout de bras par deux fédérations : celles des cheminots et du Livre.

Mandatés par les groupements syndicaux les plus divers, les délégués - on compte trois femmes parmi eux - débattent d'un ordre du jour très chargé. Toutefois, c'est la mise sur pied d'une organisation nationale qui occupe l'essentiel des débats et qui aboutit à la création de la CGT. Certains auraient d'ailleurs voulu intituler la nouvelle centrale Confédération « nationale » ou « française » du travail, mais cette proposition est finalement repoussée sur la base de l'argumentation suivante : l'organisation du travail ne doit pas être seulement nationale, mais aussi internationale.

Plus important : un amendement précise que les « éléments constituant la CGT devront se tenir en dehors de toutes les écoles politiques ». Dès sa naissance, onze

ans avant le congrès où sera adoptée la « Charte d'Amiens », la CGT manifeste son extrême méfiance à l'égard de toute organisation politique. Elle conservera cette attitude jusqu'à la première guerre mondiale, et s'en réclamera ensuite, même si dès lors elle entretient un rapport beaucoup plus complexe à l'égard de la politique.

Au lendemain du congrès de Limoges, passé presque inaperçu dans la grande presse, tout reste à faire, notamment la construction de l'organisation. Sont en effet admises pêle-mêle à la CGT toutes les formes possibles de groupements revendicatifs que s'est données la classe ouvrière : syndicats, unions et fédérations nationales professionnelles, fédérations départementales et régionales, fédérations de métiers, Bourses du travail.

A une courte majorité, la CGT a décidé de fixer son siège à Paris. Elle s'est dotée d'un secrétaire général, le cheminot A. Lagasse, auquel succédera à partir de 1901, à la suite de trois responsables éphémères, Victor Griffuëlhes, le premier « vrai » dirigeant de la CGT. Lui-même sera remplacé par Léon Jouhaux en 1909, qui sera à la tête de la CGT jusqu'en 1947. Benoît Frachon lui succédera durant deux décennies.

Mais l'unité programmatique entre les deux principales composantes de la CGT - FNB et FNS - reste à réaliser. Il faudra attendre 1902, l'année suivant la mort de Pelloutier, pour qu'elle puisse commencer à se faire au congrès de Montpellier, qualifié parfois de « second » congrès de fondation de la CGT. En 1906, à l'occasion du 1^{er} mai, la CGT, qui mène une campagne nationale pour la journée de huit heures, subit avec succès l'épreuve du feu en dirigeant pour la première fois une action à l'échelle du pays. Dès lors, la CGT jouera effectivement le rôle qu'elle revendique avec superbe. Son histoire ne fait que commencer.

Michel Dreyfus

* Historien au CNRS, Michel Dreyfus vient de publier *Histoire de la CGT. Cent ans de syndicalisme en France*, Bruxelles, ed. Complexe, 1995, 408 p., 59 F.

La leçon de Jacques Bouveresse

Le spécialiste de Wittgenstein a inauguré, vendredi 6 octobre, son cours de philosophie au Collège de France

VOUS vous êtes sans doute demandé ce que signifie exactement l'intitulé « Philosophie du langage et de la connaissance », que j'ai proposé pour cette chaire, lorsque je me suis décidé à solliciter vos suffrages. La réponse n'est évidemment pas que je me suis cru capable d'ajouter une dimension supplémentaire à ce dont un de mes prédécesseurs directs, Jules Vuillemin, traitait sous la dénomination plus simple et plus précise de « Philosophie de la connaissance ». Si j'ai pris le risque de m'asseoir entre deux chaises, ou peut-être faudrait-il dire entre deux chaises, c'est parce qu'il m'a fallu choisir une désignation qui tienne compte des problèmes que je me pose depuis un certain temps à propos des relations exactes qui existent entre la philosophie du langage et la philosophie de la connaissance.

Je ne crois pas me tromper en disant que Vuillemin m'a toujours soupçonné d'accorder au langage et à la philosophie du langage une importance beaucoup plus grande que celle qui leur revient, surtout lorsque la philosophie du langage prend la forme, pour laquelle il n'a probablement jamais éprouvé une sympathie plus grande que celle de Russell, d'une philosophie du langage ordinaire. Mais c'est sans doute parce que je n'ai, en réalité, jamais considéré comme évidente ou obligatoire la priorité et la primauté que la philosophie analytique accorde à la philosophie du langage que je n'ai pas non plus été tenté par la solution de rechange qui a consisté pour beaucoup à mettre à la place de la philosophie du langage, dans le rôle de paradigme de la philosophie première, ce qu'on appelle la « philosophie de l'esprit » [...]

S'il fallait parler à mon sujet d'un retour à quelque chose, ce serait donc plutôt à la théorie de la

usurper la fonction et la dignité de la philosophie. Il est question aussi de l'idée enfantine que la logique se fait de la philosophie. Je ne sais pas si la logique, en tant que telle, se fait ou non une idée particulière de la philosophie. Mais j'ai tendance à croire qu'il n'y a rien d'aussi peu enfantin que la façon dont des philosophes comme Frege, Russell et le premier Wittgenstein se sont servis de la forme nouvelle de la logique pour renouveler également la philosophie elle-même.

Si je me suis permis une allusion un peu appuyée à cet aspect du problème, c'est parce que mes deux prédécesseurs immédiats dans ces lieux, Jules Vuillemin et Gilles-Gaston Granger, comptent précisément parmi les rares philosophes français qui ont eu le mérite de comprendre très tôt l'utilité de la logique, des concepts logiques et de l'analyse logique pour le travail philosophique et que, quelles que soient les réticences et les réserves qu'ils ont toujours manifestées l'un et l'autre à l'égard de la façon dont la philosophie analytique les utilise et de la tradition analytique en général, ils n'ont jamais été tentés, pour leur part, de sous-estimer l'importance décisive de l'apport que la logique contemporaine a représenté pour la philosophie. [...]

On pourrait probablement, en fait, en utilisant un principe de classification un peu inhabituel, répartir les philosophes en deux grandes catégories, ceux qui pensent que les grands problèmes philosophiques sont et resteront insolubles, ce qui est compréhensible si leur résolution dépend de façon essentielle de la possibilité d'un règlement définitif du conflit entre les systèmes qui ont été construits pour les résoudre, et ceux qui pensent qu'après tout il n'y a pas de raison sérieuse de les croire insolubles.

Bergson et, dans un tout autre genre, Wittgenstein sont des philosophes qui appartiennent clairement à la deuxième catégorie. Une des caractéristiques qui, pour Wittgenstein, distinguent fondamenta-



des faits scientifiques, mais plutôt en quelque sorte des faits « métaphysiques », et que nos formes d'expression usuelles seraient par nature incapables de décrire, qui est mythique. La stratégie à utiliser consiste, dans ces conditions, à montrer que l'exigence philosophique est essentiellement le produit d'une représentation confuse de la situation, autrement dit, qu'il n'y a pas et ne peut pas y avoir de faits de l'espèce dont on aurait besoin pour réussir à donner un sens et une substance réels à l'accusation ou, au contraire, à l'invalidation complétée. Wittgenstein pense ou, en tout cas, espère que cela peut effectivement être montré; et c'est cela qui constitue, pour lui, la solution complète du problème.

Le sens auquel une difficulté philosophique peut être considérée comme l'expression d'un désaccord interne devient alors beaucoup plus clair. Il s'agit d'une discordance qui se manifeste non pas entre nous et une réalité qui nous est extérieure et étrangère et qui résiste à nos efforts de compréhension, mais entre nous et notre langage et nos propres pratiques, entre nous et nos façons de faire et de décrire ce que nous faisons [...]

Aussi paradoxal que cela puisse sembler, c'est, à bien des égards, le réalisme de Wittgenstein qui constitue la chose qui m'a le plus attiré chez lui à une époque où les choses en philosophie n'allaient pas de moins qu'on puisse dire - pas du tout dans ce sens-là. J'entends par « réalisme » la conviction qu'entre la pensée et le langage, d'une part, et la réalité, d'autre part, il n'y a pas de distance plus fondamentale et plus préoccupante que celle qui consiste dans la possibilité qu'on ait des pensées et des propositions d'être fausses.

Ce que dit sur ce point Wittgenstein est tout à fait opposé à l'idée bergsonienne que la pensée elle-même a déjà en quelque sorte introduit par essence une distance entre la réalité et nous et que seule l'intuition directe serait capable de nous livrer des faits, au sens propre du terme: « Ce qu'on appelle ordinairement un fait, ce n'est pas la réalité telle qu'elle apparaît, mais une intuition immédiate, mais une adaptation du réel aux intérêts de la pratique et aux exigences de la vie sociale » (Matière et mémoire, in Œuvres, p. 319) [...]

Les discussions qui ont lieu en ce moment sur ce genre de question à l'intérieur du camp des « pragmatistes » contemporains constituent à bien des égards une reprise de la grande confrontation qui a commencé dans la deuxième moitié du 19^e siècle entre l'héritage de Kant et la leçon de Darwin. Ce n'est pas un hasard si Putnam, qui

se montre sceptique sur la possibilité de naturaliser des choses comme la pensée, la rationalité, la signification, l'intentionnalité, etc., et, de façon générale, toutes les notions qui comportent comme elles une dimension évaluative et normative essentielle, se retrouve plutôt du côté de la tradition kantienne, au sens large, alors que Rorty donne l'impression de chercher à se comporter sur ce point comme un darwinien conséquent et tout à fait strict.

DARWIN, a selon lui, rendu peu crédible l'idée kantienne qu'il est possible de se référer à quelque chose de non relationnel, parce qu'inconditionnel, et nous a, du même coup, « rendus incapables de prendre au sérieux les histoires transcendantales » (ibid., p. 96). Nous aurions donc intérêt à accepter une fois pour toutes ce qui constitue la suggestion principale du pragmatisme, à savoir le remplacement de la notion de croyance vraie par celle de règle d'action qui réussit. Les croyances ne sont assurément pas situées uniquement dans l'espace causal des interactions que nous avons avec le monde, mais également dans l'espace normatif de la justification.

Mais, même lorsqu'elle est racontée de ce deuxième point de vue, l'histoire ne nous oblige pas à prendre au sérieux l'idée que la connaissance consiste dans l'exactitude de la représentation, puisque la justification est un phénomène essentiellement social, et non un problème de transaction entre « le sujet connaissant » et « la réalité ». Si la science et la communauté scientifique ont quelque chose d'exemplaire, ce n'est

pas à cause des liens privilégiés qu'elles entretiennent avec ce qu'on appelle la connaissance objective, qui, dans cette affaire, ressemble fortement à une hypothèse inutile, mais en tant qu'elles constituent un modèle de solidarité humaine et d'action organisée et efficiente sur la réalité.

On peut regretter que, au lieu d'utiliser exclusivement, comme on le fait presque toujours, l'exemple des pragmatistes américains, on ne songe pas aussi à mentionner de temps à autre les penseurs de la tradition européenne qui ont essayé, comme cela s'est fait presque immédiatement, d'appliquer la théorie de Darwin aux questions de théorie de connaissance et d'épistémologie et ont pris, eux aussi, à leur façon, la décision qui est considérée comme la caractéristique du pragmatisme, à savoir celle de substituer à la notion de croyance vraie celle de règle d'action efficace [...]

On a beaucoup parlé depuis quelque temps du droit de tout un chacun à la philosophie, ce qui ne pose guère de problèmes si l'on entend par là simplement le droit à la libre recherche, le droit de formuler et de discuter n'importe quelle espèce de question. On parle beaucoup moins, en revanche, du genre de devoirs que l'on peut avoir envers la philosophie. C'est que, si les considérations que j'ai développées devant vous sont exactes, ils sont, justement, beaucoup plus difficiles à déterminer. Si l'on se souvient de ce que dit Pascal sur le fait qu'on rend différents devoirs à différents mérites: devoir d'amour à l'agrément, devoir de crainte à la force, devoir de créance à la science, et qu'il est injuste et tyrannique d'essayer d'obtenir pour une

forme de mérite un type de reconnaissance qui ne peut s'appliquer, en réalité, qu'à un autre, il est intéressant de se demander, même lorsqu'on est philosophe, si l'injustice n'est pas parfois au moins autant du côté de la philosophie, qui exige souvent à tort des devoirs qui ne sont pas ceux qui lui reviennent, que de ceux dont elle se plaint régulièrement qu'ils les lui refusent.

Il n'y a sans doute pas beaucoup de disciplines et d'activités intellectuelles que leur nature même expose aussi directement qu'elle à la tentation constante de céder à ce que Pascal appelle le « désir de domination universel et hors de son ordre ». L'auteur des *Pensées*, qui formule une sorte de principe de séparation des mérites, un peu comme on dirait des pouvoirs, savait naturellement mieux que personne qu'il est probablement aussi peu applicable en pratique qu'il est fondé en théorie.

Le mérite est rarement le meilleur avocat dans sa propre cause et il n'a jamais intérêt à se présenter seul pour la défendre. La force, qui ne peut exiger légitimement comme devoir que la crainte, se sent le plus souvent obligée de s'exprimer au nom de la vérité et, qui plus est, de chercher à se faire aimer. Et la science, qui ne demande que le devoir de croyance que l'on doit à la vérité et dispose en principe de tout ce qu'il faut pour l'obtenir, a pourtant besoin aussi du secours de l'agrément et même jusqu'à un certain point de la force.

Je me suis souvent demandé, et encore aujourd'hui, je ne connais pas vraiment la réponse, ce qu'il en est sur ce point de la philosophie elle-même. En particulier, si l'on est prêt à considérer, bien qu'elle soit probablement la seule à le croire tout à fait, qu'elle ne représente pas elle-même une force et n'a aucun lien avec la force, le devoir que l'on doit rendre à ses mérites est-il le devoir d'amour ou le devoir de croyance? C'est une question très sérieuse, parce que la philosophie n'aurait certainement pas suscité chez les philosophes eux-mêmes le genre de critique radicale que nous connaissons, s'il avait été entendu clairement que le devoir qu'elle exige n'est pas celui de la croyance, mais un autre ou peut-être une combinaison de plusieurs autres [...]

Pascal note que « le ton de voix impose aux plus sages et change un discours en un poème de force ». Je me souviens d'avoir lu cette phrase une fois par erreur comme s'il avait dit qu'il change un discours en un « poème de force » et de m'être dit que cela pourrait être une expression qui s'applique assez bien à un discours comme celui de la philosophie elle-même.

Ce qui parle en faveur de cette idée est le rapport singulièrement mal défini et incertain qu'elle entretient avec la vérité, dont elle prétend généralement être la servante à la fois la plus désintéressée et la plus zélée, et le poids que représentent dans son cas le ton adopté généralement par ceux qui la pratiquent et leur façon un peu condescendante de considérer les activités plus ordinaires de l'homme, la profondeur, la difficulté et la gravité des questions dont elle s'occupe et le respect malade de crainte que ne peut manquer de susciter une tradition aussi longue et aussi prestigieuse que la sienne.

L'expression est, en tout cas, une de celles que j'appliquerais le plus volontiers à certaines des œuvres les plus représentatives de la philosophie d'aujourd'hui, qui me semblent relever davantage du poème de la force, qui joue sur une combinaison subtile de l'agrément avec la crainte, que de celui de la vérité, autrement dit, qui exigent et obtiennent souvent avec une facilité déconcertante un devoir de croyance presque inconditionnel, dont elles expliquent souvent en même temps qu'il n'a à peu près rien à voir avec celui que l'on est supposé devoir à la vérité et à elle seule [...]

Jacques Bouveresse
(Le texte intégral de la leçon sera publié par le Collège de France)

Un défenseur de la philosophie « analytique »

Né en 1940, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, Jacques Bouveresse a été professeur à l'université Paris-I et à l'université de Genève avant d'être élu au Collège de France. Il a consacré sa thèse et l'essentiel de ses travaux à l'œuvre de Wittgenstein. Il a été un des premiers à introduire en France, avec Jules Vuillemin et Gilles-Gaston Granger, deux de ses prédécesseurs au Collège de France, la philosophie anglo-américaine, dite « analytique », nourrie de logique, de réflexion scientifique et d'analyse du langage, que l'on oppose traditionnellement à la philosophie continentale, héritière de la métaphysique classique.

La plupart de ses livres ont été publiés aux Editions de Minuit, notamment *La Parole malheureuse* (1971), *Wittgenstein: la rime et la raison* (1973), *Le Mythe de l'intériorité* (1976), *Le Philosophe chez les autochtones* (1984), *Rationalité et cynisme* (1985).

connaissance nu à la philosophie de la connaissance, à moins, bien entendu, qu'on ne pense, comme certains semblent le faire aujourd'hui, que les tâches de la philosophie de la connaissance ont d'ores et déjà été reprises intégralement par les sciences cognitives, ce dont je suis personnellement loin d'être convaincu. Je crois plutôt que le développement des sciences cognitives a eu, entre autres choses, pour effet de ramener simplement au premier plan, sans pour autant nous donner nécessairement de meilleures chances de réussir à les maîtriser, certains des problèmes les plus difficiles et les moins résolus de la théorie de la connaissance traditionnelle, en particulier tous ceux qui sont liés depuis le début à l'idée même de « représentation » et au problème de la relation qui est supposée exister entre la représentation et ce qu'elle représente [...]

Je suis, je m'empresse de le dire, un peu sceptique sur la possibilité de répondre à la question « Qu'est-ce que la philosophie? », en essayant de fournir ce qu'elle donne l'impression d'exiger, à savoir une définition quelconque. Dans une des tentatives de réponse les plus récentes, qui attribue à la philosophie l'exclusivité de la création des concepts, je veux parler du livre fameux de Deleuze et Guattari *Qu'est-ce que la philosophie?*, l'analyse logique figure à peu près au dernier rang des substituts insolents et calamiteux qui ont prétendu à un moment ou à un autre

lement les questions philosophiques des problèmes scientifiques est même que nous disposons en principe de tout ce qui est nécessaire pour les résoudre et les résoudre complètement au moment où ils se posent. La raison essentielle de l'opposition qui existe sur ce point entre sa conception et celle que défendent les philosophes comme Vuillemin doit être cherchée dans la façon différente qu'il a de comprendre l'origine des problèmes philosophiques et d'interpréter le genre d'insatisfaction qui s'y exprime [...]

L'idée que la forme d'expression elle-même pourrait mentir, alors même que les phrases qui l'exemplifient disent quelque chose de tout à fait correct, constitue réellement ce qui est en cause dans la plupart des exemples de problèmes philosophiques que Wittgenstein discute. C'est ce genre de suspicion qui s'exprime dans des doctrines aussi différentes que le formalisme en mathématiques, le behaviorisme, l'idéalisme, le scepticisme concernant la possibilité de suivre une règle ou la présence réelle de la nécessité derrière l'usage que nous faisons des signes dans le raisonnement logique ou la démonstration mathématique. Nous avons l'impression que les faits réels ne sont pas ce que nos formes d'expression suggèrent qu'ils sont et qu'ils pourraient même être bien différents.

Or c'est justement, d'après Wittgenstein, cette référence à des faits réels, qui ne sont, bien entendu, ni les faits de l'expérience ordinaire ni

Références

- Wittgenstein, Ludwig Wittgenstein, logicien et philosophe né à Vienne en 1889, mort à Cambridge en 1951, a exercé une profonde influence sur la philosophie en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. On distingue en général le premier Wittgenstein, qui s'est intéressé à la structure logique du langage scientifique (*Tractatus logico-philosophicus*, 1921) du second, qui a pris pour objet le langage naturel (*Investigations philosophiques*, 1953). Selon Jacques Bouveresse, la philosophie de Wittgenstein « ne produit pas de propositions ni de vérités qu'on puisse appeler « philosophiques », mais clarifie simplement des confusions conceptuelles » (Le Monde daté 25-26 juin 1995).
- Granger, Gilles-Gaston Granger, né à Paris en 1920, ancien professeur

au Collège de France, où il était titulaire de la chaire d'épistémologie comparative, a consacré ses travaux à la philosophie des sciences.

- Vuillemin, Jules Vuillemin, né à Pierrefontaine-les-Varans (Doubs) en 1920, ancien professeur au Collège de France, où il occupait la chaire de philosophie de la connaissance, s'est intéressé à la logique et à l'histoire de la philosophie dans ses rapports avec l'histoire des sciences.
- Rorty, Richard Rorty, né à New York en 1931, est aujourd'hui le principal représentant du courant « pragmatiste » américain.
- Putnam, Hilary Putnam, né en 1926 à Chicago, est l'un des plus importants philosophes des mathématiques, mais il a travaillé aussi sur diverses questions d'épistémologie, ainsi que d'éthique et de psychologie.

Le Monde

Rencontre à hauts risques

ALGÉRIE : le mot n'a jamais été prononcé dans les discours officiels qui ont jalonné la visite d'Etat que Jacques Chirac a achevée, vendredi 6 octobre, en Tunisie. Mais le drame qu'il recouvre a été évoqué allusivement à plusieurs reprises, lorsqu'il a été mentionné les moyens d'éviter qu'il ne se propage aux autres pays maghrébins. S'exprimant à la tribune de l'Assemblée nationale, le président français a ainsi dit sa détermination à « combattre ensemble les forces de la régression et tous ceux qui veulent s'opposer à un rapprochement des deux rives de la Méditerranée dans une modernité commune ».

Encore faut-il s'entendre sur le mode d'emploi pour contrer le « péril vert », M. Chirac a paru satisfait de la méthode plutôt musclée que lui a exposée son homologue tunisien, M. Ben Ali. L'entourage du chef de l'Etat français n'a pas dissimulé sa compréhension pour la « grande fermeté » avec laquelle la Tunisie s'emploie à combattre les « dérives barbares » de l'intégrisme. La multiplication des attentats en France, dont les auteurs sont soupçonnés d'appartenir à la mouvance islamiste, prêcheuse, il est vrai, Paris à enlever - ou du moins à comprendre - ceux qui, comme M. Ben Ali, utilisent, avec un apparent succès, la manière forte contre les « barbus ».

S'agissant de l'Algérie, M. Chirac n'entend pas, non plus, voter aux géométries la nomenclature politico-militaire en place, si décriée soit-elle, quit à, faute de mieux, le mérite, à ses

yeux, de tenir les islamistes à distance respectueuse du pouvoir, et qui compte peut-être en son sein l'homme qui saura remettre, un jour, le pays sur rails. L'entourage du président français a ainsi laissé entendre que celui-ci rencontrerait « probablement » son homologue algérien, Liamine Zerroual, à la fin d'octobre, à New York, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la création de l'ONU.

Les milieux officiels français ont présenté cette probable rencontre, organisée, en terrain neutre, à la demande de M. Zerroual, comme s'inscrivant dans une démarche « légitime et naturelle » ; cependant, la campagne pour l'élection présidentielle sera alors ouverte, campagne pour laquelle l'actuel chef de l'Etat part grand favori. A cet égard, l'entourage de M. Chirac a exprimé le souhait que le scrutin se déroule « dans de bonnes conditions » et marque le début d'un processus qui conduira à la mise en place d'institutions démocratiques dans la mesure où démocratie et développement sont les meilleurs remparts contre l'intégrisme.

Ce luxe de précautions oratoires a du mal à dissimuler le fait que la rencontre de New York est une rencontre à hauts risques qui ne pourra pas ne pas être interprétée comme une sorte de caution apportée à un régime bien peu recommandable. Car la demande algérienne n'est pas innocente, et la réponse française pas davantage. Paris feint de croire - peut-être pour gagner du temps - que M. Zerroual, même mal élu, peut réussir à sortir l'Algérie du chaos.

QU'EST-CE qui déclenche une vague de courtoisie ? Un événement fort de l'actualité provoquant à la fois une émotion, des interrogations, des commentaires, un débat, ou une initiative rédactionnelle du journal, se prêtant à la contestation. On le voit, dans le premier cas, avec la mort de Khaled Kelkal.



L'AVIS DU MÉDIATEUR

Des lecteurs écrivent pour relancer des questions qui recourent et complètent celles que Le Monde avait posées, tandis que d'autres interpellent le journal sur les incertitudes, doutes et réflexions que le déroulement des faits et les déclarations des responsables publics ont inspirés à ses rédacteurs. Deux façons de réagir, pour ne pas dire deux grilles de lecture, qui ne sont pas otreuses (voir ci-dessous).

Le Monde a la sienne et ne prétend pas se situer confortablement, comme une sorte d'observateur impartial, entre des réactions contradictoires. Son apport consiste, d'une part, à donner, au fur et à mesure qu'il l'obtient, l'information la plus complète, dans laquelle chacun, le journal compris, puisse la marquer de son jugement, d'autre part, à montrer, soit en ren-

Au-delà des grilles

dant compte du débat public, soit en y participant par les contributions qualifiées de la page « Débats » et par les réactions spontanées du « Courrier des lecteurs », la diversité des avis et interprétations qui se confrontent.

Cette triple démarche, qui associe l'information sur les faits, les commentaires du journal et ceux du discours ambiant, n'est pas une garantie d'objectivité, puisque Le Monde, comme tout autre média, contribue à influencer par ses modes d'intervention le débat dont il veut rendre compte. Position ambiguë et, par là, toujours contestable dans son bico-fondé et ses effets !

QUÊTE CONCURRENTIELLE

Ces derniers sont, cependant, publics, et chacun peut les apprécier et les comparer à d'autres, dans un système d'information qui reste pluraliste. Les faits ne sont pas assésés unilatéralement et font l'objet d'une quête concurrentielle. Les commentaires ne s'imposent pas comme des évidences et, s'agissant de ceux du Monde, ses lecteurs en connaissent à la fois les références fondatrices et les nuances qu'y mettent la diversité des températures individuelles de la rédaction et la confrontation d'approches marquées par la spécialisa-

tion professionnelle. Enfin, l'espace ouvert au débat - et notamment à celui du rôle de la presse - varie suivant les médias dans des limites repérables par tous.

Au-delà des grilles personnelles de lecture, qu'il serait vain de nier et de condamner, le contenu d'un journal se juge aussi sur ces critères plus extérieurs. Il mérite, en outre, d'être examiné, bien qu'il découpe le temps en tranches, dans sa durée : ce peut être l'occasion de mieux apprécier l'opportunité de questions posées ou de jugements formulés à chaud, de constater que les torts n'étaient pas là où on les avait désignés et de découvrir qu'ils étaient ailleurs...

André Laurens

P.S. : L'exercice du journalisme a ses contraintes propres qu'il est, parfois, de bonne information de rappeler. A l'intention de M. Jean Chappelier, de Montigny (Vendée), qui s'agitait de « la conspiration du silence sur le sort des réfugiés serbes » et d'autres lecteurs qui nous ont fait des remarques analogues, nous précisons que l'envoyé spécial du Monde n'a pas obtenu de visa de Belgrade en août, alors que les réfugiés serbes de la Krajina affluaient, et qu'il était très difficile d'accéder à Banja Luka.

RENAUD LE GUNHEC

Paris

LA DÉRÉLICTION DU DESPÉRADO

Kelkal en cavale, devenu « ennemi public numéro un », abattu par balles. (...) C'est bien en milieu carcéral que le changement a dû s'opérer, au contact de codétenus islamisants. Et c'est certainement derrière les barreaux que sa haine aveugle de la société a dû se forger. Cette société qui lui a fait payer au prix fort un égarement de jeunesse. Et, au vu de la métamorphose à la sortie, le traitement semble criminel par rapport au délit commis.

N'aurait-il pas été plus avisé, plutôt que de se débarrasser en prison, de le condamner à une peine d'intérêt général, qui dénote plus une volonté de réintégration que d'exclusion ? Cela aurait pu lui éviter cette randonnée du désespoir avec la mort au bout. Après tout, l'action terroriste qu'il a menée contre la France, qu'il ait été manipulé ou pas par d'autres instances, ce Djihad sans foi ni loi, n'était peut-être qu'une manière de se révolter contre l'état d'exclusion qui était devenu le sien.

C'est pourquoi il serait peut-être grand temps de repenser le mode de répression judiciaire en ce qui concerne la petite délinquance. Certes, un délit doit être puni, une faute réparée. Mais il y a la manière. Et, derrière, la volonté d'exclusion ou de réintégration. Car il y a tant d'autres Khaled à venir, tant d'autres Khaled en puissance. L'état français, par le truchement de ses juges, serait bien inspiré de désamorcer cette bombe qui couve en nombre de révoltes potentielles, avant que tous les Kelkal de France ne lui sautent à la figure.

Pierre Caumont

Lyon

MARKISME MARKIEN OU LOGORRÉE ?

Votre page consacrée à la pensée de Jacques Bidet (Le Monde, daté 19-20 octobre) m'a laissé perplexe. (...) Depuis le suicide du soviétique, la pensée marxiste-marxienne en serait-elle à un tel degré d'outillage ? (...) A partir des années 80, même Soudov, l'idéologue du communisme soviétique, spécialiste toutes catégories de la langue de bois et du cynisme, n'osait ni écrire ni penser ainsi. En fait, à la réflexion sur des pistes d'avenir, Bidet préfère la noyade dans la logorrhée. Ne croyez-vous pas que la seule question qui mérite d'être posée consiste à savoir si nul ou non existe cette fameuse nature humaine malmenée par Marx et qui a conduit à l'absurde soviétique ? A lire questions et réponses, le lecteur a l'impression de faire un saut dans un passé révolu avec une analyse datant de la lampe à huile.

Il est vrai que, lorsque le drapeau rouge est tombé à Moscou, il s'est trouvé un intellectuel pour pleurer ce symbole dans vos colonnes. Pourquoi donc courir derrière un rêve révolutionnaire qui n'existera plus puisqu'il est avéré que la naphthaline n'est plus capable de causer les relents acres de mousolée. Le Monde ne saurait-il plus hiérarchiser l'information en donnant de l'espace à ce qui ne méritait même pas une brève ?

Jean Kehayan

Marseille

M. Chirac à l'heure du choix

L'ambition était belle et généreuse. Jacques Chirac, voulait inventer une « nouvelle politique économique et sociale, une stratégie réconciliant les syndicats les plus rétrogrades et les marchés financiers les plus fous, les nationalistes et les pro-européens, les amis de Philippe Séguin et ceux d'Alain Madelin. Aujourd'hui, le président de la République doit se rendre à l'évidence : cette mission était impossible. Il voulait éviter les crises monétaires et sociales. Il a la crise du franc et les premiers signes d'une crise sociale. La monnaie nationale a chuté, la cote de popularité de M.M. Chirac et Juppé aussi. Mardi, les fonctionnaires seront dans la rue. Pour Jacques Chirac, l'heure du choix a sonné.

Face à la crise monétaire, le gouvernement va, comme d'habitude, s'en prendre aux spéculateurs internationaux. Dès vendredi, Bercy parlera d'une « péripétie alimentée par la spéculation ». Le dire est une chose, le croire serait une grave erreur. Les marchés financiers sont certes agités par de malins opérateurs à l'affût du moindre gain, mais le jugement des investisseurs étrangers est d'abord celui d'épargnants à la recherche de placements sûrs et bien rémunérés. S'ils abandonnent la France, c'est qu'ils n'ont plus confiance dans la politique qui y est menée.

Comme nombre de Français, mais avec une optique profondément libérale, les investisseurs internationaux sont déçus par les premiers pas du nouveau pouvoir français. Ils lui avaient accordé, au départ, un crédit important. Ils

ont encore fait preuve, ces derniers semaines, d'une grande indulgence à son égard. La dégradation de l'image de la France a pourtant été spectaculaire - les études des analystes new-yorkais comme la presse internationale en témoignent. Pour tous, la politique économique adoptée est totalement « fléchée ». Il y a eu les maladroites du pouvoir. Il y a la cohérence du discours. Encore cette semaine, Alain Juppé est passé, d'une manière incompréhensible, d'une dramatisation forte - le « péril national » - à des propos rassurants - « la France n'est pas gravement malade ».

En fait, c'est l'absence d'une politique déterminée qui est sanctionnée par les marchés et par l'opinion. Le gouvernement affiche une priorité à la réduction des déficits publics et sociaux, mais dans le même temps il annonce chaque semaine de nouvelles dépenses. Il s'affirme libéral, mais il augmente les impôts et multiplie les interventions publiques. Il se proclame pro-européen, mais ne prend aucune initiative dans ce domaine - au grand dam de notre partenaire allemand. Jacques Chirac avait un vrai choix à arrêter entre une politique de relance volontariste écartant peut-être provisoirement la France du chemin tracé par le traité de Maastricht et une stratégie s'inscrivant résolument dans le cadre de ce texte approuvé en son temps par les Français. Il a jusqu'à présent tenté de concilier Séguin et Madelin, le sismo et le sprinter. Les syndicats et les marchés, les Français et nos voisins, lui demandent de choisir.

DU COURRIER DU MONDE

RACISME RENVERSÉ

Tandis que l'antimilitarisme le submerge, la tentation atténuée du sort des criminels que de celui de leurs victimes. Et cette dérive m'inspire et m'indispose. Un policier, un gendarme, serait-il à priori toujours suspect et un musulman, toujours innocent ou excusable ? Fallait-il, à Malval, que tombe un soldat pour justifier la mort d'un terroriste ?

Au PSU, où je fus vingt-cinq ans, on fermait les yeux sur les comportements des Maghrébins. Il fallait explorer nos propres crimes en Algérie. Et, cependant, Le Monde de mes vingt ans avait dénoncé la torture sans pour autant nier l'honneur des crimes d'un état entre 1954 et 1964.

En janvier, dans un premier temps Le Monde nouveau n'a pas manifesté une émotion excessive après les propos d'une radio minable applaudissant à la mort d'un gardien de la paix.

En mai 1993, c'est moins le calvaire des enfants et le courage de Laurence Dreyfus que les conditions de la mort du preneur d'otages de Neully qui allaient alimenter supputations et commentaires.

Et, à lire Le Monde du 3 octobre, l'important aujourd'hui, c'est moins l'assassinement du groupe terroriste de Khaled Kelkal que les propos trop péremptifs de Jean-Louis Debré, tandis que le doute est subtilement distillé sur les conditions de la mort de ce garçon. Les morts et les blessés de Paris sont déjà bien oubliés.

Je souhaite que Le Monde ne tombe pas dans le manichéisme du racisme renversé, que j'ai bien connu et qui ne peut que nourrir le discours du Front national, conforter son délire et grossir les effectifs de ses bataillons.

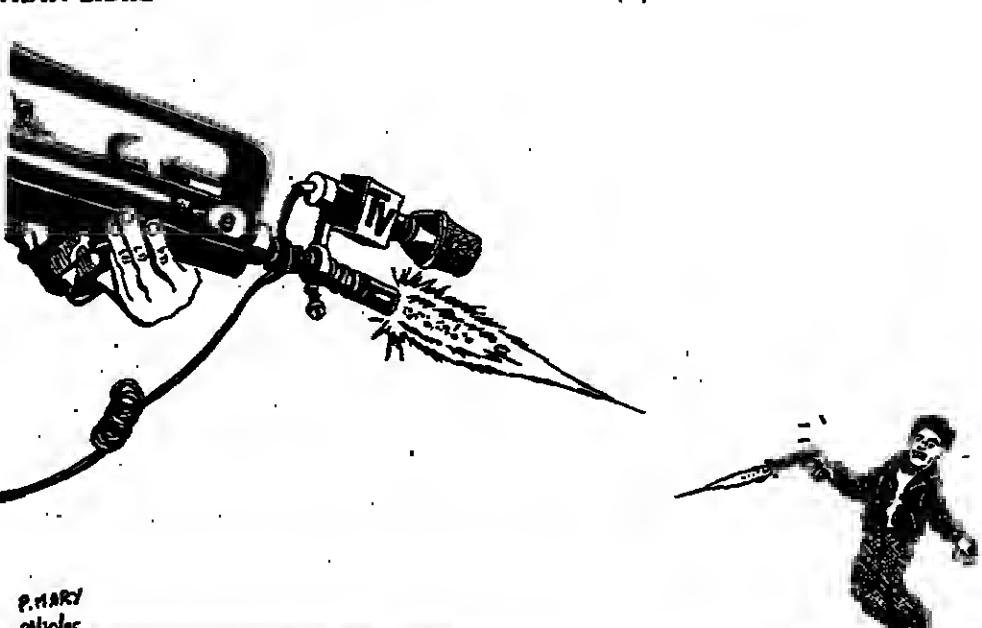
Louis Nicolas

Saint-Etienne

DES DOUTES UN PEU HÂTIFS

Les réactions à chaud de votre journal, qui est aussi le mien, à la fusillade filmée de Maison-Blanche, me laissent un peu perplexe, malgré toutes les précautions de style qui émaillent les textes de l'éditorial et de Pierre

TRAIT LIBRE



P. MARC

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.
Directeur : Jean-Marie Colombani, président du directeur, directeur de la publication ;
Directeur adjoint : Dominique Alméida, directeur général ; Noël-Jean Borgeaud, directeur de la rédaction ;
Eric Pélissier, directeur de la gestion ; Anne Chassebois, directeur délégué ;
Directeur adjoint de la rédaction : Fabry Pienet ;
Rédacteurs en chef :
Thomas Pevrari, Robert Solé, adjoints à la direction de la rédaction ;
Jean-Paul Besset, Bruno de Camille, Laurent Goussier, Daniel Heymann, Bernard Le Gendre, Manuel Luchini, Luc Rosenzweig ;
Alain Ruffat, conseiller de la direction ;
Daniel Verzet, directeur des relations internationales ; Alain Fournier, secrétaire général de la rédaction ;
Médiateur : André Laurens ;
Conseil de surveillance : Alain Milla, président ; Olivier Riffaud, vice-président ;
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1959), Jacques Rivet (1959-1963), André Laurens (1963-1965), André Follin (1965-1969), Jacques Lecomte (1969-1974) ;
Le Monde est édité par la SA Le Monde. Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 100 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Association Follin Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde ;
Le Monde-Entreprise, Jean-Marie Colombani, président du directeur ;
RÉDACTION ET BUREAU SOCIAL : 15, RUE VALGUYÈRE 75009 PARIS CEDEX 13
TEL. : (0) 46-46-25-25 Télécopieur : (0) 46-46-25-27 FAX : 266.8067
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-NEUVÉ-MÉRY 94832 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
TEL. : (0) 46-46-25-25 Télécopieur : (0) 46-46-30-10 FAX : 261.3117

ENTREPRISES

LE MONDE / DIMANCHE 8 - LUNDI 9 OCTOBRE 1995

DISTRIBUTION Les grandes surfaces sont attaquées de toutes parts : les politiques s'attaquent à leurs pratiques, les juges mettent en examen leurs dirigeants soupçonnés

d'avoir financé les partis politiques, le droit de la concurrence s'annonce moins favorable... ● LA GRANDE distribution joue la concertation sur l'emploi, les PME, le commerce ex-

térieur et l'aménagement du territoire. Mais c'est sur la réforme du droit de la concurrence qu'elle est prête à faire le plus d'efforts. ● LE CONSEIL NATIONAL du commerce

(qui regroupe l'ensemble de la profession, du petit commerce à l'hypermarché) se dit prêt à accepter le refus de vente, comme le réclament les fournisseurs, à renoncer à la pos-

sibilité de retirer un produit des rayons et, enfin, à lutter contre les prix artificiellement bas en élargissant les bases actuelles de l'interdiction de la revente à perte.

Attaquées, les grandes surfaces sont contraintes aux concessions

Critiquée par Jacques Chirac qui ne la prise guère, soumise à la pression toujours plus forte des PME, la grande distribution assouplit sa position sur la réforme du droit à la concurrence, notamment en se disant prête à accepter le refus de vente

AVIS DE TEMPÊTE ! Jamais, sans doute, les grandes surfaces n'avaient affronté des vents si contraires. Jamais, sans doute, la distribution moderne n'avait vu s'accumuler tant d'orages. Le chef de l'Etat s'émuet de ses pratiques. Les ministres durcissent le ton. Députés et élus locaux dénoncent ses effets. Les juges s'en prennent à ses dirigeants. Le droit de la concurrence s'annonce moins favorable. Le gel des ouvertures de magasins pourrait connaître un regain.

L'exemple est donné par le président de la République lui-même, qui n'hésite pas à apostropher, en plein conseil, son ministre du commerce, Jean-Pierre Raffarin, sur le prix du mouton au marché de Périgueux. « Dix francs le kilo », s'empare le chef de l'Etat qui dénonce ce cours dramatiquement bas. « C'est le fruit des dévaluations de nos partenaires européens, les grandes surfaces n'y sont pour rien », rétorque un professionnel. Nul ne l'entend.

Le gouvernement emboîte le pas au chef de l'Etat. Jean-Pierre Raffarin amplifie ses critiques au fil de ses interventions. Dans *Le Monde*, en juillet, il dénonce le « bilan plus que discutable » de la grande distribution. Au *Figaro*, en septembre, le ministre des PME, du commerce et de l'artisanat, assène sans ménagement, que « certaines promotions

commerciales ne sont en réalité que les promotions du chantage ». Aujourd'hui, le ministre se fait plus direct encore, exigeant des grandes surfaces « qu'elles abandonnent leur traditionnel discours d'autosatisfaction pour celui des réformes ».

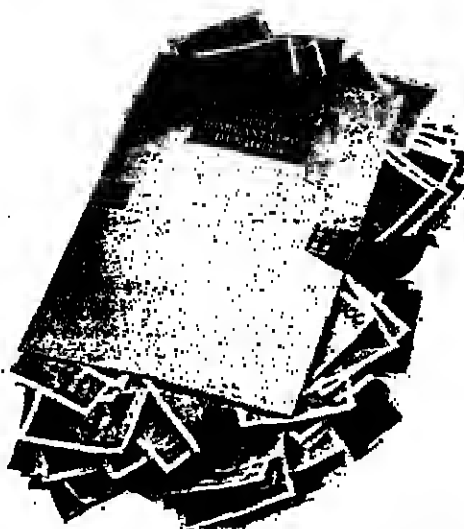
4 mai 1994), s'inquiète publiquement désormais d'un « risque de dérive » lorsque le débat viendra au Parlement. « Compte tenu de la gravité des situations constatées, dit-il au *Figaro*, les parlementaires (...) ont effectivement le désir d'y mettre un

PDG d'Auchan et de Promodès (Continu), Gérard Mulliez et Paul-Louis Halley, suivis peut-être d'autres, comme les rebondissements politico-judiciaires affectant les centres Leclerc toulousains, ne font qu'ajouter à la confusion. « Le commerce est prostré », confie un professionnel.

Des mouvements d'humeur se font jour. La profession tarde à rédiger la Charte pour l'emploi qui lui réclame le gouvernement. « Cela ne veut pas dire qu'elle n'en fera pas. Ni qu'elle ne créera pas d'emplois », s'empresse de corriger Jacques Dermagne, président du Conseil national du commerce. Mais c'est un signe. Comme pourraient l'être, si elles se concrétisaient, les mesures de rétorsion évoquées par certaines entreprises, mezzo voce pour l'instant.

On n'en est pas là. Pour l'heure, la profession joue la concertation. Jeudi 5 octobre, Jérôme Bédier, président de la Fédération du commerce et de la distribution (FCD), a esquissé devant Jean-Pierre Raffarin ses premières propositions sur l'emploi, les PME, le commerce extérieur ou encore l'aménagement du territoire. Mais c'est sur la réforme du droit de la concurrence que la distribution a fait, jusqu'ici, le geste le plus précis. Bien qu'opposé à toute réforme globale de l'ordonnance du 1^{er} décembre 1986, le Conseil national du commerce a adressé au secrétaire d'Etat aux finances, Hervé Gaymard, une « position » en nette rupture avec sa raideur passée (*Le Monde* du 18 juillet).

Loi Royer. Pour implanter des hypermarchés en France, il convient que les distributeurs, même européens, aient un bon dossier.



Tout le monde fait attention de ne pas se laisser aller à cacher de la Loi Royer qui bannit l'implantation des grandes surfaces, le plan des centres commerciaux, mais pas pour le moment être créés qu'il s'agit de mettre de l'argent. La politique a une autre dimension que le droit de l'économie. Mais que les distributeurs ne se laissent pas aller à dire que les hypermarchés sont des centres commerciaux. Les hypermarchés sont des centres commerciaux.

E.LECLERC

HYPERMARCHÉ

Dès 1988, les centres Leclerc dénonçaient par voie publicitaire les exigences des municipalités pour l'implantation de grandes surfaces.

Un capitalisme sans capitaux

Un tir groupé... Dans le dernier classement des grandes fortunes professionnelles françaises du *Nouvel Economiste*, les propriétaires d'hypermarchés se taillent la part du lion. « Non seulement les Mulliez (Auchan), Bourles (Cora) et Defforey (Carrefour) trident les premières places, mais l'évaluation de leurs fortunes explose de plusieurs milliards », souligne l'hebdomadaire. Et les Halley (Continu), les Toulouze, Deroy et Drian (Mammouth) ne sont qu'à quelques rangs de là. Autant d'aventures entrepreneuriales nées des conférences de Dayton (Arizona), organisées au début des années 60 par le fabricant américain de caisses enregistrees NCR, pressé d'étendre au monde le commerce moderne. Juste avant que ne s'ouvrent le premier Carrefour, en 1963, et le premier Auchan, en 1964. Autant de familles qui ont pu développer en France, plus qu'ailleurs, un capitalisme sans capitaux. « Vendre ses stocks à trente jours, les payer à quarante et utiliser le produit de l'argent placé pendant dix jours pour financer les nouveaux magasins, c'est le B.A.-Ba du métier », explique un professionnel. Des délais de paiement qui ont fait de bien belles fortunes.

Les critiques se font si vives que même Jean-Paul Charlé, le vice-président de la commission de la production et des échanges à l'Assemblée nationale, qui a fait de la lutte contre « les prix anormalement bas » son cheval de bataille (*Le Monde* du

terme, quelles que soient les solutions.

C'est peu dire que le retour des « affaires » sur le financement des partis politiques par la grande distribution tombe mal. C'est peu dire, aussi, que les mises en examen des

« Affaires » au... grand jour

TOUT LE MONDE SAVAIT. Parce que, depuis des années, tout a été dit, écrit, décrit dans des rapports du Conseil économique et social, dans les journaux, à la télévision même, sur les effets pervers de la loi Royer réglementant depuis 1973 l'ouverture des grandes surfaces. Tout a été dénoncé par la profession elle-même. Nul n'en doute, l'affaire Desrèze, avec son cortège de financements illégaux aux partis politiques, n'en est qu'un des débuts (*Le Monde* du 4 octobre). Elle pourrait faire naître un vent de révolte et de fronde, chez les cadres notamment, piégés pendant trente ans par un système infernal, qui risque de se retourner contre eux. Les politiques n'ont-ils pas attendu 1993 et la loi Sapin pour mettre un terme à un racket quasi officiel ?

Dès 1986, le Conseil économique et social, chargé par le premier ministre d'alors, Jacques Chirac, de dresser le bilan de la loi Royer, s'alarme, sous la plume de Jean Regimbeau, des « effets pervers de la réglementation ». Celui-ci évoque, à mots encore couverts, les « pratiques peu orthodoxes » que la difficulté à décrocher les autorisations engendrent, ces « sollicitations pressantes (...) pour l'octroi de concours financiers divers ».

Deux ans plus tard, Jacques Dermagne, l'actuel président du Conseil national du commerce (CNC), se fait plus direct. Dans une nouvelle étude du Conseil économique et social, il dénonce cette fois « l'exigence des forces politiques qui ont utilisé [la loi Royer] comme un moyen de financement soit de réalisations qui as-

surent les réflexions, soit de bureaux d'études qui ne sont que les officines des partis politiques ». Mais c'est, comme toujours, Michel-Edouard Leclerc qui frappe le plus fort. Dès 1987, le journal du groupe, *Parti prix*, s'offre un numéro spécial intitulé « Halte au racket ». Alors qu'éclate, l'année suivante, l'affaire des fausses factures de Nancy, qui voit Michel Bourriez, le patron des hypermarchés Cora, faire plusieurs mois de prison, le patron des centres Leclerc s'offre une tribune chez Sériol, sur Antenne 2. De pleines pages de publicité publiées par le groupe dans la presse s'interrogent sur « le rapport entre la caisse d'un supermarché, celle d'un parti politique et la loi Royer ».

Dans son livre *La Fronde des Caddies*, paru chez Plon en 1994, Michel-Edouard Leclerc revient sur le « marché des outorisations ». Un marché qui « fait vivre toute une faune de rabatteurs, les uns outorisés, les autres au service de partis politiques », les autres, opportunistes bien installés dans les avenues du pouvoir. Il a fallu attendre 1993, et une dérive que chacun savait croissante, pour que la loi Sapin revête enfin le mode d'autorisation. Et remplace les commissions départementales d'urbanisme commercial (CNUC) par de nouvelles commissions, à la composition moins politique. Surtout, la commission nationale chargée des recours est placée entre les mains de hauts magistrats, et ses décisions pour avis deviennent sans appel. Le ministre du commerce se voit retirer tout pouvoir d'intervention. « Du jour au lendemain, il n'y a plus eu de problèmes », dit un professionnel. Pourquoi avoir attendu si longtemps ?

P.-A. G.

Les Etats-Unis assouplissent leur législation pour l'exportation de super-ordinateurs

WASHINGTON de notre correspondant
La décision tant attendue par l'industrie informatique américaine a été annoncée, vendredi 6 octobre, par Bill Clinton : les Etats-Unis ont décidé de réduire les contrôles, institués en 1993, qui limitent l'exportation de super-ordinateurs. Les fabricants américains, comme Cray, Convex et IBM, vont pouvoir accroître leur présence face à la forte concurrence des japonais Fujitsu, Hitachi et NEC. La décision de l'administration démocrate n'est pas dénuée d'arrière-pensées électoralistes : les « grands » de l'industrie informatique – qui ont largement soutenu Bill Clinton en 1992 – se sont livrés à un intense lobbying auprès de la Maison Blanche.

Après l'annonce de Bill Clinton, les critiques n'ont pas tardé : en autorisant un relèvement significatif du seuil de la puissance des ordinateurs au-delà duquel une licence d'exportation est nécessaire, l'administration, soulignent plusieurs responsables républicains, va four-

nir à des pays peu sûrs, voire hostiles aux Etats-Unis, les moyens d'accroître leur capacité à produire des armements complexes (missiles), y compris dans le domaine nucléaire.

Aux termes de la législation de 1993, le seuil autorisé est fixé à 1 500 MTOP (*Million Theoretical Operations per Second*) : ce sigle, qui signifie « million d'opérations théoriques par seconde » correspond à la mesure française « mégaflops ». Ce seuil avait été fixé en tenant compte d'un certain nombre d'imprévisibles de sécurité liés au risque de la prolifération. Le gouvernement avait cependant conscience de la rapidité avec laquelle évolue la technologie dans ce domaine. Le marché des ordinateurs, souligne la Maison Blanche, a été transformé par l'émergence de « stations de travail » associant de multiples microprocesseurs dotés d'une grande vitesse de calcul numérique. Il est de plus en plus facile d'installer des ordinateurs « en parallèle » et en réseau, ce qui permet des applications militaires, par

le biais de la simulation. Actuellement, de nombreux PC (ordinateurs portables) disponibles dans le commerce, dépassent le seuil de 1 500 MTOP.

GÉOMÉTRIE VARIABLE

A la fois soucieuse des implications pouvant affecter la sécurité nationale des Etats-Unis et de l'état de santé, plutôt préoccupant, de l'industrie informatique, l'administration a élaboré une nouvelle réglementation à géométrie variable : le relèvement du seuil

fatidique (jusqu'à 10 000 MTOP) s'accompagne d'une prise en compte du « facteur risque » des pays auxquels sont destinés les super-ordinateurs américains.

Les restrictions demeurent intégralement maintenues pour quatre pays accusés par Washington de promouvoir le terrorisme et qui cherchent à développer l'arme nucléaire : l'Irak, l'Iran, la Libye et la Corée du Nord. Un second groupe de pays (Inde, Pakistan, tous les pays du Proche-Orient et du Maghreb, ceux de l'ancienne Union so-

viétique, ainsi que la Chine) se voit accorder une autorisation globale jusqu'à 2 000 MTOP. Au-delà et jusqu'à 7 000 MTOP, la vente sera libre, sauf pour des acheteurs militaires ou susceptibles de travailler dans le domaine militaire, qui devront obtenir une licence. Au-dessus de 7 000 MTOP, une licence sera obligatoire dans tous les cas. Un troisième groupe de pays dits « amis » (dont plusieurs pays d'Amérique latine, comme le Mexique), pourra importer des ordinateurs d'une puissance inférieure à 10 000 MTOP pour un usage civil. Le dernier groupe est constitué par les pays considérés comme alliés des Etats-Unis (France, Grande-Bretagne, etc.) : dans ce cas, la plupart des restrictions sont levées.

Ces distinctions sont cependant assez théoriques. Dans plusieurs pays (par exemple la Chine et le Pakistan), il est difficile de distinguer entre un acheteur civil et un acheteur militaire.

Laurent Zecchini

Des Cray pour les essais nucléaires français

La France négocie avec les Etats-Unis l'achat de trois types d'ordinateurs afin de disposer de moyens puissants de calcul pour ses simulations d'essais nucléaires. Il s'agit notamment d'ordinateurs Cray T3D (128 processeurs) et Cray T3E (qui sont des machines dites « massivement parallèles », c'est-à-dire d'une plus grande rapidité de calcul avec des mémoires importantes).

Le coût de cette acquisition est évalué à 400 millions de francs. Les Etats-Unis n'y opposent pas d'embargo, ce qui n'a pas toujours été le cas. En 1958 et 1964, Washington avait refusé au Commissariat à l'énergie atomique (CEA) la cession d'ordinateurs – moins perfectionnés – pour les tests nucléaires.

EUROTUNNEL : Graham Corbett, directeur financier d'Euromet, a annoncé le 6 octobre que la société ferait probablement appel au marché en réalisant une augmentation de capital ou une émission d'obligations, qui pourraient être convertibles en actions. Patrick Ponsolle, coprésident d'Euromet, souhaite aller vite pour résoudre la crise bancaire du concessionnaire du tunnel sous la Manche. « Notre objectif est une solution financière avec notre syndicat bancaire d'ici à fin janvier », a-t-il déclaré.

Autonomie : la Commission européenne a négocié avec les japonais – du fait que la demande de véhicules neufs en Europe ne progressera que de 1,7 % en 1995, avec 12,946 millions d'unités, au lieu des 4,3 % prévus – une réduction de leurs exportations de 34 000 unités en 1995 pour les porter à 1,071 million de véhicules. « Les exportations japonaises vers les marchés de l'Union européenne devraient en fait être de 100 000 à 150 000 unités en dessous du plafond autorisé, même révisé », a précisé le 6 octobre un des responsables de la Commission européenne, Guy Crouzet.

سكيا من الامل

Crédits, changes et grands marchés

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Débordante activité en marks

VEDETTE de la semaine sur le marché des capitaux autant que sur celui des changes, le deutchmark a occupé le devant de la scène de façon impressionnante. Il a servi à libérer dix-huit nouveaux emprunts internationaux pour 7,35 milliards de DM au total, soit environ 25,7 milliards de francs français. Or, mardi dernier était férié outre-Rhin. Cette somme a donc été atteinte en quatre jours seulement. Elle correspond à plus de la moitié du montant des treize et un euro-emprunts contractés depuis le début de l'année dans le compartiment de l'eurofranc français.

Pour éviter toute ambiguïté, il convient de soustraire les opérations lancées par des débiteurs allemands, dont quelques-unes n'ont obtenu qu'un faible écho en dehors de leur propre pays. Restent dix transactions vraiment internationales, qui totalisent 4,45 milliards de DM, soit le tiers de l'ensemble des émissions de l'année en eurofrancs.

Cette débordante activité est d'autant plus remarquable qu'elle n'a réajusté ni sur les satellites immédiats du mark ni sur son concurrent, le franc suisse. Il n'y a eu aucune nouvelle émission étrangère en florins hollandais ou

en schillings autrichiens, et la devise helvétique n'a pas été plus sollicitée que d'habitude. Avec 870 millions de francs suisses de nouveaux emprunts étrangers, la moyenne hebdomadaire a été bien respectée.

UN TRÉSOR DE GUERRE

La comparaison est intéressante dans la mesure où la spéculation a récemment fait jouer l'une contre l'autre les deux principales devises fortes de notre continent, le franc suisse étant privilégié par ceux qui misaient sur un succès de l'union monétaire européenne, le mark ayant la faveur de ceux qui doutaient de cette entreprise. Cette évolution se poursuit, certes, et le franc suisse continue d'en bénéficier. Mais force est de constater, pour ce qui est des obligations à moyen et long terme, que le compartiment allemand du marché des capitaux est aujourd'hui mieux armé pour répondre aux exigences contradictoires des différents investisseurs.

Le choix est large. Certaines opérations conviennent à ceux qui redoutent l'introduction d'une monnaie unique moins solide que le deutchmark et d'autres s'adressent aux sceptiques qui peosent que le calen-

drier de Maastricht ne sera pas tenu et que, partant, la devise allemande s'affermira encore. Trois nouveaux emprunts en marks, dont le plus grand à la Suède pour débiteur, viendront à échéance le 30 décembre 1998, juste à temps pour être remboursés en marks et non pas dans la monnaie européenne qui pourrait exister deux jours plus tard, dès le nouvel an de 1999.

Toutes les autres nouvelles enro-obligations sont plus longues. La plupart ont cinq ans à courir, comme celle de 300 millions de DM que dirige Paribas pour Electricité de France ou celle de 1 milliard de DM dont s'occupe la maison de titres japonaise Nomura pour le Crédit local de France. Cette dernière affaire est destinée à trouver preneur au Japon, où les épargnants se montrent friands de placements en devises étrangères. Elle se distingue aussi par sa taille. Le Crédit local entend lever cette année bien plus de 40 milliards de francs français. Les ressources qu'il se procure à bon compte vont être prêtées aux communes, aux départements et aux régions. Il n'a, en fait, pas l'emploi immédiat de la totalité de ces fonds et cherche à se constituer une sorte de « trésor de guerre ».

Ce n'est pas le seul emprunteur à prendre ainsi de l'avance qui lui permettrait, le cas échéant, de surmonter une période difficile. Le souvenir de la fermeture du marché international des capitaux au moment de la guerre du Golfe est actuellement très présent dans les esprits.

Christophe Vetter

MARCHÉS MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

L'impasse monétaire

LA CHUTE brutale du franc, vendredi 6 octobre, a eu de fortes répercussions sur les marchés monétaire et obligataire. Le contrat notional du Matif - le contrat à terme sur les obligations d'Etat françaises - a terminé à un niveau de 114,72 points, soit une baisse de 42 centimes. Parallèlement, le taux de rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans est remonté à 7,57 %. L'écart de rendement avec les titres d'Etat allemands de même échéance a pour sa part franchi la barre des 100 points de base (1 %).

Mais les tensions ont été plus fortes encore sur les taux d'intérêt à court terme. Les taux à trois mois sont remontés en France à 7 %, alors qu'ils s'établissaient encore à 5,5 % à la mi-septembre. Le contrat à terme sur le Fibor 3 mois du Matif a pour sa part connu un vendred' noir. L'échéance décembre est tombée en cours de séance à un plus bas niveau de 92,65 pour terminer finalement au repli de 42 centimes à 93,00. Ce cours signifie que les opérateurs des marchés financiers envisagent par anticipation que les taux à trois mois s'établiront à 7 % à la fin de l'année, soit un écart de 3,1 % avec les taux allemands de même durée.

Cette envolée des taux d'intérêt a

court terme reflète la crainte des opérateurs de voir la Banque de France durcir sa politique monétaire afin de tenter de mettre un terme à la dépréciation du franc. Vendredi, l'institut d'émission s'est contenté de suspendre ses opérations de prises en pension de 5 à 10 jours et de ne plus consentir que des pensions à 24 heures au taux de 6,15 %. Toutefois le niveau de ce taux plafond n'a pas été relevé.

AVERTISSEMENT

La mesure qu'elle a prise est destinée à empêcher que les établissements financiers ne viennent s'approvisionner auprès d'elle en liquidités à des taux défiant toute concurrence, alimentant par là même les attaques contre le franc.

P.-A. D.

MATIF

Echéances 6-10	Volume	Dernier prix	Plus haut	Plus bas	Premier prix
NOTIONAL 10 %					
Déc 95	287 115	114,72	114,94	114,30	114,72
Mars 96	2 015	114,24	114,42	113,82	114,22
Jun 96	10	114,42	114,48	113,78	114,40
FIBOR 3 MOIS					
Déc 95	143 883	93,37	93,37	92,85	93
Mars 96	31 177	93,78	94	93,70	93,92
Jun 96	14 016	94,18	94,32	94,12	94,30
Sept 96	2 907	94,18	94,30	94,15	94,30
ECU LONG TERME					
Déc 95	2 772	85,92	85,92	85,18	85,70
Mars 96					84,90

DEVICES ET OR

Le franc pris au piège

« LA PRESSION doit devenir trop grande. Le couvercle a fini par sauter », résumait, vendredi soir 6 octobre, un opérateur sur le marché des devises. Dans la matinée, le franc avait fait l'objet d'attaques massives. Il a brutalement cédé du terrain face à la monnaie allemande. Il a glissé, en moins de deux heures, de 3,4680 francs à 3,4980 francs pour 1 deutchmark. En début d'après-midi, à l'ouverture du marché américain, le franc connaissait un nouveau mouvement de repli. Il tombait à 3,5150 pour 1 mark, incitant la Banque de France à supprimer le taux de ses pensions de cinq à dix jours. Cette mesure a eu un impact limité. Le franc a terminé vendredi soir, à New York, à 3,5120 francs pour 1 mark.

Si des tensions étaient perceptibles depuis deux semaines, elles avaient gardé, jusqu'à mercredi soir, un caractère limité. Déçus par le projet de budget pour 1996, les investisseurs internationaux avaient

choisi de réduire leur exposition sur le marché français. Les ventes d'emprunts d'Etat auxquelles ils avaient procédé avaient fait fléchir le franc, mais dans des proportions réduites. Il ne s'agissait pas à proprement parler d'attaques en règle contre la devise.

De la même façon, la baisse du franc, jusqu'au milieu de la semaine, semblait avant tout obéir à des raisons extérieures. La devise française apparaissait d'abord comme la victime de la recrudescence du dollar. Celui-ci avait fortement baissé, il y a quinze jours, à la suite de l'annonce du plan de relance de l'économie japonaise et d'une hausse du déficit du commerce extérieur américain. Cette baisse de la monnaie américaine avait profité au deutchmark. Les ventes massives de billets verts auxquelles procèdent les grands investisseurs internationaux profitent de façon mécanique, par un mouvement de bascule, à la monnaie allemande, en raison du

rôle prédominant que joue le deutchmark sur le marché des changes (le quart des transactions, soit environ 400 milliards de dollars par jour, s'effectue sur la parité dollar-mark). Lorsque les opérateurs vendent du dollar, ils achètent d'importantes quantités de marks.

DRAMATISATION

Les propos tenus par plusieurs responsables économiques et monétaires allemands avaient également contribué à renforcer le deutchmark. En s'interrogeant publiquement sur l'avenir de l'Union économique et monétaire européenne, ils avaient provoqué un vaste afflux de capitaux vers le deutchmark, monnaie-refuge dans le cas où la monnaie unique ne verrait pas le jour. A cet égard, le sommet européen de Valence qui s'est déroulé le samedi 31 septembre et le dimanche 1^{er} octobre n'avait pas entièrement rassuré les opérateurs des marchés financiers. L'effet apaisant des déclarations tenues en Espagne par les responsables allemands avait d'ailleurs vite été effacé par les propos d'Ottmar Isenring, économiste en chef de la Bundesbank. Il avait estimé, mardi 2 octobre, que la rédaction d'un nouveau traité serait nécessaire afin d'imposer, après le 1^{er} janvier 1999, des règles de discipline budgétaire aux différents Etats membres.

Dès mercredi soir, toutefois, les

facteurs internes de baisse du franc ont pris le relais des éléments externes. Les déclarations du premier ministre, évoquant à propos de l'état des finances publiques de la France une situation de « péril national », ont eu pour effet de dramatiser la situation. Les investisseurs ont été d'autant plus sensibles à ces propos alarmistes qu'ils ont par ailleurs porté un jugement négatif sur le projet de budget pour 1996.

A leurs yeux, le projet de loi de finances pêche d'abord par des prévisions de croissance trop optimistes. Le gouvernement mise sur une progression de 2,8 % du produit intérieur brut, alors que les instituts de conjoncture parient en moyenne sur une hausse de 2,5 %. Dans ces conditions, les créations d'emplois seraient moins nombreuses qu'attendu, et les recettes fiscales moindres. Les opérateurs des marchés financiers reprochent également au gouvernement d'avoir uti-

lisé la voie de la hausse des recettes - et non celle de la réduction des dépenses - pour tenter de réduire les déficits publics. Ils attendent enfin de connaître le détail des mesures envisagées pour mettre un terme au dérapage des comptes sociaux.

La situation des finances publiques ne suffit toutefois pas à expliquer l'écroulement brutal du franc. Des incertitudes sociales et politiques y ont également largement contribué. Les investisseurs craignent par exemple que la grève organisée dans la fonction publique ne constitue un prélude à des conflits sociaux de grande ampleur. La chute spectaculaire de la cote de popularité d'Alain Juppé dans les sondages et les suites judiciaires éventuelles liées à l'appartement occupé par le premier ministre sont observées avec inquiétude par les opérateurs internationaux. Les analystes craignent que ces multiples

incertitudes ne soient pas rapidement levées et que, dans un tel contexte, le franc reste durablement sous pression.

Pierre-Antoine Delhommeaux

L'OR

	Cours 29-09	Cours 06-10
Or fin (le gramme)	60 000	61 700
Or fin (le once)	61 130	62 800
Prix français (200)	349	352
Prix français (100)	352	354
Prix suisse (200)	350	354
Prix suisse (100)	350	352
Prix britannique (200)	350	359
Souverain	445	451
Souverain Elisabeth II	442	449
Demi-souverain	271	272
Pièce de 20 £	2 440	2 460
Pièce de 10 £	1 212,50	1 222,50
Pièce de 5 £	710	710
Pièce de 50 pesos	2 255	2 275
Pièce de 20 marks	449	441
Pièce de 10 florins	364	369
Pièce de 5 roubles	236	245

* Ces pièces d'or ne sont cotées qu'à la séance hebdomadaire supplémentaire.

COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 29 SEPTEMBRE AU 6 OCTOBRE

DEVISE	New York	Paris	Zurich	Frankfurt	Bruxelles	Amsterdam	Milan	Tokyo
Libre	1,285	1,285	1,285	1,285	1,285	1,285	1,285	1,285
DM	3,468	3,468	3,468	3,468	3,468	3,468	3,468	3,468
Franc suisse	1,977	1,977	1,977	1,977	1,977	1,977	1,977	1,977
Franc belge	3,404	3,404	3,404	3,404	3,404	3,404	3,404	3,404
Deutchmark	20,957	20,957	20,957	20,957	20,957	20,957	20,957	20,957
Yen	0,9255	0,9255	0,9255	0,9255	0,9255	0,9255	0,9255	0,9255

MATIÈRES PREMIÈRES

Envolée des matières agricoles

SECON une récente étude de la banque américaine Goldman Sachs, la « pause » que connaissent actuellement les matières premières correspond au signal d'une future envolée des cours. Pour ces analystes, les périodes de ralentissement en 1970, en 1978 et en 1986 ont été toutes les fois suivies de reprises marquées. « La demande reprend après une période de ralentissement et les producteurs déstabilisés manquent de rapidité pour adapter leurs capacités de production à cette consommation, ce qui génère une tension sur les prix. » Ces économistes s'attendent à ce que le cycle actuel bénéficie bientôt aux métaux comme aux productions agricoles.

Une analyse qui n'est pas totalement vérifiée pour l'instant, même si les produits agricoles (le blé et le maïs mais aussi une céréale dont

on parle moins, le riz) ont le vent en poupe. Le riz, comme le blé, a dû affronter les caprices de la météo. La Chine, cet été, assistait, impuissante, aux débordements du fleuve Rouge dans le Sud. De sorte que le premier producteur mondial - près de 175 millions de tonnes produits l'année dernière - envisage une baisse de sa récolte de 4 %, au bas mot. « L'empire du Milieu s'est déjà porté acquéreur d'au moins 1 million de tonnes de riz cette année », assure un opérateur. Bon nombre d'analystes sont persuadés que les importations chinoises continueront en 1996, en raison de la croissance démographique de ce pays.

Les cours s'envolent d'autant plus que, en dehors de la Chine, presque tous les pays exportateurs ont été touchés : des monnaies ont également endommagé les ré-

coltes de l'Indonésie, du Vietnam et de la Thaïlande, respectivement troisième, cinquième et sixième producteurs de riz. Quatrième fournisseur, le Bangladesh ne peut évidemment pas exporter la moindre marchandise.

A l'évidence, c'est l'Afrique qui sera la plus touchée par l'envolée de cette céréale qu'elle importe massivement : le tiers de la production mondiale s'achemine chaque année vers ce continent. Cette région du monde traverse décidément une période difficile. Les prix des produits de base ne cessent de monter sauf lorsqu'il s'agit de denrées tropicales. Le cacao et le café boivent la tasse, alors que le coton, cette autre denrée des « agricultures tempérées », prend de l'altitude. Il est monté jusqu'à 2 000 dollars (10 000 francs) la tonne, il s'établissait, il y a un an, à 1 300 dollars la tonne. Curieusement, la demande en coton ne se montre pas particulièrement pressante, précisément parce que les cours sont trop élevés. Les fileteurs attendent des jours meilleurs pour s'approvisionner. « Ils font un pari sur l'avenir », explique un opérateur, « étant donné le prix du tissu, ils ne peuvent se permettre d'acquiescer du coton aux prix actuels. » En dépit de cet attentisme, les cours

restent élevés. Pourquoi ? Parce que le coton vit d'espérance. « L'Europe va revenir aux achats, elle se fera livrer au maïs de novembre », affirme un habitué du secteur.

REDRESSSEMENT DU SUCRE

Par ailleurs, ce sont les Etats-Unis, le premier fournisseur mondial, qui font le marché. Or les prévisions du département américain de l'agriculture (USDA) ne cessent d'être revues à la baisse. De 24 millions de balles (une balle est équivalente à 220 kg en moyenne), la récolte américaine, selon ces estimations, est passée à 19,5 millions de tonnes. Les dernières prévisions qui paraitront le 10 octobre - mais dont les opérateurs ont déjà connaissance - feront état d'une production de 18,5 millions de tonnes. Le coton est une culture fragile. Par ailleurs, le Pakistan et l'Inde, pour les mêmes raisons, sont également en mauvaise posture.

Les cours du sucre, à la grande surprise des analystes qui prévoyaient un effondrement, à cause de la surproduction mondiale, amorcent un réel redressement. Paradoxalement, cette surproduction est toute théorique ; elle ne revêt pas grande signification si les

quantités ne sont pas disponibles. Or la récolte brésilienne - le Brésil est le quatrième exportateur mondial après Cuba, l'Union européenne et l'Australie - n'arrivera à échéance qu'à la mi-octobre. C'est précisément en cette période de vacance de l'offre que la Colombie - encore elle, ses besoins sont immenses pour toutes sortes de produits - se fait la plus insistante. Par ailleurs, Cuba qui augmente laborieusement son offre depuis deux ans ne sera pas très présente sur le marché, de l'avis des négociants. L'île des Antilles, qui a toujours pri-

vilégié le troc, vient de signer un accord avec le Venezuela : elle échangera de la canne contre du pétrole.

Si les produits agricoles (à l'exception des denrées tropicales) bénéficient d'une relative embellie, les métaux semblent sortir avec peine d'une crise incompréhensible. Seuls les métaux précieux, et en particulier le platine, demandé par le Japon, tiennent le choc, mais les niveaux n'ont rien d'euphorisants.

Marie de Varney

LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES	6-10	5-10
Dow Jones comptant	251,07	251,07
Dow Jones à terme	312,71	312,71
METALLS (Londres)		
Cuivre comptant	2 855	2 855
Cuivre à 3 mois	2 821	2 821
Aluminium comptant	1 769,50	1 769,50
Aluminium à 3 mois	1 795	1 795
Plomb comptant	597	597
Plomb à 3 mois	607	607
Etain comptant	6 270	6 270
Etain à 3 mois	6 263	6 263
Zinc comptant	995	995
Zinc à 3 mois	1 018	1 018
Nickel comptant	7 925	7 925

Nickel à 3 mois	8 050	8 050
METALLS PRÉCIEUX (New York)		
Argent à terme	5,16	5,16
Platine à terme	424	424
Palladium	152,75	152,75
OR ET OMBRES		
Or (Chicago)		
Maïs (Chicago)		
Graine soja (Chicago)		
Tourn. soja (Chicago)		
R de terre (Londres)	100	100
Oran (Londres)	107,60	107,60
SOIRS		
Cacao (New York)		
Café (Londres)	2 730	2 730
Sucre blanc (Paris)	1 499,66	1 499,66
OLÉAGINEUX AGRUMES		
Coton (New York)	0,73	0,73
Jus d'orange (New York)	1,01	1,01

سوق المال

AUJOURD'HUI

SPORTS

MONDIAL Cent six concurrents seulement devaient participer, dimanche 8 octobre, aux championnats du monde sur route professionnels. L'altitude et la difficulté du

parcours ont rebuté de nombreux participants. Certaines délégations, comme la Belgique ou la Suisse, ne présentent que des équipes réduites. Plusieurs petits pays ont car-

rément renoncé à faire le déplacement. ● LE CIRCUIT de Duitama, long de 17,7 km, est à boucler quinze fois par les professionnels, soit 265,5 km à parcourir. La veille, les

femmes devaient accomplir cinq tours, soit 88,5 km, et les amateurs le double (10 tours, 177 km). ● MIGUEL INDURAIN, qui s'est spécialement préparé en altitude pour ce

rendez-vous, est l'un des favoris. Il serait le premier Espagnol à remporter le titre mondial. Une victoire colombienne à Duitama consacrerait une grande nation du cyclisme.

Les championnats du monde sont un hommage au cyclisme colombien

Quinze ans après leur irruption au premier plan international, les coureurs de la cordillère des Andes sont en quête d'une consécration sportive définitive, à la hauteur de la popularité dont ils bénéficient dans leur pays

PAIPA

de notre envoyé spécial
« L'organisation des championnats du monde, nous l'avons bien méritée », Hector Urrego Caballero, chef de l'information cycliste de RCN, une des plus importantes radios colombiennes, résume parfaitement le sentiment de ses compatriotes. Considérés comme des produits exotiques lorsqu'ils débarquèrent sur les routes d'Europe il y a une quinzaine d'années, les coureurs sud-américains ont aujourd'hui leur place assurée dans le peloton professionnel. Ces petits gabarits métissés de sang indien ont, en même temps que la venue des Américains et avant même celle des ex-Soviétiques et des Australiens, contribué à la mondialisation du cyclisme professionnel. Il était logique qu'hommage leur soit rendu.

Beaucoup de coureurs européens devaient, samedi 7 et dimanche 8 octobre, sur le circuit de Duitama, apprendre à leurs dépens la topographie de la cordillère des Andes. Le public colombien, en revanche, connaît en détail la géographie européenne. Les Alpes, les Pyrénées, les Dolomites n'ont plus de secret pour lui. Chaque jour de Tour de France, de Giro ou de Vuelta, entre

cinq et dix millions d'auditeurs suivent les arrivées d'étape à la radio. Dès lors, entendre un chauffeur de taxi de Bogota décrire la montée de l'Alpe d'Huez n'est plus vraiment une surprise.

L'engouement de ce pays pour la petite reine est une anomalie sur le continent sud-américain. Le cyclisme fait en Colombie presque jeu égal avec le football. Il est même le sport le plus populaire sur les hautes terres du Boyaca, siège des championnats du monde et pépinière de talents. L'accoutumance à l'altitude donne à ces coureurs de bonnes dispositions pour un effort prolongé. A l'instar des Kényans ou des Éthiopiens en athlétisme sur le demi-fond, cet avantage physiologique devient une occasion de promotion sociale.

Dans leur enfance, Oliverio Rincon était garçon-livreur ; Efraim Rico teneur. Nelson Rodriguez vendait des chocolats glacés, d'où son surnom, « Cacaño ». Jose Jaime Gonzalez a fait des petits boulots qui lui ont permis d'acheter son premier vélo. Tous sont issus de familles nombreuses et n'ont connu qu'une scolarité éphémère. Ils jouissent aujourd'hui de fortunes considérables acquises principale-

ment outre-mer. Quelques-uns se sont mariés avec des « formulas unos », ces jeunes filles à belle allure qui offrent les bouquets aux vainqueurs dans les courses colombiennes. De meilleurs également modestes, elles attendent comme une consécration une union avec un coureur riche et célèbre.

nard Thévenet, double vainqueur du Tour de France et aujourd'hui directeur sportif de l'équipe de France. Leur manière de courir était un peu archaïque. Les succès de « Luchito » Herrera, meilleur grimpeur du Tour de France en 1985 et 1987, ou de Fabio Parra, vainqueur de la Vuelta en 1987 et troisième du

par excellence, était leur hantise. Café de Colombie, la première formation professionnelle du pays à participer au Tour de France à partir de 1955, perdait ainsi régulièrement plusieurs équipiers arrivés hors délai faute du plus élémentaire synchronisme. En dix ans, les Sud-Américains ont beaucoup appris. Alvaro Mejia passe aujourd'hui pour respectable contre la montre. Hernan Buenahora a démontré, dans la dernière Grande Boucle, au cours de deux étapes de transition, qu'un Colombien pouvait s'échapper ailleurs que dans un col hors catégorie.

Unis. Le cyclisme colombien suit alors son essor en vase clos jusqu'à la fin des années 60. Le 7 octobre 1970, Martin Emilio « Cochise » Rodriguez bat le record du monde de vitesse amateur à Mexico et devient l'année suivante champion du monde de poursuite individuelle. Il attire l'attention de la formation italienne Bianchi-Campagnolo et devient l'équipier de Felice Gimondi. Les poots sont dès lors rétablis avec l'Europe.

Le pays compte en 1995 trois équipes professionnelles, plus la formation Kelme-Avianca, association hispano-colombienne. Les meilleurs coureurs nationaux préfèrent courir sous pavillon étranger pour des raisons pécuniaires. Contrairement au football, le cyclisme n'est pas phagocyté par l'argent de la drogue. Le pays a donc trouvé dans ce sport et dans l'accueil des championnats du monde un bon biais pour commencer à rétablir une image ternie (Le Monde du jeudi 5 octobre). Si les retombées s'avèrent bonnes, la Colombie devrait y gagner, dimanche soir, une raison supplémentaire d'aimer le cyclisme.

Benoît Hopquin

La discorde sur le port du casque

Le comité directeur de l'Union cycliste internationale (UCI), réuni à Paipa jeudi 5 octobre, a décidé la constitution d'un groupe de travail sur le port du casque dans les courses d'élite. Cette commission, composée notamment de James Ocbowicz, manager de l'équipe Motorola (la formation de Fabio Casartelli, décédé dans une chute lors du Tour de France), rendra des conclusions qui donneront lieu à une décision de l'UCI, le 2 février 1996, donc applicable en 1997 seulement. L'UCI avance prudemment, car les coureurs sont majoritairement hostiles au port obligatoire du casque. En 1991, une première tentative avait provoqué une grève.

Hector Urrego Caballero fut parmi les premiers journalistes nationaux à suivre l'intrusion des Colombiens dans le peloton européen. « On peut dire que nous avons fait sensation », se souvient-il. « L'Europe les a accueillis avec un certain manque de modestie, raconte Ber-

tour de France en 1988, ont vite été les critiques.

Surdoués dans les cols, les Colombiens sont longtemps restés handicapés en plaine, par manque de puissance et surtout de technique. Le contre-la-montre par équipes, épreuve de coordination

FILLE ÉGARÉE

Les dirigeants internationaux tout à leur idée de mondialisation s'aperçoivent que la Colombie n'était qu'une fille égarée du cyclisme. Les premières courses sur route y datent de la fin des années 20. L'Europe est alors à son prestige maximal en Amérique latine. On la copie jusque dans sa lubie de faire d'un moyen de locomotion un sport à part entière. Mais le fossé se creuse bientôt. L'aéropostale n'arrive pas à consolider le lien transatlantique. L'Amérique latine devient l'arrière-cour des États-

Les gymnastes français qualifiés pour Atlanta

SABAE

correspondance
Effacé le cauchemar d'Indianapolis ! Vendredi 6 octobre, les garçons de l'équipe de France de gymnastique ont définitivement rangé au rayon des mauvais souvenirs leur mésaventure de 1991. Cette année-là, ils avaient raté la qualification pour les Jeux olympiques de Barcelone pour un diable de point. De cet échec la gymnastique masculine française rencontra quelques difficultés à se remettre. Mais, cette semaine, à Sabae, sur la côte occidentale du Japon, c'est une nouvelle génération de gymnastes qui s'est qualifiée pour les Jeux olympiques de 1996, en terminant 12^e de la compétition par équipes des championnats du monde.

En prenant cette dernière place qualificative pour le tournoi olympique, la France est en position d'être l'une des rares nations, avec la Russie et la Biélorussie, à qualifier ses trois équipes pour les Jeux d'Atlanta : après la gymnastique rythmique et sportive (GRS) et la gymnastique masculine, l'équipe de France féminine devait, sauf accident, obtenir son billet dès samedi.

DEVANT LES RUSSSES

Les coéquipiers d'Eric Poujade, vice-champion du monde sortant au cheval d'arçons, vont pouvoir dès maintenant se concentrer sur l'échéance olympique. « Nous avons une équipe beaucoup plus jeune et inexpérimentée que la plupart des nations qui nous précèdent, estime Jean-Louis Bourbon, l'entraîneur national. D'ici à l'un prochain, nous devrions nous rapprocher d'une septième place qui me semble à notre portée. »

Après les exercices imposés, les Français devançaient les Russes, un cas de figure que personne n'aurait osé envisager il y a quelques mois encore. De plus, aucune des anciennes Républiques soviétiques n'est montée sur le podium de l'épreuve masculine par équipes remportée par les Chinois devant leurs bêtes japonaises. C'est la confirmation que quelque chose est en train de changer au royaume de la gymnastique.

Gilles Van Kote

Echecs : Garry Kasparov à un demi-point de conserver son titre

NEW YORK

de notre envoyé spécial
En Russie particulièrement superstitieuse, Garry Kasparov s'est gardé d'exagérer sa propension naturelle au triomphe. Ce qui n'a pas empêché son entourage, vendredi 6 octobre, à l'issue de la 16^e partie du Championnat du monde d'échecs organisé par la Professional Chess Association (PCA), d'expliquer comment le tenant du titre avait irrésistiblement repris l'avantage : « Vishy (Vishwanathan Anand) a réveillé le tigre qui dormait, et celui-ci a fait un carnage. » L'image semblait un peu forte, vendredi 6 octobre, à voir le doux grand maître indien concéder une nouvelle partie nulle (lire page 18), mais il est vrai que ses chances de reprendre l'avantage sont maintenant infimes. Le score est de 9,5 points à 6,5 points et il ne reste que quatre parties à jouer. Cela signifie qu'il suffit d'une autre « nulle » (qui porterait son total à 10 points)

pour que l'« Ogre de Bakou » conserve sa couronne. Avec un score de 10,5 points, il empêcherait la mise, soit 1 million de dollars (Anand toucherait alors 500 000 dollars).

Déjà, un vent de défaitisme semble souffler sur les tours du World Trade Center, où se déroule le championnat. « Je ne prétendrais pas que je vais gagner », a insisté « Vishy », mais il y a encore deux parties à jouer... Et les spectateurs de sourire discrètement devant ce lapsus révélateur : le règlement prévoit vingt parties (et non dix-huit) !

Déjà, aussi l'équipe de Kasparov pense à l'avenir, à la manche parisienne du Grand Prix Intel (du nom du numéro mondial du microprocesseur, qui sponsorise la plupart des compétitions de la PCA), qui aura lieu du 9 au 12 novembre. Kasparov et Anand seront là, ainsi que deux des meilleurs joueurs français (Joël Lautier et Étienne Bacrot, le jeune prodige âgé de douze

ans), et surtout l'étonnant Vladimir Kramnik, ancien élève de Kasparov. En tout, seize excellents joueurs, qui s'affronteront dans une succession de parties semi-rapides.

Mais « King-Kang », comme Anand surnomme Kasparov, a un autre objectif, plus symbolique : le match de réunification du titre, qui doit opposer, en 1996, au champion de la Fédération internationale des échecs (FIDE)... Si toutefois celle-ci parvient d'ici là à organiser son propre championnat du monde entre le Russe Anatoli Karpov et l'Américain d'origine russe Gata Kamsky.

Entre-temps, Kasparov, aura relevé un autre gant : celui de le dernier-né des microprocesseurs Pentium (d'Intel) lui a lancé. Quand tout cela aura été mené à bien, Garry Kasparov pourra commencer sa « seconde vie », la politique.

Laurent Zecchini

COMMUNICATION

Le « voyant » Didier Derlich démissionne de RTL en direct

Didier Derlich, le « voyant », qui animait tous les après-midi l'émission « Intuitions » (RTL, 14 heures-15 h 30), a présenté, jeudi 5 octobre, sa démission à l'antenne, après que Philippe Labro, vice-président et directeur général de RTL, eut refusé d'accéder à ses demandes de prolonger l'émission et de mettre à la disposition des auditeurs un numéro vert (appel gratuit), comme il le réclamait. Philippe Labro précise toutefois que l'astrologue a pris « unilatéralement » la décision de démissionner et qu'il n'y avait aucune « sanction » de la part de la direction de RTL qui aurait pu motiver cette décision.

Didier Derlich a ensuite expliqué, au cours du journal de la mi-journée de RTL, qu'il arrêtait « Intuitions » « parce qu'il venait d'apprendre qu'il était séropositif ». Une déclaration qui constitue une première : en France, aucune « star » n'a encore annoncé, en direct, sa maladie sur une grande station privée. « J'ai tourné la page de façon inattendue et violente, mais la vie continue et je veux faire passer un message d'espoir, a-t-il précisé (...). Je pars sur la pointe des pieds sans avoir pris contact avec une autre station. Aujourd'hui, je ne cours plus après la notoriété ni l'argent. J'ai parlé de mon avenir avec Philippe Labro, car l'avenir est important pour les séropositifs dans la galère et qui nous écoutent. Je vais avoir du temps pour mener un combat et aller vers eux. »

Chaque jour, sur RTL, Didier Derlich tirait les cartes pour près d'un million d'auditeurs, ce qui représente 16 % de l'audience générale des radios, soit trois fois plus que ce qu'obtenaient Europe 1 ou France-Inter

dans cette tranche horaire. « Dans cette émission, nous parlons, bien entendu, de votre vie, de votre avenir, mesdames, messieurs. Téléphonons nous au 36-67-04-04. Didier Derlich est là pour vous répondre, parler avec vous du renouveau de vos sentiments, de vos problèmes d'emploi, de vos difficultés financières. »

A l'antenne, les auditeurs citent quatre chiffres, et le voyant tire les tarots. « Cécile, ne pleurez pas. Vous n'avez que cinquante-deux ans. Et quel effet ça vous a fait, quand il est parti ? Racontez-nous, Cécile. Vous avez beaucoup pleuré ? Non, Cécile, je ne vous vois pas vivre comme avant, durablement, avec un autre homme. » En général, Didier Derlich navigue dans l'approximation psychologisante (« Le Monde Radio-Télévision » daté 6-7 mars 1994). Le 3 avril 1989, Didier Derlich avait toutefois suspendu un précédent rendez-vous qu'il animait sur RTL, après qu'il eut « vu » la mort d'un enfant disparu, et que la nou-

velle eut été confirmée quelques heures plus tard, rapporte Le Parisien dans son édition du 6 octobre.

« Intuitions » avait été critiqué, notamment par des membres du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), sous la présidence de Jacques Boutet. Après les remous provoqués par la diffusion de « Love in Fun », sur Fun-Radio, filiale à 100 % de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT, qui contrôle aussi RTL), et les interrogations sur la décence et l'indécoration radiophonique qui s'étaient alors fait jour, Jacques Rigaud, PDG de RTL, avait affirmé dans nos colonnes que l'émission de Didier Derlich « ne serait plus diffusée en direct » (Le Monde du 19 mars 1994). Jusqu'au vendredi 5 octobre, où Didier Derlich et Philippe Labro se sont eux-mêmes expliqués à l'antenne, cette promesse n'avait pas eu de suite.

Ariane Chemin

CORRESPONDANCE

ANTOINETTE CASUBOLO ET

« LA PREUVE PAR L'IMAGE »

A la suite de l'article intitulé « Jean-Pierre Elkabbach supprime La Preuve par l'image », paru dans Le Monde du 23 septembre, nous avons reçu d'Antoinette Casubolo, rédactrice en chef du magazine, les précisions suivantes :

Mis en cause en tant que rédactrice en chef de « La Preuve par l'image » par Aziz Zemouri dans un article relayant l'arrêt de cette émission, je tiens à faire savoir qu'en aucun cas je ne pouvais, comme le rapporte Aziz Zemouri, « être persuadé avant même

l'enquête qu'on allait trouver un arsenal ». Ce sujet a été traité par Aziz Zemouri à la demande de Presse Plante et de Case Productions au mois de mai 1995. A cette époque, et jusqu'au 10 juillet 1995, j'étais grand reporter à VSD et ne connaissais même pas l'existence d'Aziz Zemouri. Je n'ai donc ni initié, ni commandé, ni suivi, ni encadré le reportage sur les armes eo banlieue, diffusé sur France 2 le 18 septembre 1995 dans le cadre de l'émission « La Preuve par l'image », et qui était déjà « prêt à diffuser » dans la première de l'émission programmée le 23 juin 1995 et supprimée pour cause de grève du service public.

“GRAND JURY” RTL-Le Monde

FRANÇOIS
BAYROU

ANIMÉ PAR
OLIVIER MAZEROLLE

AVEC
FRANÇOIS BONNET (LE MONDE)
ET
JEAN-PIERRE DEFRAIN (RTL)

DIMANCHE
18 H 30

RTL

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9

Soleil et douceur

UN ANTICYCLONE s'installe pour plusieurs jours de la France à l'Europe, et repousse les perturbations vers les pays scandinaves. Les vents dominants seront de sud-ouest sur le pays, apportant de la douceur.

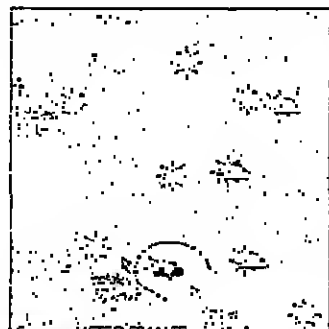
Dimanche matin, les brumes ou brouillards seront nombreux sur le pays, surtout sur le Nord-Est, l'Aquitaine et le Lyonnais. Ils se dissiperont en fin de matinée, et le soleil sera

au rendez-vous sur l'ensemble du pays. Sur le Languedoc-Roussillon, le vent marin apportera de nombreux nuages bas. L'après-midi, il fera beau sur l'ensemble du pays, sauf sur le golfe du Lion, où le ciel restera très nuageux. Le vent de sud soufflera à 60 km/h en rafales sur la pointe Bretagne. Les températures minimales iront de 9 à 12 degrés jusqu'à 16 degrés près de la Méditerranée. L'après-midi, le thermomètre marquera 21 à 24 degrés au nord et 25 à 27 degrés au sud.

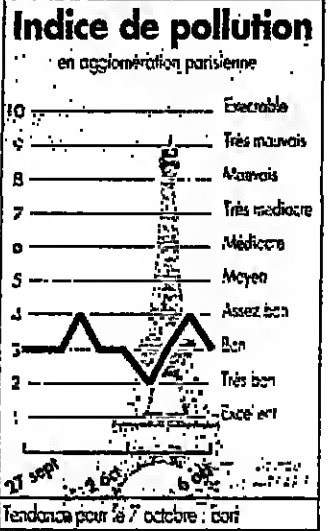
Lundi, sur la Bretagne, la matinée sera agréable, mais, l'après-midi, les nuages deviendront plus nombreux. Sur le reste du pays, la journée sera placée sous le signe du soleil, après dissipation de quelques brouillards matinaux. Les températures maximales seront estivales, avec 22 à 25 degrés au nord et 23 à 28 degrés au sud.

Mardi, les pressions faibliront sur l'ouest du pays, et une faible perturbation apportera beaucoup de nuages de la Bretagne aux Pays de la Loire jusqu'à l'extrême nord du pays. Quelques gouttes sont possibles près des côtes. Sur le reste du pays, le soleil brillera largement. Il fera doux l'après-midi, avec 20 à 23 degrés au nord et 24 à 27 degrés au sud.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

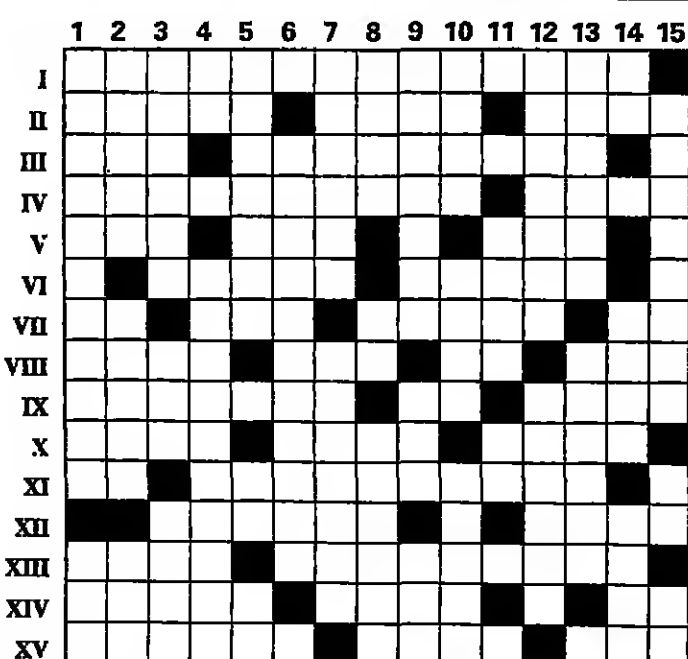


Prévisions pour le 8 octobre vers 12h00



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6665



ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service Abonnements, 1, place Hubert-Beuve-Méry - 75001 Paris - Tél. : 33 (0) 49-40-32-90.

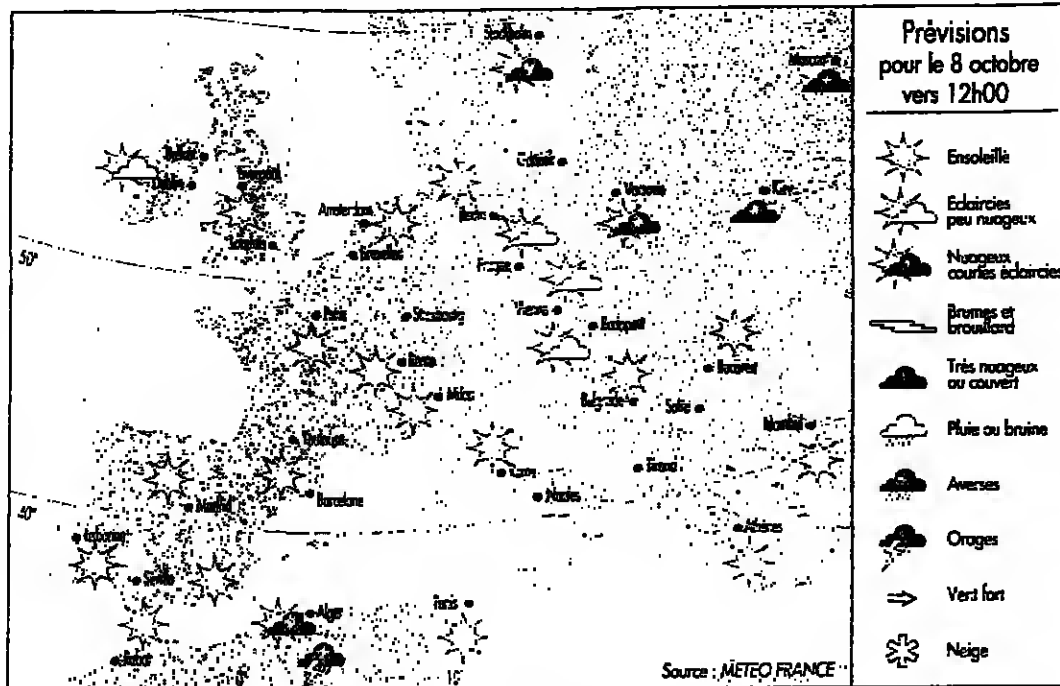
Le monde la date suivante

	France	Suisse, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	Autres pays de l'Union européenne
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

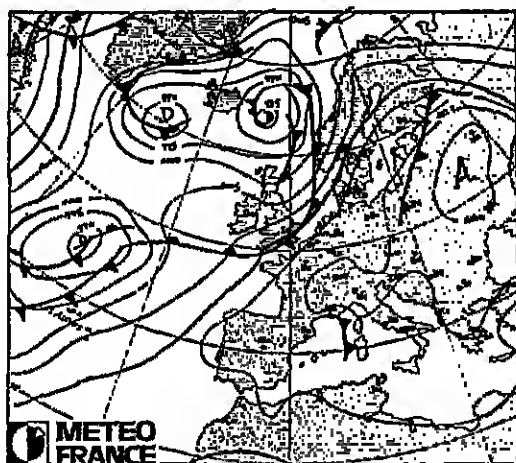
• LE MONDE • (ISSN : 0000-0000) is published daily for \$ 9.00 per year • LE MONDE • 1, place Hubert-Beuve-Méry • 75001 Paris • France. Second class postage paid at Champlain, N.Y. and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Beuve-Méry, Champlain, N.Y. 12919-0001. For the subscription service outside USA: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3390 Pacific Avenue Suite 404, Virginia Beach VA 23462-0903 USA Tel.: 800-424-6863

Nom : _____ Prénom : _____
 Adresse : _____
 Code postal : _____ Ville : _____
 Pays : _____ 501 MQ 001
 Ci-joint mon règlement de : _____ FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bleue n° _____

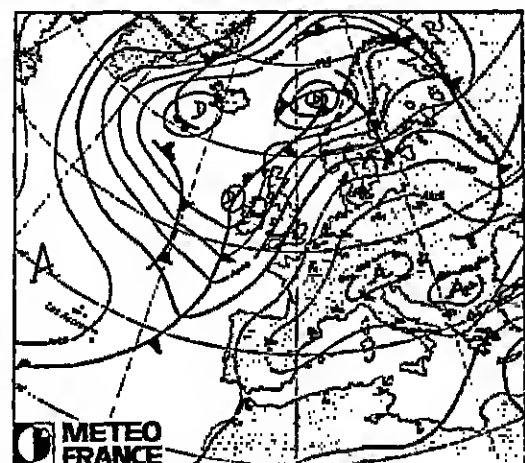
Signature et date obligatoires
 Changement d'adresse :
 • par écrit 10 jours avant votre départ. PP. Paris DTN
 • par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonné.)
 Renseignements : Portage à domicile • Suspension vacances.
 • Tarif autres pays étrangers • Paiement par prélèvements automatiques mensuels.
 33 (0) 49-40-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.



TEMPÉRATURES	GRENOBLE	22/13	TOURS	21/10	CHICAGO	16/12	LISBONNE	25/15	PRETORIA	29/13
	LIMOGES	12/13	STRANGER		COPENHAGUE	16/12	LONDRES	17/15	RABAT	29/12
du 6 OCT. 1995	LYON	23/9	ALGER	25/15	OSAKA	22/17	LOS ANGELES	27/17	RIO DE JANEIRO	24/27
maxima/minima	LYON-BRON	20/13	AMSTERDAM	18/14	OSAKA	22/17	MADRID	25/16	ROMA	28/18
FRANCE	MARSEILLE	21/16	ATHÈNES	26/18	OSAKA	22/17	MADRID	25/16	SANTO DOMINGO	28/21
	NANCY	17/9	BARCELONE	23/15	OSAKA	22/17	MADRID	25/16	SANTO DOMINGO	28/21
	NANTES	20/13	BELGRADE	25/10	FRANKFURT	18/10	MADRID	25/16	SEVILLE	29/16
	NICE	21/17	BERLIN	17/10	GENÈVE	19/11	MILAN	18/15	ST-PETERSBURG	17/11
ALJACCIO	26/16		BOMBAY	24/26	HANOI	26/21	MONTREAL	14/9	SYDNEY	27/23
ALBARTI	25/12		BRASILIA	23/21	HONG KONG	14/9	MOSCOW	12/1	TENNESSEE	26/22
ALGER	24/17		BUCAREST	25/13	MUNICH	17/10	MOSCOW	12/1	TENNESSEE	26/22
BOURGES	22/9		BUENOS AIRES	25/13	NEW DELHI	30/22	MOSCOW	12/1	TENNESSEE	26/22
BREST	16/15		CARACAS	25/21	NEW YORK	21/7	MOSCOW	12/1	TENNESSEE	26/22
CHERBOURG	19/15				NEW YORK	21/7	MOSCOW	12/1	TENNESSEE	26/22
CLERMONT-F	23/7				NEW YORK	21/7	MOSCOW	12/1	TENNESSEE	26/22
DIJON	20/15				NEW YORK	21/7	MOSCOW	12/1	TENNESSEE	26/22
FLOR DE SI	23/13				NEW YORK	21/7	MOSCOW	12/1	TENNESSEE	26/22



Situation le 7 octobre, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 9 octobre à 0 heure, temps universel

HORIZONTELEMENT

1. Concerts en plein air. - II. Altération. Spectacle sans tambours mais avec trompettes. Évolue sur le plancher des vaches. - III. Possessif. Fine « mouche ». - IV. Bénéficiaires du plein emploi. Un verbe familier au gîte-sauce. - V. Provoquait des écarts de langage. Coule à l'étranger. Crève à petit feu. - VI. Établit les coordonnées. On lui confie un travail absorbant. - VII. Adverbe. Vaisseau. Tache la peau ou noircit l'âme. Pronom. - VIII. Soustraction consécutive à une addition. Moyen d'expression favorablement perçu dans les salons. Préposition. Cage. - IX. On puise beaucoup de matières dans son puits. Pronom. Pièce affectée à la restauration des cadres. - X. Éliminer. Passe la main. Accompagne un départ précipité. - XI. D'un auxiliaire. On les avals toute honte bue. - XII. Aborder la côte. Persifler. - XIII. En Roumanie. Folles, elles ne sont pas admises en public. - XIV. Sortent des gorges en cascades. Pays. Article. - XV. Salarier. Certains n'hésitent pas à le lâcher. Légumes.

VERTICALEMENT

1. Arme de charme. Instrument de projection. - 2. Cesse d'être honnête quand il devient trop petit ou trop gros. Plus on les change et plus ils font preuve d'énergie. - 3. Peaux parfumées. Sentinelle occasionnelle. Adverbe. - 4. Pronom. Se livrer à

PARIS EN VISITE

Mardi 10 octobre

■ **MONTMARTRE**, du journal *Le Monde* à la place de Catalogne en passant par le jardin Atlantique (50 F), 10 heures, sortie du métro Falguière (Pierre-Yves Jaslet).

■ **BIBLIOTHÈQUE NATIONALE** : exposition Jean de La Fontaine, 10 h 30 (55 F + prix d'entrée), 58, rue de Richelieu (Paris et son histoire) ; 15 heures (37 F + prix d'entrée), 58, rue de Richelieu (Monuments historiques).

■ **LES ALENTOURS DE NOTRE-DAME** (40 F), 14 h 30, parvis de Notre-Dame devant la statue de Charlemagne (Sauvegarde du Paris historique).

■ **LES ARTISANS DU FAUBOURG SAINT-ANTOINE** à travers cours et passages (50 F), 14 h 30, place de la Bastille devant la FNAC (Christine Merle).

■ **L'AVENUE FOCH** (35 F), 14 h 30, sortie du métro Porte Dauphine côté impair de l'avenue Foch (Parcs et jardins de la Ville de Paris).

■ **LA BUTTE-AUX-CAILLES** (50 F), 14 h 30, sortie du métro Maisons-Blanches côté impair de l'avenue d'Italie (M^{me} Cazes).

■ **LA COUR DE CASSATION** (50 F), 14 h 30, 6, boulevard du Palais (Tourisme culturel).

■ **LE MARAIS RÉVOLUTIONNAIRE** (50 F), 14 h 30, sortie du métro Temple (Noëlle Roy).

■ **LE QUARTIER DE L'UNIVERSITÉ ET DES COLLÈGES** (40 F), 14 h 30, devant l'église Saint-Julien-des-Pauvres (Sauvegarde du Paris historique).

■ **LE VILLAGE DE LA GOUTTE-D'OR** (55 F), 14 h 30, sortie du métro Barbès-Rochesrouart (Europ expo).

■ **MUSÉE DE LA VIE ROMANTIQUE** (55 F + prix d'entrée), 15 heures, 16, rue Chaptal (Paris et son histoire).

■ **PASSAGES ET GALERIES** (50 F), 15 heures, sortie du métro Palais-Royal côté place Colette (Psalmod).

■ **LE QUARTIER DE L'ANCIENNE COMÉDIE** et le café Procope (37 F + une consommation), 15 heures, sortie du métro Odéon devant la statue de Danton (Monuments historiques).

Guy Brouty

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **IRAN**. Pour relancer le tourisme, l'Iran s'est lancé dans la construction d'un téléphérique long d'une centaine de kilomètres, reliant Téhéran aux rivages de la mer Caspienne. - (AFP)

■ **AFRIQUE DU SUD**. De nouvelles violences ont éclaté entre deux compagnies rivales de taxis à Johannesburg, entraînant la mort de plusieurs personnes. Depuis le début de l'année, la guerre des taxis a fait 150 victimes. - (AFP)

■ **ETHIOPIE**. La compagnie nationale Ethiopian Airlines a commandé cinq Fokker 50 qui permettront à la compagnie éthiopienne, y compris ceux qui ne sont pas équipés de pistes asphaltées. - (AFP)

■ **FRANCE**. Nouvelles Frontières va monter sa propre filiale de circuits en autocar. Le tour-opérateur envisage aussi d'affréter, à la fin de 1996, un paquebot qui sera positionné dans les Caraïbes l'hiver et en Méditerranée l'été. - (AFP)

IL Y A 50 ANS DANS Le Monde Grèves américaines

LE RETOUR de la paix n'est pas sans faire naître de graves difficultés sociales et économiques. Elles étaient prévues depuis longtemps, et le mouvement de grève qui s'est déclenché en Grande-Bretagne et aux États-Unis apparaît comme la détente quasi nécessaire de forces jusqu'alors contenues par la volonté de remporter la victoire.

Toutefois, la situation semble plus grave outre-Atlantique ; les conflits sont plus brutaux, les exigences plus élevées, les grévistes plus nombreux. Ceux-ci, en effet, dont le nombre était évalué à 300 000 à la fin du mois de septembre, sont maintenant plus de 500 000, et cette courbe menace de continuer à monter. C'est surtout dans l'industrie automobile de la région de Detroit, dans les raffineries de pétrole, que la situation paraît la plus inquiétante.

A Detroit, l'usine Ford a dû fermer ses portes pendant plusieurs semaines à cause des grèves qui empêchaient certains de ses fournisseurs de lui livrer les pièces détachées nécessaires. Dans les raffineries, le nombre des grévistes est d'environ 150 000 et on évalue à 750 000 tonnes les pertes infligées à la production quotidienne.

Quant aux vingt-six raffineries de pétrole qui ont dû cesser de fonctionner, elles fournissaient environ un tiers de la production américaine totale.

C'est le président Truman lui-même qui, en donnant ces précisions, a mis patrons et ouvriers devant leurs responsabilités ; il a même été plus loin en donnant ordre au ministère de la marine de prendre en main l'administration des raffineries de pétrole et, devant l'extension que menace de prendre le mouvement, serait sur le point de lancer un appel à la nation.

(9 octobre 1945.)

ECHECS

Championnat du monde : nulle dans la seizième partie

POUR LA SEIZIÈME partie, disputée vendredi 6 octobre à New York (lire page 17), les rôles se sont inversés : Viswanathan Anand a joué, avec les Noirs, la variante préférée de Garry Kasparov dans la défense sicilienne, et Kasparov, face à ce fidèle reflet de lui-même, a repris les coups d'Anand... sans toutefois choisir la variante qui avait mené l'Indien à sa victoire de la neuvième partie.

Les quinze premiers coups furent donc ceux de la septième partie. Au 16^e coup, le Russe innova avec Fd4. La partie allait peut-être vraiment démarquer, mais Kasparov, quatre coups plus tard, proposa la nulle, qu'Anand accepta. Ce résultat, après la très rapide nulle de la quinzième partie, semble confirmer que le grand maître de Madras s'est résigné à ne pas devenir, pour l'instant, le quatorzième champion du monde d'échecs de l'histoire.

Garry Kasparov mène désormais sur le score de 9,5 points à 6,5 et il se trouve à un demi-point d'un nouveau titre mondial, presque dix ans après son premier sacre. Prochaine partie, lundi 9 octobre.

CHAMPIONNAT DU MONDE

(New York, 1995)

Blancs : Kasparov.

Noirs : Anand.

Seizième partie.

Défense sicilienne,

variante Najdorf.

1. e4	c5	2. d4	d6	3. e5	c6	4. e6	f6	5. d5	c7	6. d6	e6	7. d7	d7	8. d8	c8	9. d9	b8	10. d10	a8	11. d11	b7	12. d12	c7	13. d13	b6	14. d14	c6	15. d15	b5	16. d16	c5	17. d17	b4	18. d18	c4	19. d19	b3	20. d20	c3	21. d21	b2	22. d22	c2	23. d23	b1	24. d24	c1	25. d25	b0	26. d26	c0	27. d27	b0	28. d28	c0	29. d29	b0	30. d30	c0	31. d31	b0	32. d32	c0	33. d33	b0	34. d34	c0	35. d35	b0	36. d36	c0	37. d37	b0	38. d38	c0	39. d39	b0	40. d40	c0	41. d41	b0	42. d42	c0	43. d43	b0	44. d44	c0	45. d45	b0	46. d46	c0	47. d47	b0	48. d48	c0	49. d49	b0	50. d50	c0	51. d51	b0	52. d52	c0	53. d53	b0	54. d54	c0	55. d55	b0	56. d56	c0	57. d57	b0	58. d58	c0	59. d59	b0	60. d60	c0	61. d61	b0	62. d62	c0	63. d63	b0	64. d64	c0	65. d65	b0	66. d66	c0	67. d67	b0	68. d68	c0	69. d69	b0	70. d70	c0	71. d71	b0	72. d72	c0	73. d73	b0	74. d74	c0	75. d75	b0	76. d76	c0	77. d77	b0	78. d78	c0	79. d79	b0	80. d80	c0	81. d81	b0	82. d82	c0	83. d83	b0	84. d84	c0	85. d85	b0	86. d86	c0	87. d87	b0	88. d88	c0	89. d89	b0	90. d90	c0	91. d91	b0	92. d92	c0	93. d93	b0	94. d94	c0	95. d95	b0	96. d96	c0	97. d97	b0	98. d98	c0	99. d99	b0	100. d100	c0
-------	----	-------	----	-------	----	-------	----	-------	----	-------	----	-------	----	-------	----	-------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	-----------	----

سكيا في الامم

CULTURE

LE MONDE / DIMANCHE 8 - LUNDI 9 OCTOBRE 1995

ENCHÈRES

Vente du siècle à Baden-Baden. Les vingt-cinq mille tapisseries, meubles, objets d'art et tableaux conservés au Neues Schloss, l'un des quatre châteaux appartenant

aux margraves (marquis) de Bade, sont dispersés, depuis le 5 octobre et jusqu'au 21, par Sotheby's, en sept mille lots. ● LE MARGRAVE vend une partie de son patrimoine pour faire

face aux importantes pertes dues à des investissements malheureux dans l'industrie du bois et la construction mécanique. Le Land du Bade-Wurtemberg s'est porté acquéreur, avant la

vente, des plus précieuses pièces de la collection, dont un polyptyque peint par un contemporain d'Albrecht Dürer. ● SOTHEBY'S réussit un formidable coup, avec une dispersion dont les pre-

mières résultats sont particulièrement brillants en termes de chiffre d'affaires. Les deux premières vacations ont produit la moitié de la somme espérée pour la totalité des ventes.

Le margrave de Bade-Wurtemberg disperse son patrimoine

Victime d'un revers de fortune, l'ainé d'une des familles princières allemandes les plus titrées vend des objets accumulés par la dynastie au cours de quatre siècles

DEPUIS jeudi 5 octobre, les enchères de Sotheby's tapent du marteau au rythme moyen d'un coup à la minute. On en attend plus de sept mille d'ici au samedi 21 octobre, date de clôture de ce qui s'annonce, pour les responsables de la maison anglosaxonne, comme la vente du siècle. Quantitativement seulement : en termes de profit, les estimations oscillent aux alentours de 30 millions de marks (environ 105 millions de francs), moins de la moitié du chiffre obtenu, par exemple, lors des ventes de tableaux impressionnistes et modernes organisées, en juin 1995, à Londres, par Sotheby's. Alors pourquoi l'état-major de Sotheby's travaille-t-il depuis six mois pour mettre au point cette manifestation, pourquoi ce catalogue en sept volumes, pesant 6 kilos, édité à 25 000 exemplaires, distribué dans le monde entier aux happy few et proposé en souscription aux autres ? A cause du vendeur : ce n'est pas tous les jours qu'une famille princière vous confie la dispersion de ses collections. Celles des margraves (marquis) de Bade ont déjà été écoulées par une vente en 1775, et une autre

en 1806. Mais la généalogie des von Baden von Zähringen remonte au X^e siècle : Berthold I^{er} mourut au combat en Calabre en l'an de grâce 982. Un peu plus de mille ans plus tard, c'est son descendant, également chevalier, mais d'industrie ce lui-là, qui continue la tradition et décide à son tour de renflouer ses caisses grâce aux souvenirs de la famille. L'empire que le margrave Max de Bade, soixante et un ans, s'est taillé dans le bois est endetté à hauteur de 100 millions de deutschemarks (Le Monde du 29 septembre). Le margrave avait d'abord espéré vendre en bloc sa collection au Land de Bade-Wurtemberg, auquel il l'avait proposée pour un montant de 80 millions de marks (272 millions de francs). Le Parlement régional a trouvé la somme excessive. Mais, si le Land a refusé à acquiescer la collection entière, il a réuni des capitaux et fait jouer son droit de préemption pour divers objets considérés comme des trésors nationaux, telles une horloge monumentale signée Ignaz Elshafen (1653-1715) ou la bibliothèque et les archives complètes de la maison de Bade. Le

suspense a longtemps plané sur le sort de cinq panneaux d'autel peints en 1507-1508 par un contemporain de Dürer, Bernhard Strigel (1460-1528). Le Land a enfin réuni les 12,5 millions de marks nécessaires à

leur maintien sur le sol allemand. Le compte bancaire du margrave s'est ainsi alourdi, avant même le début de la vente, de quelque 45 millions de marks. Pour Sotheby's, il s'agit donc d'une de ces ventes de prestige

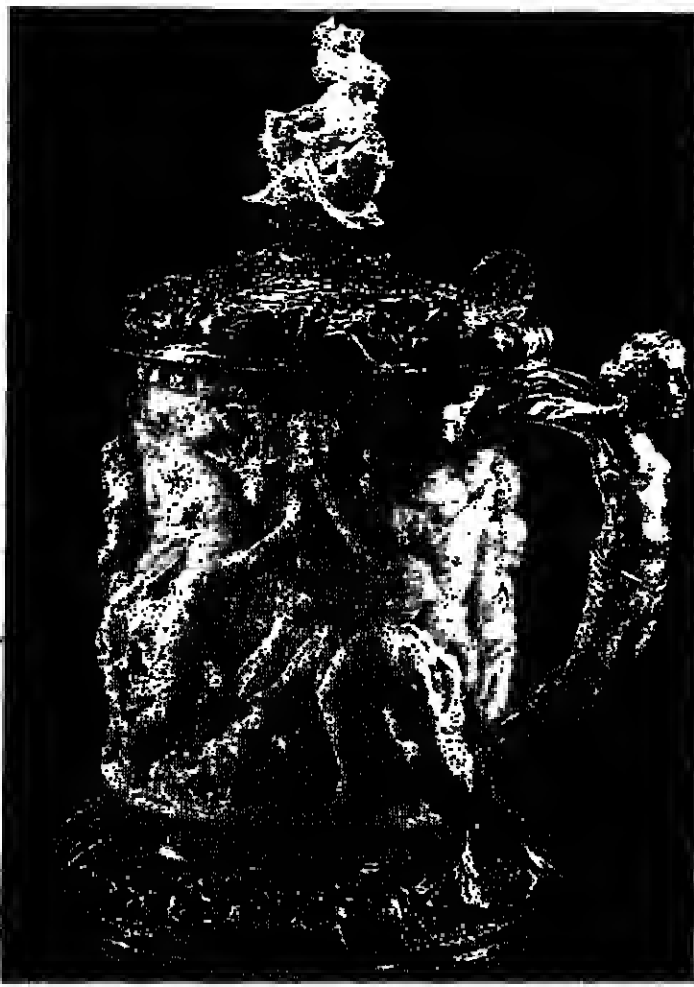
dont les mondains raffolent. La même maison avait déjà dispersé en novembre 1993 le mobilier des Thurn und Taxis pour un total de 31,4 millions de DM. Le chiffre d'affaires a, en l'occurrence, bien moins d'importance que les retombées à long terme : dans la concurrence acharnée qui oppose à Christie's, Sotheby's se pose en spécialiste des familles princières, allemandes tout du moins.

En espérant bien attirer ainsi d'autres collections, plus rentables. Comble du chic, la vente à lieu dans un site particulièrement approprié : Baden-Baden fut, des décennies durant, le rendez-vous de la bonne société européenne, venue y prendre les eaux. Acheteurs potentiels et badauds de luxe ont défilé dans les salles Renaissance du Neues Schloss, le château que possède le margrave à Baden-Baden, celui-là même qu'il a décidé de vendre. Selon l'Agence France-Presse, on y aurait déjà croisé quelques têtes couronnées, suédoises en l'occurrence.

Il ne mettront pas à mal les banques de Stockholm, ni même leur cassette personnelle : plus du tiers

des lots sont proposés à moins de 1 000 marks. Comment résister au plaisir un peu snob de boire son vin du Rhin dans un cristal de Bohême émaillé aux armes de Friedrich I^{er} ? Quel milliardaire texan pourrait résister de marbre devant ce vase de nuit créé par Villeroi et Boch à la fin du XIX^e siècle, estimé de 600 à 1 000 deutschemarks ? Même les voleurs s'y sont mis, en emportant un portrait de Cranach le Jeune, à la barbe des services de sécurité. Il fallait d'autres moyens pour espérer emporter la ceinture de dame en soie verte, travail parisien de la première moitié du XIV^e siècle, ornée de vingt-six lions d'argent recouverts d'or et de vingt-cinq plaques avec la lettre « A » émaillées de bleu. Sotheby's en attendait 2 millions de marks, le musée du Louvre en proposait 1,4 million de marks, mais la famille a préféré la retirer de la vente. Cependant, l'amour des acheteurs pour les objets titrés pourrait bien pulvériser les estimations. Ceinture dorée, et bonne renommée : les deux clés du succès pour Sotheby's.

Harry Bellet



Chope à bière en ivoire et argent, ciselée par Ignaz Elshafen en 1697, adjugée 782 000 DM.

Les premiers résultats dépassent toutes les espérances

Le premier jour de la vente, jeudi 5 octobre, s'est achevé sur un résultat de 19,19 millions de deutschemarks, presque un quart de plus que les estimations hautes pour la journée, plus de la moitié du résultat total escompté, pour plus de 92 % de lots vendus. Il est vrai que cette vacation était dévolue aux objets les plus séduisants dans la collection : les ivoires et les bronzes. Un goblet en ivoire et en corne de rhinocéros, travail germanique du milieu du XVII^e siècle, orne désormais l'intérieur d'un particulier allemand : il lui a coûté 1,035 million de marks, au lieu des 600 000 espérés. Les collectionneurs et marchands allemands ont été les plus actifs parmi les mille acheteurs présents sur place, talonnés de près par des enchérisseurs privés américains : l'un d'entre eux s'est offert une chope à bière pour 782 000 DM. En ivoire et argent, elle a été ciselée par Ignaz Elshafen en 1697.

Les malheurs financiers d'une famille princière

BADEN-BADEN de notre envoyé spécial

La récession a ruiné le prince de Bade. Ah ! si seulement la fortune de la famille avait continué d'être gérée à l'ancienne : bois, forêts et vignes... En multipliant les participations financières dans l'industrie, et notamment dans le secteur de la construction mécanique, le prince a accumulé les pertes. Au lendemain de la récession de 1991-1993, on découvre un trou de 850 millions de francs dans le résultat d'exploitation de la holding familiale.

« Même si je ressens un pincement au cœur, je suis obligé de vendre une partie du patrimoine », explique le jeune Bernhard (vingt-cinq ans), fils aîné du prince Max, arrière-petit-fils du dernier chancelier du Reich et héritier de la dynastie des Zähringer, l'une des plus anciennes familles ayant régné dans le pays. Contrairement à ce qu'on observe en France, le maintien du droit d'aînesse permet à la

noblesse allemande de conserver de siècle en siècle sa richesse d'un seul tenant. Margraves depuis le XI^e siècle, grands-ducs depuis le début du XIX^e siècle, les princes de Bade éprouvent aujourd'hui quelque difficulté à tenir leur rang.

ÉVÈNEMENT MÉDIATISÉ

En confiant la vente de vingt-cinq mille objets de famille à Sotheby's, les Bade réalisent, sans le vouloir, un record : il s'agit d'une des plus grandes ventes aux enchères du siècle. Les responsables de Sotheby's ont d'ailleurs fait de cette vente un événement médiatique sans précédent : « Nous avons installé soixante-dix téléphones au château de Baden-Baden », indique un des deux cent trente collaborateurs présents sur place. Pour illustrer le catalogue, on a recouru aux services de six photographes qui ont travaillé jour et nuit pendant sept semaines. Il n'a pas été difficile d'obtenir la responsabilité de la vente, puisque le comte Douglas, directeur de Sotheby's Allemagne, est un parent du prince de Bade.

Certes, la quantité de meubles impressionne davantage que leur qualité, à l'exception de quelques chefs-d'œuvre, comme ce grand don de l'artisan suédois Georg Hampt (XVIII^e siècle). Mais pour tous ceux qui s'intéressent aux verreries ou aux céramiques, des pièces remarquables sont proposées, comme un certain service de Meissen avec des motifs d'insectes ou le « marché de Ludwigsburg », composé de ravissantes figurines

de porcelaine (XVIII^e siècle). Quel dommage d'en avoir si peu !

On était loin d'imaginer, chez les Bade, qu'on connaîtrait les mêmes difficultés financières que les Thurn und Taxis, une famille bien moins ancienne et qui n'a jamais régné ! La veuve Thurn und Taxis, Gloria, avait dilapidé son patrimoine en 1993 à l'occasion d'une autre vente aux enchères historique, déjà réalisée par Sotheby's. Mais Bernhard de Bade résume la comparaison : « La différence entre nous et les Thurn und Taxis, c'est que nos objets proviennent exclusivement de la famille, et qu'ils ont été accumulés sur une période de quatre à cinq siècles. Plusieurs des objets en vente ont été des cadeaux de l'empereur en personne ! »

C'est là l'un des caractères exceptionnels de la vente : chaque objet, dûment inventorié, est por-

teur d'une histoire propre. D'où la plus-value qui s'ajoute au moindre petit objet proposé, qui peut atteindre trente fois son prix grâce au contexte prestigieux de la vente (les responsables de Sotheby's parlent d'« élément multiplicateur »).

En déambulant dans les immenses couloirs du château de Baden-Baden, le jeune prince Bernhard jette un dernier regard sur les biens dont il a choisi de se séparer : « J'ai tenté de conserver tout ce qui avait une certaine valeur sentimentale pour notre famille, comme certains portraits de nos ancêtres. » Le prince ne laisse pas transparaître sa peine. Il se console en se disant qu'il lui reste trois autres châteaux au sud de l'Allemagne, remplis de trésors à la valeur inestimable.

Lucas Delattre

DOLORÈS MARAT

Galerie Pons, 38, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, Paris 4^e. Tél. : 42-71-46-70. Du lundi au samedi, de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures ; jusqu'au 21 octobre. Livre : Rives, en collaboration avec Pascal Bonafoux, Marval, 160 p., 104 photos, 390 F. Voilà une exposition qui surprend et captive. Par son accrochage d'abord. Non des photos sagement alignées au mur, mais la galerie transformée en maison de collectionneur, avec des formats différents, des cadres variés, installés sur plusieurs niveaux, qui s'embossent et envahissent deux murs. L'œil est attiré par une image essoulée : une jeune femme de profil, portant un manteau et un sac, le visage masqué par des cheveux blonds et bouclés, se laisse porter par un escalator de métro, sur fond de mosaïque bleu-vert. Il ne voit pas vraiment cette femme, qui semble sortir d'un film d'Hitchcock, mais le spectateur peut imaginer de multiples fictions, aventures, sentiments, ébaucher des scénarios. Toutes les images de Dolorès Marat – superbes tirages Fresson (charbon) en couleurs – fonctionnent sur le même système : susciter, provoquer l'imaginaire de celui qui regarde. Des personnages fantomatiques surgissent de la nuit – un homme devant une piscine, une vieille dame sur un banc. On trouve ainsi nombre de personnages, lieux, objets, fragments apparemment anodins – et parfois crus –, éléments de décoration, que Dolorès Marat surprend, détourne, se réapproprie. Elle les transforme avec talent en photographies magiques, irréelles, qui tuolent l'éternité.

M. G.

GALERIE BEAUBOURG



les quatre BUGATTI

Marianne & Pierre Nahon

Vente : 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31

Peintures et dessins

Denis PRIEUR

Marc Antoine FEHR

Jean Baptiste SÉCHERET

Association pour la Promotion des Arts | Hôtel de Ville de Paris | Salle Saint-Jean

du 14 septembre au 23 octobre 1995 | Ouvert tous les jours de 11h à 19h, sauf le lundi

40^e SALON DE MONTROUGE

12 OCTOBRE - 5 NOVEMBRE 1995

ART CONTEMPORAIN

peinture, sculpture, travaux s/papier, photo, etc.

200 artistes

MONTROUGE AU PORTUGAL

LOURDES CASTRO

et 42 jeunes artistes portugais

2, av. Emile Boutroux (face Mairie) et 32, rue Gabriel Péri

tous les jours 10-19 h. Tél. 40.92.10.91

Métro Pte d'Orléans - Bus 68-126-128



LE RENDEZ-VOUS DES ARTS...

Centre Culturel Franco Japonais
Orient / Occident
du 3 au 10 octobre 1995 :
samedi 7 octobre, 20h00 :
Dance européenne
« Danse et Musique : Orient/Occident
Tradition orale / Tradition écrite »
dimanche 8 octobre, 20h00 :
Concert de Musique Contemporaine
lundi 9 octobre, 20h00 :
Concert de Percussions
mardi 10 octobre, 20h00 :
Conférence dirigée par un représentant
de l'ambassade du Japon
Réservation obligatoire : 43.48.83.64
Entrée : 50 F / 70 F / 80 F
810 passage Turquie - 75011 PARIS

GEMMANICK
100 toiles symboliques fantastiques
ESPACE A.M.O.R.C.
du 1er octobre 1995 au 23 avril 1996
199 bis rue St. Martin - 75003 PARIS
Tél. (1) 44.54.38.54 - Fax 42.78.78.78
Ouv. d.j. de 10h à 20h 30

MIOTTE
29.9 - 30.10.95
CHAPEL ART CENTER
Jülicher Str. 26, Köln

Vos contacts pour passer une annonce dans cette rubrique
Le MONDE Publicité
♦ GALERIES : 44.43.76.20 ♦ ANTIQUAIRES : 44.43.76.23

SAMEDI 7 OCTOBRE

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	ARTE
<p>20.40 Divertissement : Les Grosses Têtes. Présenté par Philippe Bouvard. Avec Francis Perrin, Philippe Castelli, Evelyn Leclercq, Sim...</p> <p>22.45 Téléfilm : Affaires très privées à Beverly Hills. De Fred Gallo, avec Michael Nouri, Sharon Vihary. Un inspecteur enquête sur le meurtre d'une collégienne.</p> <p>0.25 Journal, Météo. 0.40 Programmes de nuit.</p>	<p>20.50 Le Bétisier du samedi. Présenté par Arthur et Pierre Tchernia. Avec Christian Clavier, Gérard Depardieu.</p> <p>23.00 Les Enfants de la télé. Présenté par Arthur et Pierre Tchernia.</p> <p>0.20 Les Films Lumière. 0.25 Journal, Météo 2. 0.40 Programmes de nuit.</p>	<p>20.50 Téléfilm : Le Nid tombé de l'oiseau. D'Alain Schwarzstein, avec Michèle Laroque, Rufus.</p> <p>22.25 Documentaire : L'homme enchaîné à la télé. Les 50 ans de l'INA, d'Anne Gailard.</p> <p>23.25 Météo, Journal. 0.00 Concert : Ray Charles. En direct au Festival de jazz de Marciac.</p> <p>1.00 Musique Graffiti. Bunte Blätter op. 99, de Schumann, par Dimitri Bashkurov, piano (15 min).</p>	<p>20.40 Téléfilm : Un juif à abattre. De Kathy Mueller, avec Franco Nero, Catherine Wilkin. Un juif italien, en guerre contre la mafia, s'apprête à partir en Australie à la recherche de son fils disparu sans laisser de trace. Juste avant son départ, sa femme meurt, victime d'un attentat à la bombe.</p> <p>0.45 Boulevard des clips (et 7.00). 3.30 Rediffusions. Culture rock (La saga de Bob Marley) : 4.25, Sexy mode : 5.15, Jazz 6 : 6.10, Culture pub : 6.35, Starnews.</p>	<p>20.30 Téléfilm : La Contesse de Brooklyn. De Ron Lagomarsino.</p> <p>22.05 Sport : Boxe. L'acte de championnat V80 des poids mi-lourds : Philippe Michel (France)-Dariusz Michalczewski (Pologne).</p> <p>23.00 Sport : Rugby à XIII. Angleterre-Australie. Match de Coupe du monde.</p>	<p>20.40 Série : Monaco. Françoise, l'éternel joli cœur (3/10) Cueil à froid, de Helmut Dietl et Franz Geiger.</p> <p>21.30 Documentaire : Une mort programmée. L'histoire vraie d'un monde parallèle. De Peter Friedman et Jean-François Brunet.</p> <p>22.45 Magazine : Velvet Jungle. Présenté par Vally. Festival de Vity : Yohji Yohji, de Pierre Barbaud ; Top Live - Soul Coughing ; Louise, avec les Ducks Pistols, d'Olivier Legan ; Série : Les Zombes de la stratosphère, de Fred C. Brannon (1/12). Les zombes débarquent. Avec Judd Holden, Aine Towne (v.o.).</p> <p>0.15 Téléfilm : Le Crime de M. Stil. De Claire Devers, d'après Georges Simenon (rediff.).</p> <p>1.55 Cartoon Factory (5/18). Special Flip the Frog. Puddle Franks ; Stormy Seas ; Cuckoo Murder Case ; Fid desiclae (Libriwerks Studio, 1930) (rediff., 30 min).</p>

CÂBLE

TVS 19.00 Y'a pas match, 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55), 19.30 Journal de la RTBF. En direct, 20.00 Téléfilm : L'Enfant des loups. [1/3] De Philippe Monnier (1990), 21.30 Francophonie. [3/3] Les Romantiques sur scène. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.40 Faites la fête. Rediff. de France 2 du 16/9. 0.30 Journal de France 3. Edition Soir 3. 1.00 Visions d'Amérique (15 min).

PLANÈTE 19.00 Dossier requins. [5/9] Le Géant blanc. De Jeff Kurr. 19.55 Vacances en 36 poses. De Claude Olieux. 20.35 Au pays de l'aigle. [5/8] Vire aux confins du désert. De Claude Cruchon. 21.30 Chronique d'une exploration. De Gauthier Baudier. 21.55 Cuisine. [3/6] Le Pouvoir de la presse. De Gina et Jeremy Newson. 22.50 La Guerre du tabac. De Derek Jones. 23.40 Que mangerons-nous demain ? De Tessa Livingstone. 0.30 Le Procès de Nuremberg. De Jack Kaufman (45 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Totalément cinéma. 19.30 Stars en stock. 20.00 Premières lèves (et 0.30), 20.30 Volley-ball France - États-Unis, au stade Pierre-de-Coubertin, Paris. 22.00 Paris match première. 22.30 Paris dernière. 23.25 Café

théâtre. 0.55 Tour de chant Mort Shuman (60 min).

CANAL J 17.30 Série : Les Chasseurs d'étoiles. 17.55 Capitain J. 18.00 Montemoli ta ville. Jogjakarta. 18.15 Regarde le monde. 18.30 L'ennemi. 19.05 Série : Les Twist. La Griffe du Père Noël. 19.35 Saffi (85 min).

CANAL JIMMY 20.00 Série : Les Aventures du jeune Indiana Jones. Afrique orientale allemande, novembre 1916. 22.35 Chronique du chrome. 22.40 Série : Liquid Television. 23.05 T'es pas une idée ? Invité : Guesli Penti. 0.00 Road Test. 0.25 Série : Seinfeld. L'Appartement. 0.50 Série : Au-delà du réel. Le Facteur humain. **SÉRIE CLUB 19.00** Le Club. 19.10 Série : Agence Acapulco. Les Touristes. 19.55 Série : Miami Vice (et 23.45). Les Guerres. 20.45 Série : Madame le juge. Le Dossier Françoise Muller. 22.15 Série : Combat. Le Repos de Bacchus. 0.30 Série : Les incorruptibles. Le retour. Le Serpent (50 min).

MCM 19.30 L'Invité de marque. Enzo Enzo. 20.00 Clips non-stop. 20.30 MCM Euro-musiques Nordica. 21.30 Buzz Tee Vee. 22.00 Rave On. 22.30 MCM Dance Club (20 min).

MTV 19.00 European Top 20. 21.00 First Look. 21.30 Zig & Zag Weekend. 23.30 The Zig & Zag Show. 0.00 Yo! MTV Raps. (120 min).

EUROSPORT 14.00 Cyclisme. En direct. Championnats du monde sur route : course individuelle féminine (88,5 km), en Colombie. 16.30 Tennis. En direct. Tournoi européen féminin de Zurich (Suisse) : demi-finales. 18.00 Cyclisme. En direct. Championnats du monde amateurs sur route, en Colombie. 20.30 Cyclisme. En direct. Championnats du monde amateurs sur route, en Colombie. 22.30 Voitures de tourisme. En direct. Championnat d'Allemagne. 11^e manche, à Magny-Cours (France). 23.00 Tennis. En direct. Tournoi messieurs de Toulouse (Haute-Garonne) : demi-finales. 1.00 Moto-cyclisme. En direct. **CINÉ CINÉFIL 18.50** Actualités Pathe n° 2 & 3. 20.30 Le Club. 21.50 On the Bowery. ■ Film américain de Lionel Rogosin (1955, N.). 23.00 Du sang en première page. ■ Film américain de Clifford Odets (1959, N., v.o.). 1.00 Le Fil du rasoir. ■ Film américain d'Edmund Goulding (1946, N., v.o., 140 min).

CINÉ CINÉMAS 18.25 Téléfilm : Jessie, à la vie à la mort. De Glenn Jordan (1988). 20.00 Hollywood 26. 20.30 Téléfilm : Marie la louve. De Daniel Wronski. 22.00 Dans les coulisses de... 22.30 Making of Braveheart. 23.00 L'Honneur d'un capitaine. ■ Film français de Pierre Schoendier (1982, 0.55) Téléfilm : Sex Bombs. Classé X (80 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 20.00 Le Temps de la danse. Le magazine de la danse. 20.30 Photo-portrait. Michel Hermon, acteur, chanteur et metteur en scène. 20.45 Fiction. L'Affaire Pécoux ou la naissance d'un chef-d'œuvre, de Philippe Derrez. 22.35 Musique : Opus (rediff.). Pierre Schaeffer, en hommage. Le parcours d'un visionnaire. 0.05 Clair de nuit. Rencontre avec Georges Ncard. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE 20.00 Opéra. Donne le 30 septembre au Théâtre des Champs-Élysées, par le Chœur de Radio-France, Vladimir Tchernouchenko, chef de chœur, et l'Orchestre national de France, dir. Jerry Semov. Roméo et Juliette, de Tchaïkovski. Francesca da Rimini, de Rachmaninov, sol. Galina Ledebeva (Francesca), Sergueï Kunaiev (Rodolphe), Alexandre Baskin (Malatesta), Guy Rétcher (Dante), Arkady Volodov (Virgile). 22.45 Entracte. 23.05 Le Bel Aujourd'hui. Concert donné le 30 septembre Salle Olivier Messiaen, à Radio-France, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, de David Robertson ; Œuvres de Carler : Adagio tenebroso ; Concerto pour violon et orchestre ; Parita. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector.

RADIO-CLASSIQUE 20.40 La tempête de Shakespeare. La Tempête, extraits, de Purcell, par le Chœur et l'Orchestre Monteverdi, dir. John Eliot Gardiner ; La Tempête, extraits, de Shéhérazade, par l'Orchestre symphonique de Göteborg, dir. Neeme Järvi ; Sonate n° 17, de Beethoven, sol. Maurizio Pollini, piano ; L'Enfant et le Maître, de Berlioz, par le Chœur et l'Orchestre symphonique de la Radio de Francfort, dir. Eilahu Inbal ; La Tempête, de Tchaïkovski, par l'Orchestre symphonique de Chicago, dir. Claudio Abbado ; An Shu O 951, de Schubert, sol. Herman Prey, baryton, Karl Engel, piano ; La Tempête, de Chaumont, par l'Orchestre symphonique de la RTB, dir. Jose Serebner ; Tros Songs, de Vaughan Williams, par le Chœur de la Cathédrale de Christ Church ; Prelude pour La Tempête, de Honegger, par l'Orchestre philharmonique tchèque, dir. Serge Baudo ; Der Sturm, extraits, de Martin, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Frank Maron, sol. Dietrich Fischer-Dieskau, baryton. 22.30 Da capo. Concerts du Festival de Salzbourg. Concerto n° 3, de Bartok, par la Staatskapelle de Dresde, dir. Herbert von Karajan, sol. Geza Anda, piano ; Symphonie Harmonie du monde, de Hindemith, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Wilhelm Furtwängler ; Grande Fugue op. 133, de Beethoven, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Wilhelm Furtwängler (1982). 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les programmes complets de radio, de télévision et de sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ■ Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ■ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■ Ne pas manquer ; ■ Chef-d'œuvre ou classique.

DIMANCHE 8 OCTOBRE

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
<p>12.15 Jeu : Le Juste Prix.</p> <p>12.50 Magazine : A vrai dire.</p> <p>13.00 Journal, Météo.</p> <p>13.20 Série : Walker Texas Ranger.</p> <p>14.15 Série : Arabesques.</p> <p>15.10 Série : La Rebelle.</p> <p>15.55 Série : Les Dessous de Palm Beach.</p> <p>16.55 Disney Parade. Jazzband contre Symphonie Land ; Parfaite harmonie [2].</p> <p>18.00 Des millions de copains. Avec la série : Sequest, police des mers.</p> <p>19.00 Magazine : 7 sur 7. Présenté par Anne Sinclair. Invités : Nicolas Sarkozy, Nicole Notat.</p> <p>20.00 Journal, Tiers. La Minute hippique, Météo.</p> <p>20.45 Cinéma : Terminator 2. Le Jugement dernier. ■ Film américain de James Cameron (1991).</p> <p>23.05 Ciné dimanche.</p> <p>23.15 Cinéma : Le Retour des Charlots. ■ Film français de Jean Sarrus (1991).</p> <p>0.45 Journal, Météo.</p> <p>0.55 Programmes de nuit. Concert : l'Orchestre régional de France à Méribel ; 2.10, TF 1 nuit (et 3.10, 3.50, 4.30) ; 2.20, Histoire de la vie ; 3.20, 3.50, 4.30, 5.00, 5.30, 5.05, Histoires naturelles.</p>	<p>12.00 Magazine : Polémiques (et 2.40).</p> <p>12.50 Météo, Loto, Journal, Point route.</p> <p>13.25 Dimanche Martin (et 16.05).</p> <p>15.10 Documentaire : Cousteau. Madagascar [2].</p> <p>17.50 Stade 2 (et 3.30). Football ; Cyclisme ; Rugby ; Fun.</p> <p>18.45 Magazine : Déjà dimanche. Présenté par Jean-Luc Delarue.</p> <p>19.25 Magazine : Déjà le retour. Présenté par Jean-Luc Delarue.</p> <p>19.59 Journal, Météo 2.</p> <p>20.50 Cinéma : Cours privé. ■ Film français de Pierre Granier-Deferre (1996).</p> <p>22.25 Variétés : Taratata. Emission présentée par Nagui. Avec Regis Foras, Orelia Adams, Julian Lennon, Pascal Obispo.</p> <p>23.45 Les Films Lumière.</p> <p>23.50 Journal, Météo.</p> <p>0.55 Concert : Musiques au cœur. Héroïde 2, de Massenet, par l'Orchestre national du Capitole de Toulouse, dir. Michel Plasson.</p> <p>1.20 Programmes de nuit. L'Heure du golf (rediff.) ; 1.40, Savoir plus santé (rediff.) ; 2.20, Heures d'Afrique ; 4.10, Les Echos de la nuit ; 5.30, Dessin animé.</p>	<p>12.00 Télévision régionale.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.05 Documentaire : Les Quatre Dromadaires. Chroniques de l'Afrique sauvage. [5/12] L'Héritage.</p> <p>14.00 Magazine : Sports dimanche. Tennis : présentation de la finale du tournoi de Toulouse ; 14.10 ; XXX^e championnats du monde de gymnastique artistique masculine et féminine à Sobe (Japon) ; 15.55, Cyclisme : Championnats du monde professionnels sur route en Colombie ; départ en direct (et 15.47, 17.15) ; 15.30, Tiercé, à Auteuil ; 16.30, Tennis : finale du Grand Prix de Toulouse en direct.</p> <p>17.55 Magazine : Lignes de mire. Présenté par Jacques Chancel.</p> <p>18.55 Le 19-20 de l'information. 19.08, Journal régional.</p> <p>20.00 Sport : Cyclisme. Commentaire de Jean-René Godard.</p> <p>22.30 Dimanche soir. Débat animé par Christine Ockrent et Gilles Leder. Invité : Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères, suivi de : A la une sur la trois, animé par Christine Ockrent, avec Serge July et Philippe Alexandre.</p> <p>23.15 Météo et Journal.</p> <p>23.45 Cinéma : L'Oiseau noir. ■ Film américain de Tod Browning (1925, muet), Avec Lon Chaney.</p> <p>0.55 The Road to Mandalay. ■ Film américain de Tod Browning (1926, muet), Avec Lon Chaney.</p>	<p>12.20 Série : Mariés, deux enfants.</p> <p>12.50 Série : Pour l'amour du risque.</p> <p>13.50 Sport : Moto. Le Grand Prix de Catalogne en Espagne.</p> <p>14.40 Magazine : Stars news.</p> <p>15.15 Danse Machine Club.</p> <p>15.45 Magazine : Fanzone (et 5.05).</p> <p>16.10 Magazine : Fréquentstar. Christian Clavier.</p> <p>17.10 Téléfilm : Celle qui n'existait pas. De Pierre Lary, avec Didier Bourdon, Valeria Cavalli. Un ingénieur d'une compagnie pétrolière retourne en Afrique du Sud à la recherche d'une jeune décoratrice zouloue.</p> <p>18.55 Série : Mission impossible. vingt ans après.</p> <p>19.54 Six minutes d'informations. Météo, le meilleur du sport.</p> <p>20.00 Série : Les garçons sont de retour.</p> <p>20.35 Magazine : Sport 6 (et 0.40).</p> <p>20.40 Magazine : Zone interdite. Présenté par Patrick de Carolis. Reportages : Voyage, le marché de l'avenir ; Alerte en Antarctique ; L'école de l'espoir ; L'autoroute de la blanchie.</p> <p>22.45 Culture pub (et 4.40). La Soap TV.</p> <p>23.15 Téléfilm : Chantage intime. De Lawrence Weber, avec Rambo.</p> <p>0.50 Boulevard des clips (et 5.35). 2.30 Rediffusions. E = M 6 ; 2.55, Pans coquin ; 3.45, Jazz Dance.</p>	<p>En clair jusqu'à 14.05</p> <p>12.25 Flash d'informations. (et 19.40, 22.45).</p> <p>12.30 Magazine : Télé dimanche.</p> <p>13.30 La Semaine des Guignols.</p> <p>14.05 Téléfilm : Les Séances du cœur. De Luc Grant.</p> <p>15.35 Documentaire : La Nuit du léopard. D'Amanda Barrett et Owen Newman. Dans le Parc national de Luangwa (Zambie), une femelle léopard passe ses nuits à chasser pour sa progéniture.</p> <p>16.00 Surprises.</p> <p>En clair jusqu'à 18.00</p> <p>16.10 Décade pas Bunny.</p> <p>17.10 Les Superstars du catch.</p> <p>18.00 Le Gang des champions. ■ Film américain de David Mickey Evans (1993).</p> <p>En clair jusqu'à 19.40</p> <p>19.50 Ca cartoon. Présenté par Philippe Danz. Bunny et le Roi du pétrole (1952) ; Poisson-chat (1944) ; Les Chats parlent (1953) ; Le Vengeur masqué (1954) ; Visite médicale (1941) ; Une tarte pour Tom (1945).</p> <p>20.35 Le Temps de l'innocence. ■ Film américain de Martin Scorsese (1993).</p> <p>22.55 Magazine : L'Equipe du dimanche. Présenté par Pierre Sled. Football.</p> <p>1.25 South Central. Film américain de Steve Anderson (1992, v.o., 85 min).</p>	<p>12.00 Sport : Rallye Paris-Pékin-Paris.</p> <p>13.00 Rétrospectif : Rusty devient maire.</p> <p>13.30 Les Grands Maîtres du cinéma. Orson Welles, de Robert Guenée.</p> <p>14.30 Documentaire : Le Printemps espéré. De Teva Victor.</p> <p>15.30 Déroules de France.</p> <p>16.00 Feuilleton : Un ours pas comme les autres (3/5).</p> <p>17.00 Le Sens de l'Histoire. Stalingrad. Avec Pierre Montagnon, F. von Loringhoven.</p> <p>18.30 Va savoir. Présenté par Gérard Klein. La Cavalerie.</p> <p>18.50 Images et sciences.</p>

CÂBLE

TVS 19.00 30 millions d'amis. Rediff. de TF 1 du 30/9. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55), 19.30 Journal de la RTBF. En direct, 20.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.40 Australia. ■ Film belgo-franco-suisse de Jean-Jacques Andrien (1988). 0.30 Journal de France 3. Edition Soir 3. 1.00 Visions d'Amérique (15 min).

PLANÈTE 19.45 Que mangerons-nous demain ? De Tessa Livingstone. 20.35 Le Procès de Nuremberg. De Jack Kaufman. 21.20 Légendes vivantes d'outre-mer. [4/7] De Jérôme Sagor. 21.50 A qui revient les boxeurs ? De Frédéric Laffont. 22.45 Lonely Planet. [8/13] Les 33 Pacifique. De Stephen Lennhoff. 23.35 Le Mystère du temple du Soleil. De Roland Theron. 0.30 Sida, paroles de familles. [4/2] De Paule Mixel et Bernard de Solles (45 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Jean-Edem's Club. 20.00 Paris match première. 20.30 Totalément cinéma. 21.00 Do the Right Thing. ■ Film américain de Spike Lee (1989, v.o.). 23.00 Concert : Ruben Blades. Enregistré à Barcelone en 1986. 23.50 Musiques en scène. 0.50 Le Canal du savoir. La Philosophie dans les sciences (60 min).

CANAL J 17.30 Série : Les Chasseurs d'étoiles. Un refrain connu. 18.00 Série : Les Monroes. Walkonda. 19.00 Més parrains animaux sauvages. [5/6] La Nuit du Jaguar. De Etienne Verhaeghen. 19.30 Heathcliff et Marmaduke.

CANAL JIMMY 20.00 Série : Seinfeld. L'Appartement. 20.30 Série : Dream On. Le Visiteur. 21.00 Country Box. 21.30 Série : Bottom. Gas. 21.55 Chronique New Age. 22.00 La Semaine sur Jimmy. 22.10 Série : New York Police Blues. 23.00 Destination séries. 23.25 Série : Les Envoies-spéciaux. 0.20 Série : Les monstres nouveaux sont arrivés. 0.45 Série : Elvis Good Rockin' Tonight. Bodyguards (25 min).

SÉRIE CLUB 19.10 Série : Agence Acapulco. Un coin de paradis. 19.55 Série : Miami Vice (et 23.45). Les Heures Officielles. 20.35 Le Club. 20.45 Série : Les Incorruptibles. Le retour. Le Serpent. 21.30 Série : Movin' On. Explosion. 22.15 Série : Combat. La Lettre. 23.00 Série : Le Masque. 0.30 Série : Madame le juge. Le dossier Françoise Muller (90 min).

MCM 19.30 Mangazone Mag. 20.00 Clips non-stop (et 0.30). 20.30 MCM Euro-musiques Latina. 21.30 MCM Rock Legends club. Tears for Fears. 22.30 Passengers. 23.30 Blah-Blah Groove. 0.00 Buzz Tee Vee (30 min).

MTV 19.00 News : Weekend Edition. 19.30 Concert : Unplugged Collection. 20.30 The Soul of MTV. 21.30 The State. 22.00 Oddities Featuring the Maxx. 23.30

Alternative Nation. 0.00 Headbangers' Ball (90 min).

EUROSPORT 10.00 Moto-cyclisme. En direct. Championnat du monde de vitesse : Grand Prix d'Europe, à Barcelone (Espagne). 15.30 Cyclisme. En direct. Championnats du monde professionnels sur route, en Colombie. 19.00 Voitures de tourisme. En direct. Championnat d'Allemagne. 11^e manche, à Magny-Cours (France). 20.00 Cyclisme. En direct. Championnats du monde professionnels sur route, en Colombie. 22.00 Tennis. En direct. Tournoi messieurs de Toulouse (Haute-Garonne) : finale. 23.30 Golf. En direct. PGA européenne : Masters d'Allemagne. 4^e et dernier tour. Au golf-club de Motzen, à Berlin (120 min).

CINÉ CINÉFIL 19.10 Le Club. 20.30 Le Fil du rasoir. ■ Film américain d'Edmund Goulding (1946, N., v.o.). 22.50 Fastaff. ■ Film espagnol d'Orson Welles (1965, N., v.o.). 0.45 Le Journal d'un curé campagne. ■ Film français de Robert Bresson (1950, N., 115 min).

CINÉ CINÉMAS 18.00 Pharaon. ■ Film polonais de Jerzy Kawalerowicz (1966). 20.10 Le Cinéma des effets spéciaux. 20.40 Ça n'arrive qu'aux autres. ■ Film franco-italien de Nadine Trintignant (1973). 22.05 Les Malheureux Dracula. ■ Film britannique de Terence Fisher (1960, v.o.). 23.30 Les Blancs savent pas sauter. ■ Film américain de Ron Shelton (1992, v.o., 115 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 20.30 Atelier de création radiophonique. Spaghettis et raviolis. 1. Spaghettis - Stuart Sherman. 2. Raviolis - Alexandre Aperiadis. 22.25 Poésie sur parole. Poètes d'Espagne (14). 22.35 Musique : Le Concert. Enregistré le 6 août. Rinaldo Alessandrini et Barry Ouguel. Festival de la Roque d'Anthéron : 150 ans de musique italienne. Œuvres de Frescobaldi, Storace, Debussy, Rachmaninov. 0.05 Clair de nuit. Tentatives premières, par Eleonore Bailly ; Rub a dub dub ; Rémances ; Béton lépreux ; La Durée du oui ; Richard H. Kirk. The Number of Magic. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE 20.05 Voix souveraines. Mireille (extraits des actes 1 et 2), de Gounod, par le Chœur et l'Orchestre Radio-Lyrique, dir. Jules Gressier, sol. Martha Angelici (Mireille), Charles Richard (Vincent), Suzanne Darbans (Laven), Michel Dens (Ournas), Lucien Lovano (Ramon), Michel Hamel (André-Jou) (Concert du 9 juillet 1948). 21.00 Capitale Prague. Xavier Galmiche, écrivain et historien. 22.30 Transversales. Océlic : Zora Mudd, sculpture sonore pour deux guitares et basses électriques, de Toonitz, par le groupe

Sleaze Art - Les Magiciens de la Terre : Le flamenco de maître à élève : Inde du Nord, l'art du flûtiste Hariprasad Chaurasia. - Variations autour de... John Cale et Andy Warhol, avec des musiques de Sibelius, La Monte Young, Velvet Underground, John Cale. - Chansons : Le folklore au salon. - Le jazz, probablement : Don Byron. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector.

RADIO-CLASSIQUE 20.00 Soirée lyrique. Nabucco, opéra de Verdi, par le chœur de l'Opéra de Berlin et l'Orchestre de l'Opéra de Berlin, dir. Giuseppe Sinopoli, sol. Piero Capucci (Nabucco), Placido Domingo (Ghena Dimitrova Abigail), Lucia Valentini-Terrani (Fenena). 22.15 Soirée lyrique. (Suite) La jeunesse de Verdi. La Création, de Haydn : Linda di Chamouni acte 1, scène 3, de Donizetti ; Œuvres de Verdi : Oboero, scène et air de Riccardo ; Un jour de règne : final de l'acte I ; I Lombardi : Chœur des pèlerins et air de Giselda ; Ernani : air Implice ; I Due Foscari : finale de l'acte II ; Alzira, air d'Alzira ; Attila : début du prologue ; Macbeth : début de l'acte I. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.40 Série thématique :
Orson Welles.

20.41 Documentaire :
Itinéraire d'un enfant prodige.
Montage d'archives.

20.50 Cinéma :
Citizen Kane. ■ ■ ■ Film américain d'Orson Welles (1940). Avec Orson Welles, Joseph Cotten, Everett Sloane (v.o., n.).

22.50 Documentaire :
Welles et Hollywood.
Montage d'archives (v.o.).

23.00 Documentaire :
Orson Welles, l'homme orchestre.
De Vassili Silovic (v.o.).

1.30 Documentaire :
L'Ordre du Caucase.
De Tina Radtke-Gerlach (rediff., 52 min).

Le Monde

DIMANCHE 8 - LUNDI 9 OCTOBRE 1993

Les terroristes

par Alain Rollat

LA SCÈNE se passe dans un appartement parisien. Trois terroristes islamistes, Ahmed, Djemal et Nadia, s'apprêtent à commettre un nouvel attentat. L'organisation à laquelle ils appartiennent a pris pour cible une école maternelle. Ce choix les divise.

Nadia: Pourrais-tu, toi, Ahmed, les yeux ouverts, tirer à bout portant sur un enfant?

Ahmed: Je le pourrais si l'Organisation le commandait.

Nadia: Pourquoi fermes-tu les yeux?

Ahmed: Moi? L'ai fermé les yeux?

Nadia: Oui.

Ahmed: Alors, c'était pour mieux imaginer la scène et répondre en connaissance de cause.

Nadia: Ouvre les yeux et comprends que l'Organisation perdra ses pouvoirs et son influence si elle continue de tolérer que des enfants soient broyés par nos bombes.

Ahmed: Je n'ai pas assez de cœur pour ces niaiseries. Quand nous nous déciderons à oublier les enfants, ce jour-là, nous serons les maîtres du monde et la révolution triomphera.

Nadia: Ce jour-là, la révolution sera haine de l'humanité entière.

Ahmed: Qu'importe si nous l'aimons assez fort pour imposer le Coran à l'humanité entière et la sauver d'elle-même et de son impérialisme.

Nadia: Et si l'humanité entière rejette la révolution? Et si le peuple entier, pour qui tu luttas, refuse que ses enfants soient tués? Faudra-t-il le frapper aussi?

Ahmed: Oui, s'il le faut, et jusqu'à ce qu'il comprenne. Moi aussi j'aime le peuple.

Nadia: L'amour n'a pas ce visage.

Ahmed: Qui le dit?

Nadia: Moi, Nadia.

Ahmed: Tu es une femme et tu as une idée malheureuse de l'amour.

Nadia: Mais j'ai une idée juste de ce qu'est la honte.

Djemal (sortant de son silence): Ahmed, tout le monde t'aime et te respecte dans notre banlieue. Mais, quelles que soient tes raisons, je ne puis te laisser dire que tout est permis. Nos pères sont morts pendant les guerres de libération pour qu'on sache que tout n'est pas permis.

Ahmed: Rien n'est défendu de ce qui peut servir notre cause.

Djemal: Il s'agit de savoir si, tout à l'heure, nous lancerons des bombes contre ces enfants.

Ahmed: Des enfants! Vous n'avez que ce mot à la bouche. Il y avait déjà des enfants quand nous avons lancé la bombe, l'autre jour, dans le métro, et vous n'avez rien dit! Ne comprenez-vous donc rien? Il n'y a pas de limites. La vérité est que vous ne croyez plus à la révolution.

Djemal: Ahmed, j'ai honte de nous depuis la mort de Khaled. Je ne te laisserai pas continuer. J'ai accepté de tuer pour renverser le régime de Satan. Mais derrière ce que tu dis je vois s'annoncer un autre despotisme qui, s'il s'installe jamais, fera de moi un assassin alors que j'essaie d'être un justicier.

(D'après Les Justes d'Albert Camus, 1949. Adaptation très libre d'une scène du deuxième acte.)

Le dernier attentat à Paris a fait treize blessés légers

Cet acte est interprété comme une réplique à la mort de Khaled Kelkal

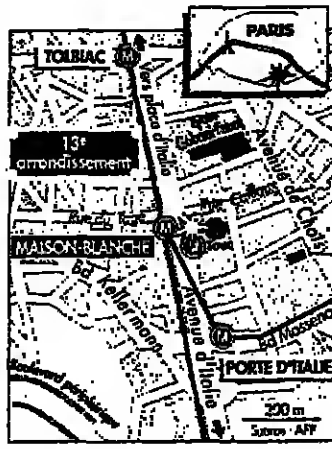
UNE BONBONNE de gaz vidée de son contenu initial puis remplie d'explosif, de clous et d'éclous; un quartier populaire de Paris à une heure d'affluence... L'attentat qui a fait treize blessés légers, vendredi 6 octobre, dans le 13^e arrondissement, rappelle, par bien des points, ceux commis précédemment dans la capitale, à la station du RER Saint-Michel, place de l'Etoile, puis sur le marché Richard-Lenoir. Cette fois, cependant, les terroristes ont adressé un message clair aux autorités françaises: l'explosion s'est produite à 15 h 59, quelques heures après les obsèques, en banlieue lyonnaise, du jeune Algérien Khaled Kelkal, soupçonné d'être impliqué dans la tentative d'attentat contre le TGV Lyon-Paris le 26 août.

SYMBOLISME

Le lieu de l'explosion, à proximité de la station de métro Maison-Blanche, est tout aussi symbolique puisque c'est au lieu-dit Maison-Blanche, sur la commune de Vaugneray (Rhône), que Kelkal avait été tué par des gendarmes, le 29 septembre (Le Monde daté 1^{er} octobre).

Même si ce nouvel attentat n'avait toujours pas été revendiqué, samedi 7 octobre en fin de matinée - seule une revendication au nom du « GIA commandement général » avait été reçue, la veille, par RTL -, il ne fait aucun doute qu'il est lié à la mort de Kelkal. Selon le ministre de la Justice, Jacques Toubon, il « fait partie de la même stratégie » que les précédents. Le garde des sceaux estime qu'il faut rester « très vigilant » et maintenir le plan « Vigipirate » en vigueur depuis le 8 septembre « parce que la neutralisation (du groupe Kelkal) ne garantit pas qu'il n'y aura pas d'autres attentats ».

Cet acte terroriste, intervenu après une « trêve » d'un mois, renforce les enquêteurs dans leur conviction que la mort du jeune homme et l'interpellation de trois



de ses amis, Karim Koussa, Abdelkader Maameri et Abdelkader Bouhadjar, originaires comme lui de Vaulx-en-Velin, n'ont pas mis un terme à la vague d'attentats qui touche le pays depuis le 11 juillet. Selon ces mêmes enquêteurs, un ou plusieurs groupes, issus de l'étranger ou, à l'image de celui de Kelkal, des banlieues françaises, sont à même de commettre de tels actions sur le territoire français.

RÉSEAUX DE SOUTIEN

Les multiples opérations de police menées ces derniers mois dans la « mouvance islamiste », en région parisienne ou en province, ont sans doute déstabilisé certains réseaux de soutien, mais ils n'ont apparemment pas dissuadé les terroristes d'agir, comme le redoutaient les autorités françaises. Au lendemain de la mort de Khaled Kelkal, le ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, avait ainsi déclaré sur France 2: « J'ai, moi, le sentiment que c'est la même équipe qui a procédé aux différents attentats, et que les tentatives d'attentats, ce qui ne veut pas dire qu'il soient tous interpellés aujourd'hui ».

L'analyse des débris retrouvés vendredi avenue d'Italie pourrait permettre de faire le lien « technique » avec l'un ou l'autre des attentats de l'été. Il semble en effet

qu'un réveil et une pile de 9 volts ont été utilisés. Un réveil avait également été retrouvé, le 27 septembre, au campement de Kelkal et de son complice, Karim Koussa, au col de Malval. Interrogé lundi 2 octobre par Le Monde, un haut responsable policier avait parlé « d'identité du montage » entre le réveil des jeunes gens et les mécanismes de retardement dont étaient équipées les bombes du marché Richard-Lenoir et de la Sanissette de la place Charles-Valentin.

« MODE D'EMPLOI »

Le réveil qui aurait été utilisé au métro Maison-Blanche pourrait permettre un nouveau rapprochement avec les attentats précédents. Cela ne signifierait pas pour autant que la même équipe est responsable de ces différentes actions puisqu'il est établi que le « mode d'emploi » de ces engins a fait l'objet d'une diffusion clandestine dans plusieurs banlieues, sous forme de cassettes vidéo émanant du GIA.

La quatorzième section du parquet de Paris, spécialisée dans la lutte antiterroriste, s'est saisie de ce nouveau dossier. La brigade criminelle a été chargée de l'enquête. Certains des témoignages recueillis font état de la présence, près de la station, quelques minutes avant l'explosion, de quatre hommes « suspects », à bord d'une Ford Sierra verte immatriculée dans l'Ain. Une source policière assurait cependant samedi matin: « Cela n'a rien à voir avec cette affaire ».

Interrogé vendredi soir, le premier ministre, Alain Juppé, a salué « la maturité et le courage » des Français. « Il n'y a rien de plus lâche, de plus vil que le terrorisme. Il a fallu réagir, s'y attaquer. Là aussi le gouvernement, et au-delà du gouvernement, la Nation toute entière, a fait preuve d'un sang-froid, d'une détermination, d'un courage qui forcent l'admiration », a conclu M. Juppé.

« J'ai vu des boulons rouler jusque devant la boutique »

À grosse tête plate, qui servent en général à fixer des plaques de tôle. L'explosion, due à une bonbonne de gaz de 3 kilos trafiquée, a soufflé des pare-brise et déporté une petite Rover verte sur la chaussée. Miraculeusement, treize personnes seulement, dont une fillette de cinq ans et deux des policiers de la patrouille RAD, ont été blessées légèrement et rapidement évacuées vers les hôpitaux parisiens. Deux blessés ont été atteints par la mitraille, les autres souffrent de lésions aux tympans. Contrairement à celles de la place d'Italie, les poubelles pu-

bliques de l'avenue d'Italie ne sont pas fermées et débordent de papiers gras et de vieux cartons. Plusieurs badauds, qui se disent « vigilants », s'en étonnent. Le service du nettoyage devait passer les voir après 18 heures. A cinquante mètres du lieu de l'explosion, une enseigne lumineuse, sur lequel défile un message publicitaire, vante les offres promotionnelles d'un magasin voisin pour la fête du quartier. A intervalles réguliers, un mot, un seul, s'installe étrangement sur l'écran: « Sensation ».

Jean-Michel Dumay

La septième action terroriste depuis juillet

L'attentat à la station de métro Maison-Blanche est la septième action terroriste commise depuis le 25 juillet et la cinquième à Paris. ■ 11 juillet: le cheikh Abdelhak Sahraoui, cofondateur du Front islamique du salut algérien (FIS-dissous) et imam de la mosquée de la rue Myrha (Paris-18^e), est tué d'une balle dans la tête dans la salle des prières de la mosquée par deux inconnus qui réussissent à prendre la fuite. Un homme, qui tentait de s'interposer, trouve aussi la mort. ■ 25 juillet: une bombe, confectionnée avec une bouteille de gaz, explose dans une rame du RER-B à la station Saint-Michel, en plein cœur de Paris, faisant 7 morts et 117 blessés. ■ 17 août: une bonbonne de gaz, bourrée de clous et de boulons, explose dans une poubelle, près de la place de l'Etoile à Paris, et blesse 17 personnes - dont 3 grièvement. ■ 26 août: une bombe est découverte sur la voie du TGV Lyon-Paris à la hauteur de Cailloux-sur-Fontaines (Rhône). L'engin, une bonbonne de gaz

remplie d'une substance poudreuse, n'a pas explosé en raison d'une défaillance du système de mise à feu. ■ 3 septembre: quatre femmes sont légèrement blessées lors de l'explosion d'une bombe placée dans un autocar sur un marché du boulevard Richard-Lenoir, dans le 11^e arrondissement de Paris. L'engin, de forte puissance, n'a pas fonctionné normalement. ■ 4 septembre: à Paris, dans le 15^e arrondissement, une bombe est désamorcée dans des toilettes publiques de la place Charles-Valentin, près d'un marché très fréquenté. L'engin, composé d'une bouteille de gaz de 25 kg, était programmé pour exploser la veille, au même moment que la bombe du marché Lenoir. ■ 7 septembre: une voiture piégée explose devant l'école juive de Villeurbanne (Rhône), dix minutes seulement avant la sortie des élèves. Quatorze personnes sont blessées. Des traces d'une bonbonne de gaz sont retrouvées à l'intérieur du véhicule.

Benoît Chamoux et Pierre Royer en perdition dans l'Himalaya

ON ÉTAIT SANS NOUVELLES, samedi matin 7 octobre, des alpinistes français Benoît Chamoux et Pierre Royer. Exténués, ils avaient renoncé, jeudi 5 octobre, à la conquête du Kangchenjunga (8 586 m), troisième plus haut sommet de la planète (Le Monde des 6 et 7 octobre). Benoît Chamoux, qui a passé la nuit de jeudi à vendredi à 8 300 mètres sans équipement de bivouac, a été aperçu vendredi par des membres de son expédition restés au camp de base. Il aurait aussi eu des liaisons radio avec Jean Troillet, le compagnon de cordée du Suisse Erhard Lorentz, qui est devenu le troisième vainqueur des quatorze sommets les plus hauts de la planète jeudi.

Tout contact visuel et radio avec Benoît Chamoux a été perdu lorsqu'il est arrivé sur le versant nord de la montagne. Il a dû passer une deuxième nuit à plus de 8 300 mètres d'altitude par une température de l'ordre de -30°. L'inquiétude est grande aussi pour Pierre Royer, qui n'a pas d'équipement radio. Deux sherpas sont montés au camp 4 (7 800 m) avec des masques à oxygène avant de tenter, sans succès, de rallier le col ouest (8 300 m). Au camp de base français, on avait néanmoins l'espoir, samedi matin, que Benoît Chamoux et Pierre Royer avaient trouvé le bivouac d'une expédition américaine planté sur le versant nord du Kangchenjunga.

Benoît Chamoux n'ignorait rien des dangers qui menacent l'Himalaya au-delà de 8 000 mètres - œdème pulmonaire, gelures, malaises, hallucinations - en raison de la rarefaction de l'oxygène et du froid aggravé par la violence des vents. Premier alpiniste à avoir vaincu les quatorze 8 000, l'Italien Reinhold Messner a parlé de « zone de mort » en évoquant le séjour à pareille altitude.

Le Savoyard, qui appartient à la génération ayant mis un point d'honneur à ne pas recourir aux bouteilles d'oxygène pour accomplir leur ascension, misait sur la vitesse pour déjouer les pièges de ces montagnes: il s'était d'ailleurs singulièrement en réalisant les ascensions express du Broad-Peak (8 047 m) en seize heures, du K2 (8 611 m) et du Nanga Parbat (8 125 m) en vingt-trois heures chacune. La lenteur de sa progression, jeudi, vers le sommet du Kangchenjunga, semblait un mauvais présage.

Acacio Pereira

Le chef Rojdestvenski en conflit avec l'Orchestre national de France

EN PLEINE RÉPÉTITION du concert qu'ils devaient donner avec l'Orchestre national de France, au Théâtre des Champs-Élysées à Paris, samedi 7 octobre à 20 h 30, le chef d'orchestre russe Guennadi Rojdestvenski et son épouse la pianiste Victoria Postnikova ont claqué la porte. Victoria Postnikova a fait part au Monde des raisons de leur décision: « L'orchestre parle tout le temps pendant les répétitions. Très mal préparés, les musiciens n'ont même pas regardé la musique du Cinquième Concerto de Prokofiev chez eux avant de venir. » Alain Durel, directeur du Théâtre des Champs-Élysées, a tenté de convaincre le chef et la pianiste de revenir sur leur décision. En vain. Des musiciens, conscients que certains d'entre eux étaient allés trop loin, ont proposé de présenter leurs excuses au chef et la « Représentation de l'Orchestre » a envisagé de sanctionner certains. La générale devait commencer à 10 heures samedi. Le chef et la soliste ne sont pas venus.

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

République dominicaine: le règne de M. Balaguer touche à sa fin 3
G7: les ministres des finances des sept grands pays industrialisés tiennent les regards de la crise mexicaine 4

FRANCE

Premier ministre: Alain Juppé annonce son déménagement et celui de ses enfants 6
Monnaie: le franc emporté par les incertitudes politiques 7

SOCIÉTÉ

Procès: l'ultime défense d'Alain Carnahan 10

HORIZONS

Histoire: il y a cent ans, la naissance de la CGT 11
Débats: la leçon inaugurale de Jacques Bouveresse au Collège de France 12

DANS LE PROCHAIN NUMÉRO

AU CŒUR DE L'ADMINISTRATION: il y a le « consulaire », le « colonial » et l'état-civil d'Algérie; il y a les Français par décret et les Français par déclaration... Kafka, à Nantes, au service central de l'état civil des Français nés à l'étranger.

Tirage du Monde du samedi 7 octobre: 518 861 exemplaires

■ GRANDE-BRETAGNE: le directeur général de la BBC, John Birt, a démissionné, vendredi 6 octobre, une tentative « grossière et déplacée » de la part du Parti travailliste pour obtenir le discours de Tony Blair devant le congrès du Labour prenne le pas sur le verdict du procès d'O. J. Simpson en ouverture des journaux télévisés du mardi 3 octobre. La BBC avait été accusée d'avoir interféré l'ordre de ses titres à la suite d'un fax d'Alastair Campbell, attaché de presse de la direction travailliste, qui soulignait l'importance du congrès de Brighton, ce qu'elle nie.

■ ÉVASION: un détenu a réussi à s'évader du palais de justice d'Aix-en-Provence, vendredi 6 octobre, lors d'une « parade d'identification », en dépit de la présence d'une douzaine de policiers. Rachid Boudissa, vingt ans, a échappé à la surveillance des policiers en sortant du palais en même temps qu'une dizaine d'autres suspects non détenus.

■ ESSONNE: cinq chiens de race pitbull, que leurs maîtres prome-

naient sans muselière ou sans laisse, ont été capturés par la police en quelques jours dans l'Essonne et envoyés à la fourrière, où ils ne pourront être récupérés que contre le paiement d'une contravention de 250 francs. Cette mesure fait suite à un arrêté signé en 1994 par le préfet de l'Essonne, qui interdit la présence des pitbulls dans les lieux publics s'ils ne sont pas munis d'une muselière et tenus en laisse.

■ MALVERSATIONS: Jean-Paul Gausserand, directeur des affaires logistiques et des domaines des hôpitaux universitaires de Strasbourg (HUS), comparaitra pour escroquerie le 7 décembre devant le tribunal correctionnel de Strasbourg. Il lui est reproché des malversations comptables à l'occasion de la tenue aux HUS de séminaires de formation professionnelle. M. Gausserand est par ailleurs mis en examen depuis décembre 1994 pour « abus de confiance, faux et usage de faux, corruption et favoritisme » dans l'affaire dite des hôpitaux universitaires de Strasbourg (Le Monde du 20 mai).

Au sol, dans un rayon de cent mètres, les enquêteurs de la brigade criminelle ont entouré à la craie plusieurs dizaines de projectiles: des morceaux de plastique, des éclous de 15, des vis de 40, et des clous zingués atypiques, longs